



Evaluation de l'Unité Mixte de Recherche INRA- INAPG en Economie Publique

(UMR INRA 210)

RAPPORT SCIENTIFIQUE SUR LES ACTIVITÉS DE LA PÉRIODE 2000-2004

Janvier 2005

**UMR Economie Publique INRA-INAPG,
Campus de Grignon, BP01, 78850 Thiverval, France**

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION	3
1.1	Bref historique.....	3
1.2	Présentation synthétique de l'Unité.....	4
1.3	Principales caractéristiques et structures d'organisation.....	7
1.4	Analyse du positionnement de l'unité dans le contexte local, national et international.....	8
1.4.1	Intégration de l'unité dans les orientations stratégiques de l'INRA et de l'INAPG	8
1.4.2	Insertion de l'unité dans le dispositif de recherche et d'enseignement.....	9
1.4.3	Positionnement de l'unité vis à vis d'enjeux socio-économiques.....	13
2	TRAVAUX ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DE LA PERIODE EVALUEE	14
2.1	Activité Compact 202 : Modélisation économique des exploitations, environnement et dynamique d'évolution de l'agriculture	14
2.1.1	Modélisation des politiques agricoles	14
2.1.2	Agriculture et changement climatique.....	16
2.1.3	Dynamique d'évolution technico-économique de l'agriculture	18
2.2	Activité Compact 205 : Régulation publique et échanges internationaux	19
2.3	Participation à l'enseignement.....	21
2.4	Formation doctorale.....	22
2.5	Contrats.....	24
2.6	Actions de communication.....	24
3	PERSPECTIVES ET PROJETS DE L'UNITE	24
3.1	Résumé du projet scientifique de l'unité.....	24
3.2	Projets des équipes pour les prochaines années	25
3.2.1	Perspectives de l'équipe "Modélisation économique des exploitations, environnement et dynamique d'évolution de l'agriculture".....	25
3.2.2	Perspectives pour l'équipe "Régulation publique et échanges internationaux".....	26
3.3	Perspectives d'évolution	27
4	ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'UNITE	27
4.1	Le fonctionnement et l'animation collective de l'unité :	27
4.2	La gestion des ressources humaines.....	27
4.3	La gestion des ressources financières et matérielles	30
5	CONCLUSION	31
5.1	Résumé des principales contributions et avancées de l'unité durant la période évaluée.....	31
5.2	Bilan de l'association entre l'INRA et l'INAPG pour l'UMR.....	32
5.3	Atouts, contraintes, points forts et faibles de l'unité au regard de ses projets.....	32

Annexe 1: Personnel de l'UMR au 01/01/05

Annexe 2: Etudiants de DEA en stage à l'UMR

Annexe 3: Partenariats étrangers

Annexe 4: Contrats de l'UMR

Annexe 5: Formations suivies par le personnel

Annexe 6: Séminaire interne "environnement".

LISTE DE PUBLICATIONS 2000-2004

PRESENTATIONS DANS DES CONGRES ET SEMINAIRES

1 Introduction

1.1 Bref historique

Les objectifs à la création de l'UMR. Lorsqu'à la fin des années quatre vingt dix, le Ministre de la recherche a encouragé les chercheurs et enseignants-chercheurs à se regrouper plus systématiquement dans des structures combinant recherche et enseignement, les personnels qui composent aujourd'hui l'Unité mixte (UMR) en Economie publique ont répondu à ses incitations (malheureusement plus morales que financières). Plusieurs d'entre eux avaient travaillé à l'étranger, et voyaient dans les "*departments*" américains d'enseignement et recherche une forme plus efficace d'organisation que celle qui prévalait en France. C'est pour aller vers ce type de structures qu'a été créée l'UMR.

A cette époque, des débats opposaient ceux qui reprochaient au Département des sciences sociales de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) son manque de recherches formalisées et ceux qui soulignaient le risque d'une dérive académique. La création de l'UMR a, de fait, fédéré des chercheurs qui partageaient une certaine conception de la science économique : celle d'une recherche appliquée. Pour marquer leur souhait de jouer un rôle dans les débats de société et en particulier d'éclairer la décision publique grâce à leurs travaux, les chercheurs concernés ont nommé "Economie publique" l'unité créée. C'est autour d'un projet qui s'articule sur quatre objectifs qu'a été créée l'UMR:

- *La publication scientifique.* Si la publication académique est sans doute moins que par le passé un vecteur de diffusion des connaissances (les "documents de travail" électroniques remplissent désormais cette fonction), le jugement des pairs et la publication dans des revues à comité de lecture restent la source de toute légitimité pour participer aux débats internationaux. Publier dans les revues disciplinaires de qualité (*American journal of agricultural economics, European review of agricultural economics, Journal of environmental economics and management, etc*) est un des objectifs de l'UMR.
- *L'enseignement* permet la confrontation des idées et l'association des nouvelles générations. L'appui sur un enseignement de second cycle de haut niveau, et l'implication forte dans un Diplôme d'étude approfondie (DEA) ont ainsi été au coeur de la stratégie de l'UMR.
- *L'insertion internationale.* Etre acteur dans cette recherche véritablement européenne qui est en train de se construire est nécessaire pour prétendre jouer un rôle dans la politique agricole et environnementale. La participation active aux programmes européens a ainsi été un des objectifs de l'UMR, comme la recherche de collaborations avec des équipes nord-américaines.
- *L'aide à la décision publique.* La conception de la recherche partagée par les membres de l'unité est de mobiliser théorie et méthodes pour participer à l'élaboration de la politique agricole, aux négociations sur le climat, aux négociations commerciales.

Mener à bien ces quatre objectifs en parallèle, sans en sacrifier l'un d'eux, a été le principal objectif de l'UMR. C'est à travers cette grille de lecture que, nous semble t'il, un bilan de ses cinq premières années d'activité doit être tiré.

Ces quatre piliers nécessitent de considérer l'UMR dans son ensemble. En effet, s'est constituée une certaine répartition des fonctions entre les individus, selon leurs compétences et leurs affinités. Des activités (la publication, les contrats) sont peut-être plus visibles que d'autres (l'aide à la décision publique, l'enseignement), mais c'est bien l'ensemble qui doit être évalué d'une manière globale.

La création administrative. L'UMR en Economie publique établie entre l'INAPG (Institut national agronomique Paris-Grignon) et l'INRA a été constituée de manière rétroactive le 1^{er} janvier 2000. En effet, la convention a officiellement été signée le 16 mars 2001. Cette UMR porte le numéro codique d'UMR-INRA 210. Elle regroupe l'ancienne Station d'économie et sociologie rurales (ESR) de Grignon et les économistes de la Chaire d'économie et gestion de l'INAPG. Des agents des unités INRA d'Ivry et de Nancy qui se trouvaient dans les objectifs de l'UMR et dans la conception de la recherche qui y était proposée ont, en outre, rejoint l'UMR lors de la création.

La convention signée courait sur quatre ans. Au début 2004, du fait de la modification du calendrier des évaluations collectives par l'INRA, un avenant à la convention a été signé par les parties prenantes, qui prolonge la convention d'UMR jusqu'à la fin 2005.

La direction de l'unité a été assurée par J.C. Bureau jusqu'en septembre 2004, avec J.C. Sourie Directeur adjoint. Depuis cette date, J.C. Sourie a pris la direction, S. Drogué est directrice adjointe.

1.2 Présentation synthétique de l'Unité

Principaux champs d'activité de l'Unité. L'UMR travaille principalement à la mise au point de méthodes d'analyses, de modèles de simulation et d'outils de réflexion pouvant être utilisés par les décideurs publics, pour la politique économique. Les investigations portent principalement sur l'organisation du secteur agricole (économie de la production), la politique publique (Politique agricole commune ou PAC, réglementation du secteur agro-alimentaire) et le commerce international (négociations commerciales, négociations sur le changement climatique).

Deux grands axes structurent les activités de l'UMR.

- **Economie de la production, environnement et évolution de l'agriculture**, avec notamment des travaux micro-économiques liés à la politique agricole : conséquences des modifications de la PAC, impacts du changement technique, effets de mesures prises dans le cadre de la lutte contre l'effet de serre, valorisation non alimentaire des produits agricoles, etc. Ces travaux reposent en particulier sur la mise au point et l'emploi d'outils de simulations au niveau de groupes d'exploitations agricoles, de régions ou encore au niveau national et européen. Sont par ailleurs développées des investigations plus globales portant sur la dynamique d'évolution de l'agriculture et de son modèle productif. Ces approches sont complétées par des éléments à caractère plus académique (par exemple, des applications de la théorie des incitations aux problèmes agricoles et environnementaux). Ce premier axe correspond à l'Activité Compact 202 dans le schéma INRA de programmation de la recherche (voir encadré 1).
- **Economie internationale et régulation publique**, qui structure les travaux sur les échanges, la protection et les normes dans la perspective de négociations commerciales. Ces travaux incluent la construction de larges bases de données ainsi que des modèles mathématiques du secteur. Cet axe est représenté par l'Activité Compact 205 dans le schéma de programmation de la recherche INRA, activité présentée en encadré 2. Dans cet axe, un nouveau pôle émerge depuis quelques années, autour de travaux concernant plus spécifiquement l'économie de la réglementation publique.

Compétences mobilisées et multidisciplinarité. Le travail mené relève essentiellement de l'économie appliquée. Ceci se traduit par la mobilisation d'outils quantitatifs, principalement les méthodes de la recherche opérationnelle, les mathématiques appliquées à la modélisation (optimisation), et, dans une moindre mesure, l'économétrie.¹

Un nombre croissant de recherches est effectué dans un cadre multidisciplinaire. Des disciplines comme l'agronomie et les sciences du sol, la zootechnie, sont par exemple mobilisées pour les travaux de modélisation sur les politiques incitatives au stockage de carbone. Des sciences de l'ingénieur (collaboration avec des "pétroliers") sont mobilisées pour les travaux sur les biocarburants. Des sciences médicales et toxicologiques (analyse de risque alimentaire) sont mobilisées pour les analyses de la réglementation optimale en matière sanitaire. Dans tous les cas, des travaux sont menés avec des unités spécialisées sur ces disciplines (voir la section 1.4.2.).

¹ Le recrutement de R. Chakir, en 2005 devrait permettre de renforcer les compétences, jusqu'ici très limitées, en économétrie.

Encadré 1 : Activité Compact 202 :

Modélisation économique des exploitations, environnement et évolution de l'agriculture

Résumé Les recherches menées au sein de cette activité visent à analyser les relations entre les systèmes de production agricole et leur environnement physique, économique, politique, technique, social et réglementaire. Les thèmes de travail concernent les champs suivants :

- Evaluation des réponses de l'offre agricole en termes de revenus, de productions et d'assolements à des modifications des prix ou des mesures de politique agricole. Les simulations réalisées, basées principalement sur les modèles fondés sur la programmation mathématique, permettent de simuler l'impact de divers instruments de politiques agricoles à différentes échelles (exploitation, région, France, Europe).

- Evaluation des dimensions environnementales des mesures de politique agricole. Ce volet passe par l'estimation des impacts sur l'environnement des politiques considérées (applications : biocarburants, agriculture de précision, techniques culturales simplifiées, émissions de gaz à effet de serre, stockage de carbone). Il permet aussi une évaluation des coûts de réduction de la pollution. L'intégration des interactions agriculture/environnement fait appel au couplage de modèles économiques et agronomiques et à des systèmes d'information géographique.

- Analyse de la formation, des disparités et de la concentration des revenus agricoles à partir des données comptables du RICA (Réseau d'informations comptables agricoles).

- Etude de la dynamique et des perspectives d'évolution de l'agriculture et de son modèle productif: évolution des structures; impacts, enjeux et perspectives des biotechnologies et des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Mots clés: Economie de la production ; économie des exploitations agricoles ; politique agricole ; Politique Agricole Commune ; revenu agricole ; grandes cultures ; céréales ; modélisation ; programmation mathématique ; valorisation non alimentaire ; énergie ; biocarburant ; effet de serre ; changement climatique ; stockage de carbone ; Système d'Information Géographique ; innovation ; changement technique ; prospective ; système de production ; agriculture durable ; biotechnologie ; OGM .

Objectifs

- Evaluation des conséquences des réformes de la politique agricole au niveau des exploitations et à des niveaux plus agrégés : régions, France, Europe.

- Evaluation des enjeux environnementaux et des impacts des politiques agri-environnementales.

- Meilleure connaissance de la situation des exploitations agricoles (notamment en termes de formation et de disparités des revenus).

- Anticiper les évolutions des systèmes productifs agricoles compte tenu des évolutions de la demande et du contexte socio-économique et technique.

Enjeux socio-économiques Les changements récents de la politique agricole européenne, la pression vers une diminution des instruments de soutien "couplés", l'importance croissante des performances environnementales et les avancées technologiques notables que connaît l'agriculture impliquent des modifications profondes des systèmes de production agricole. Les recherches visent à analyser de manière prospective les enjeux de ces évolutions, notamment en termes de revenus des agriculteurs, d'intérêt relatif de différentes productions, d'emploi des intrants, d'utilisation des sols, d'évolution structurelle des exploitations, et de dynamique générale du devenir de l'agriculture. Une attention particulière est portée aux aspects environnementaux et en particulier au rôle de l'agriculture dans la maîtrise du changement climatique.

Encadré 2 : Activité Compact 205

Régulation publique du secteur agricole et échanges internationaux

Résumé

L'activité "Régulation publique et échanges internationaux" structure les travaux sur les échanges, la protection et les normes et réglementations, dans la perspective des réformes de la Politique agricole commune, des négociations internationales et de la régulation du au niveau national et communautaire. Ces travaux incluent la construction de larges bases de données ainsi que des modélisations mathématiques du secteur.

Les thèmes abordés portent sur la politique agricole, les échanges et l'environnement. Ils incluent des travaux sur l'efficacité des différents instruments de politique, sur l'accès au marché de l'Europe et des pays tiers, sur l'interface entre les problèmes de commerce international et la politique agricole commune. Les travaux menés comprennent :

- une analyse économique des réglementations et de leur impact sur le bien-être avec des outils de l'économie industrielle.
- des bases de données sur les échanges internationaux et la protection, et des analyses mesurant les effets des politiques commerciales européennes.
- des travaux analytiques et de modélisation sur les effets des négociations internationales sur le commerce (négociations régionales et multilatérales).

Mots clés

Réglementation ; économie publique ; politique agricole, Politique Agricole Commune ; commerce international ; information imparfaite ; échanges internationaux ; barrière tarifaire ; barrière non tarifaire ; OMC ; alimentation animale ; changement climatique ; base de données ; protectionnisme ; droit de douane ; concurrence économique ; économie internationale ; marché

Objectifs

- Faire progresser les connaissances académiques en matière de commerce international, d'internalisation des externalités, et de politique optimale dans le domaine de l'agriculture
- Fournir des outils d'aide à la décision et de réflexion aux décideurs publics français et européens en ce qui concerne les négociations internationales sur le commerce, sur le changement climatique et plus généralement les questions concernant la politique agricole et environnementale.
- Analyser les coûts et les bénéfices de plusieurs options de réglementations publiques dans le domaine de l'alimentation et de l'environnement, et définir des politiques socialement plus efficaces et moins coûteuses.

Enjeux socio-économiques

Les travaux menés permettent d'identifier les bénéfices et les limites de différents instruments réglementaires et commerciaux en terme de bien-être. Dans le domaine de l'alimentation, les différentes possibilités d'action de l'Etat n'ont pas tous les mêmes coûts pour les agents privés et les contribuables, et il est nécessaire d'effectuer des choix entre plusieurs options possibles. Il en est de même dans les questions environnementales, en particulier entre les instruments incitatifs et réglementaires.

Une attention particulière est portée sur les aspects internationaux car, dans une perspective de globalisation des échanges, les questions sur le mode d'intervention de l'Etat et sa légitimité sont déterminantes dans tous les débats à l'Organisation mondiale du commerce. De ce fait, un ensemble de travaux de cette activité cherche à mesurer l'effet de négociations internationales sur les échanges, les prix, les revenus et le bien-être des agents. Les négociations internationales sous l'égide de l'Organisation Mondiale du Commerce, ou encore les négociations sur le changement climatique. Dans tous ces cas, la décision publique a besoin d'instruments économiques et statistiques (bases de données, modèles de simulation) ainsi que d'une expertise à long terme sur la politique agricole, les échanges et les modes d'intervention de l'Etat.

UMR 210 « Economie Publique »
INRA INAPG

(D.U : J-C. Sourie, D.U adjoint : S. Drogué)

RECHERCHE

Les sous thèmes qui apparaissent dans cet organigramme sont à titre indicatif pour situer les personnels dans les champs de recherche, et non pas de validité dans les schémas institutionnels. contrairement aux activités qui apparaissent dans le schéma d'organisation INRA

APPUI A LA RECHERCHE

Activité : Modélisation économique des exploitations, environnement et évolution de l'agriculture (202)

(Animateur : S. De Cara)

Activité: Régulation publique du secteur agricole et échanges agricoles internationaux (205)

(Animateur : S. Marette)

Effets des réformes de politique agricole sur l'offre agricole, alimentaire et non alimentaire

J-C. Sourie
J-B. Duclos
L. Guinde
G. Millet
J-P. Butault

Impacts de la PAC sur l'offre européenne et l'environnement, politiques publiques

P-A. Jayet
E. Debove
M. David
L. Bamière
C. Godard
S. De Cara

Formation et disparités des revenus dans le secteur agricole

J-P. Butault
J-B. Duclos
G. Millet
N. Delame
S.Andrews

Dynamique et perspectives d'évolution technologique de l'agriculture

S. Bonny
B. Roux
N. Delame
L. Roudart

Economie des biocarburants

J-C. Sourie
D. Treguer
L. Guinde

Négociations commerciales et enjeux pour la PAC

J-C. Bureau
S. Marette
J. Gallezot
S. Drogué
P. Ramos
B. Roux
L. Roudart

Économie de la réglementation

E. Gozlan
S. Marette
M. David
J. Nefussi
J. Priolon

Secrétariat et Ressources Humaines

T. Lefebvre
C. Gorgeon
K. Rezel

Gestion

E. Lagache
K. Huron

Informatique

O. Cauchy
J-C. Hautcolas

Documentation

R. Grateau

1.3 Principales caractéristiques et structures d'organisation

Structuration de l'unité en équipes et projets. La structuration des équipes de recherche recoupe les activités Compact décrites dans les encadrés 1 et 2. En effet, à une activité correspond une équipe de recherche éponyme dans l'organisation de l'UMR. Ces deux équipes regroupent chacune des chercheurs, des enseignants-chercheurs, et des ingénieurs et techniciens.

Certains personnels Ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) ne sont pas affectés aux équipes, mais aux "services horizontaux" (i.e. collectifs) qui regroupent les activités de gestion et de comptabilité, documentation, informatique, gestion de personnel, gestion des étudiants de troisième cycle et gestion des relations avec l'enseignement de second cycle.

Organisation des moyens et services communs. L'organigramme ci-joint indique la répartition des ressources humaines entre les activités "Compact". Ces activités ont été détaillées en thèmes de travail à titre indicatif.

Les personnels affectés aux "services horizontaux" dépendent directement du Directeur d'unité, et leurs fonctions sont fixées par le Conseil de service, qui décide en particulier des investissements, des travaux, du budget, et des fonctions et modalités de financements des services horizontaux. Des décisions stratégiques plus larges sont prises au niveau de l'Assemblée générale annuelle.

1.4 Analyse du positionnement de l'unité dans le contexte local, national et international

1.4.1 Intégration de l'unité dans les orientations stratégiques de l'INRA et de l'INAPG

Schéma directeur et orientations stratégiques INRA. L'UMR s'inscrit principalement dans le champ thématique "Production, marchés" du département SAE2 (Sciences sociales, agriculture et alimentation, espace et environnement) de l'INRA. Quelques chercheurs ont cependant des activités qui relèvent d'autres champs thématiques (voir Tableau 1).

Par rapport aux axes stratégiques de l'ensemble de l'INRA, les recherches de l'unité sont réparties dans cinq axes, mais l'essentiel des thèmes traités s'inscrit dans l'axe "Informier le citoyen et éclairer la décision publique" (voir Tableau 2).

Tableau 1. Répartition des effectifs de l'UMR dans les champs thématiques INRA

	CHAMPS DU DEPARTEMENT SAE2 de l'INRA					Total
	I	II	III		Hors ch	
Chercheurs	0.5	6	2		0	8.5
Ingénieurs	0	5	0		0	5
ETP chercheurs + ingénieurs	0.5	11	2		0	13.5
ASC	0	0	0		0	0
Enseignants- chercheurs	1	4	1		0	6
Doctorants		2	2		0	4
Personnel technique et administratif	0	0	0		9	9
CHAMPS DU DEPARTEMENT ESR (période 2004-2007) I. Consommation, distribution et transformation II. Productions et marchés III. Environnement, espace et société						

note: en équivalent temps-plein

Tableau 2. Répartition des effectifs (en équivalents temps plein, sauf pour les enseignants associés) selon les axes stratégiques de l'INRA:

AXES STRATEGIQUES DE L'INRA							
	A	B	C	D	E	F	Total
Chercheurs	0.8	0	0	0	0.2	8	8.5
Ingénieurs	0	0	0.7	0	0	4.3	5
ETP chercheurs + ingénieurs	0.8	0	0.7	0	0.2	12.8	13.5
ASC	0	0	0	0	0	0	0
Enseignants-chercheurs	0	0	0	0	0	6	6
Doctorants	0	0	0	0	0	4	4
Total	0.8	0	0.7	0	0.2	21.8	23.5
AXES							
<i>A. Améliorer le cadre de vie, préserver l'environnement et produire durablement.</i>							
<i>B. Améliorer l'alimentation humaine, préserver la santé des consommateurs, comprendre leurs comportements.</i>							
<i>C. Diversifier les produits et leurs usages, améliorer leur compétitivité.</i>							
<i>D. Développer les stratégies génériques pour la connaissance du vivant.</i>							
<i>E. Adapter les espèces, les pratiques et les systèmes de production à des contextes changeants.</i>							
<i>F. Eclairer la décision des acteurs publics et privés, comprendre leurs organisations, en dégager les significations.</i>							

Place dans l'organisation scientifique de l'INAPG. L'UMR s'inscrit dans le département "Sciences économiques et sociales" de l'INAPG. Le principal recoupement institutionnel se situe avec la Chaire d'économie et gestion, à laquelle appartiennent les enseignants chercheurs de l'UMR et où ils effectuent leur activité d'enseignement.

L. Roudart occupe, depuis 2004, les fonctions de présidente du département Sciences économiques et sociales. J. Priolon a occupé, de 2000 à 2003, les fonctions de vice président de ce département. Cette implication de l'UMR dans les instances de l'école traduit le fait que l'UMR joue désormais un rôle central dans l'enseignement de l'économie.

1.4.2 Insertion de l'unité dans le dispositif de recherche et d'enseignement

Transversalités. Ces deux dernières années ont vu l'insertion croissante de l'UMR dans des travaux multidisciplinaires. L'unité vise à la fois la spécialisation dans ses disciplines de compétences et une association avec des équipes elles-mêmes spécialistes dans leurs domaines. La multidisciplinarité est mise en œuvre comme une collaboration entre des à compétence disciplinaire, dans les disciplines qu'il est nécessaire de mobiliser pour mener à bien un projet. Les membres de l'UMR ont le souci de ne pas s'improviser experts en d'autres domaines de compétence que les leurs.

Les travaux multidisciplinaires impliquant l'UMR sont généralement initiés par une demande sociale. Ainsi, par exemple, la participation de l'UMR à l'expertise collective de l'INRA sur le stockage du carbone a été l'occasion de mobiliser des compétences diverses pour répondre à une demande du Ministère de l'environnement. Cette collaboration a permis à l'UMR de poursuivre en commun des recherches avec des unités d'agronomie et de sciences du sol de l'INRA (unité CSE Climat, sol et environnement d'Avignon, Unité INFOSOL d'Orléans, Unité Environnement et grandes cultures EGC de Grignon). Ces collaborations permettent de modéliser l'interface agriculture/environnement et coupler ces modèles aux modèles économiques développés dans l'UMR. A titre d'exemple, la thèse de C. Godard qui se déroule dans l'UMR, est co-encadrée par un économiste (P.A. Jayet) et par un agronome de l'INAPG (J. Roger-Estrade). Les collaborations avec l'UMR EGC de Grignon permettant de relier les modèles micro-économiques aux impacts environnementaux potentiels ont également fait l'objet d'applications dans les zones céréalières intermédiaires, pour évaluer le changement technique (nouveaux itinéraires techniques, agriculture de précision). Ont été également développées des collaborations avec des spécialistes de la télédétection pour pouvoir intégrer des systèmes d'information géographiques dans ces modèles technico-économiques.

Un autre exemple est la collaboration avec des mathématiciens pour développer un algorithme spécifique nécessaire à la résolution d'un modèle sur les biocarburants. Cette collaboration a donné lieu à la fois à des publications économiques et des publications en recherche opérationnelle. Les travaux sur les biocarburants ont également donné lieu à des collaborations avec des sciences de l'ingénieur : un travail commun, qui couple un modèle technico-économique d'offre de biocarburants sur l'agriculture avec un modèle physico-chimique (raffinage) est développé dans le cadre d'une collaboration avec l'Institut français du pétrole (IFP), dans le cadre d'un financement par le Groupement d'intérêt scientifique AGRICE. De telles collaborations ont également lieu à travers la participation au Réseau d'excellence européen sur les biocarburants, dont l'UMR assure une partie importante du volet économique.

Depuis un an, l'UMR a développé un étroit partenariat avec l'équipe Met@risk de l'INRA et l'INAPG sur les questions de réglementation et de risque sanitaire. Ainsi, des chercheurs de l'UMR (S. Marette) sont en charge de l'évaluation économique des coûts liés à la consommation de substances toxiques (methyl-mercure) dans le poisson. Ils participent à l'évaluation des différents coûts et bénéfices de diverses formes de réglementation possibles : interdiction de commercialisation, information des femmes enceintes, étiquetage, etc. De tels travaux, qui se poursuivent actuellement par une collaboration sur le problème des mycotoxines, mobilisent l'expertise de médecins, de toxicologues et de statisticiens.

La participation de l'UMR à l'Action incitative programmée "OGM et environnement" de l'INRA et l'Action concertée incitative, "Impact des OGM" du Ministère de la recherche (S. Bonny) a permis des échanges plus étroits avec des chercheurs d'autres disciplines. Plus récemment, des collaborations ont débuté avec des spécialistes de l'écologie théorique autour de l'évaluation du coût des espèces invasives et des formes optimales de lutte (participation à une Action concertée en cours d'élaboration, E. Gozlan).

L'environnement scientifique, à l'INAPG et dans le centre INRA de Versailles-Grignon, offre une situation favorable pour des travaux multidisciplinaire, tant les compétences sont variées et géographiquement proches. Il y a là une chance à saisir pour une équipe d'économie. Néanmoins, le travail multidisciplinaire est souvent difficile (ne serait-ce que par la nécessité de construire un vocabulaire commun). Il est rarement concluant à l'INRA, mais le partage des tâches autour d'un objectif donné finalisé (programmes cadres européens sur le stockage du carbone, sur l'éthanol-carburant, sur les espèces invasives; programme de recherche en nutrition humaine sur le thon et les polluants; contrats divers) permet de surmonter de nombreuses difficultés.

Actions de coopération et réseaux au niveau national. Les actions transversales et multidisciplinaires ne sont pas les seules coopérations dans lesquelles est insérée l'UMR.

Au sein de l'INRA, l'UMR s'est efforcée de coordonner ses travaux avec ceux de l'unité de Rennes et de Toulouse du département SAE2 de l'INRA. Un projet dans le cinquième programme cadre européen (programme "MINIROUND" 1999-2002) a par exemple permis d'organiser un partage des tâches afin de couvrir l'ensemble des aspects de la politique agricole. Les publications avec ces deux laboratoires ont été nombreuses.

L'équipe travaillant sur les aspects internationaux a développé une collaboration très étroite avec le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII). Elle s'est traduite par la constitution d'un Groupement d'intérêt scientifique (le GIS "Politiques commerciales"). J.C. Bureau et J. Gallezot sont devenus chercheurs associés au CEPII, ce qui a permis de bénéficier de l'accès à des moyens développés par cet organisme, et de collaborer sur des études à la demande de la Commission européenne (contrat cadre du CEPII avec la Direction générale des échanges). Ces collaborations ont donné lieu au développement d'une version du modèle d'équilibre général calculable du CEPII spécifiquement centrée sur les questions agricoles et sur les négociations en cours au niveau de l'Organisation mondiale du commerce. Cette collaboration a permis de fournir à la Commission européenne et au Ministère de l'économie (Direction des relations extérieures, DREE), des résultats simulations pendant les négociations multilatérales du cycle de Doha. Plusieurs publications et communications en ont résulté. Cette collaboration se poursuivra à l'avenir car l'UMR et le CEPII sont au centre d'un programme européen qui a pour but de fédérer les recherches sur les accords commerciaux en agriculture (STREP TRADEAG, coordonné par J.C. Bureau, voir la section suivante).

Les collaborations sont fortes avec l'unité du CNRS-THEMA (UMR CNRS 7536), en particulier l'équipe de Nanterre. De nombreux travaux ont été effectués avec des chercheurs de cette unité, à laquelle l'UMR était liée par une convention d'association. B. Coestier, membre du CNRS-THEMA a ainsi travaillé deux

années à l'UMR sur un poste de détachement. Les chercheurs de l'UMR présentent régulièrement dans les séminaires de Nanterre, que ce soit ceux du CNRS-THEMA ou de l'école doctorale EMPO (Economie mathématique Paris-ouest).

Enfin, l'UMR est particulièrement insérée dans les partenariats avec les organisations professionnelles, comme l'illustrent les quelques exemples suivants :

- participation au groupe protéagineux constitué pour répondre aux demandes du Ministère de l'agriculture et des interprofessions.
- collaborations avec le Centre technique sur les oléagineux (CETIOM) sur les effets des politiques agricoles sur le secteur des oléo-protéagineux
- collaborations sur les techniques de conservation de sol avec l'Association pour l'agriculture durable et l'*European conservation agriculture federation*, sur la création d'un référentiel technico-économique
- collaboration avec l'ADEME (Agence pour le développement et la maîtrise de l'énergie) sur la faisabilité d'une filière éthanol de paille et sur les relations entre agriculture et climat (l'ADEME co-finance également la thèse de C. Godard).
- contrats multiples avec des interprofessions, collaborations avec des chambres d'agriculture, des centres de gestion, etc.

Actions de coopération au niveau international. Des collaborations suivies ont permis de multiples publications communes avec des chercheurs de l'Université de Californie Davis et de Kansas State University (S. Marette), de l'Economic Research Service de l'US Department of agriculture (J.P. Butault), de Iowa State University (J.C. Bureau et S. De Cara), du CIRANO de Montréal (E. Gozlan et M. David), de l'Université de Rome-La Sapienza (J.C. Bureau).

Ces collaborations ont donné lieu à des séjours de longue durée. E. Gozlan a ainsi passé 12 mois au CIRANO Montréal, S. De Cara 16 mois à Iowa State University, J.C. Bureau 8 mois dans cette même université, S. Marette 6 mois à l'Université de Davis, etc. J.C. Bureau est actuellement en congé-recherches à Trinity College Dublin.

Ces partenariats s'ajoutent à de nombreuses collaborations dans le cadre des programmes européens dans lesquels l'UMR est fortement impliquée (voir la section suivante et annexe 3).

En outre, des chercheurs de l'UMR sont impliqués dans des instances d'animation de la recherche au niveau européen. Ainsi, J.C. Bureau était organisateur scientifique, du X^{ème} Congrès tri-annuel de l'Association européenne des économistes agricoles à Saragosse, en 2002, S. Drogué ayant également joué un rôle important dans l'organisation (ce congrès a regroupé près de 500 communications et a nécessité deux années de préparation à l'équipe). J.C. Bureau a également été membre du Bureau exécutif de l'Association européenne des économistes agricoles et membre du bureau éditorial de l'*European review of agricultural economics*.

Des chercheurs de l'UMR organisent la coopération entre le DEA d'Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles auquel participe très activement l'UMR, et l'Université de Californie à Davis. Celle-ci accepte des étudiants du DEA en formation complémentaire en procurant des financements aux étudiants.

Projets de recherche européens. L'UMR est très impliquée dans les programmes cadres européens. En effet, au 1^{er} janvier 2005, l'UMR coordonne deux programmes STREP (*Specific targeted research project*) et est impliquée dans quatre autres programmes, dont un Réseau d'excellence (REX), et postule également à une action concertée. L'UMR est également impliquée dans des programmes européens financés par une direction particulière (e.g. programme "Production de bioéthanol" ou programme "Intégration de cultures alternatives et analyse spatiale").

Ce niveau d'engagement, sans doute maximum, voire excessif au vu des ressources humaines de l'UMR, s'explique par plusieurs raisons. Tout d'abord les ressources financières que procurent ces programmes sont nécessaires pour pallier le manque de moyens humains de l'UMR par le recrutement de jeunes chercheurs sur statut contractuel. Les budgets ainsi mobilisés (par exemple 1.7 millions d'euros pour le programme TRADEAG et 1.4 millions d'euros pour le programme GENEDEC, tous deux coordonnés par l'UMR), permettent également de financer les équipements informatiques puissants que requièrent les modèles technico-économiques qui sont élaborés dans l'UMR.

Mais ces programmes européens jouent aussi, pour l'UMR un rôle important sur le plan de l'organisation du travail de l'UMR, en permettant de fédérer et de coordonner les chercheurs avec des équipes associées, selon un cahier des charges précis, des échéances et un financement en fonction du travail effectué. En effet, le cadre de la recherche publique ne permet pas au Directeur d'unité ni aux animateurs des différentes équipes de disposer des outils incitatifs nécessaires à la mise en place d'une véritable organisation du travail. Les programmes européens jouent à ce titre un rôle important au plan "managérial". Ils sont un élément de structuration du travail de l'unité.

Les programmes européens dans lesquels est impliquée l'UMR

Il s'agit des programmes dans le cadre du cinquième programme cadre FAIR, Food and Agri-Industrial Research (programme cadre de recherche et développement communautaire), et du sixième programme cadre FP6. L'UMR participe ou coordonne plusieurs projets :

- Programme "MINIROUND" sur la préparation des négociations internationales, programme FAIR5 CT97-3481, 1998-2001. Participation de J.C. Bureau, E. Gozlan, S. Marette, Y. Chahed.
- Programme "EUROTOOLS" sur la modélisation de l'offre agricole, Programme FAIR5 CT97-3403, 1998-2001. Participation de P.A. Jayet, S. De Cara.
- Programme "IDEAS" sur la diversification des activités agricoles, programme FAIR6 CT98-4228, 1998-2001, participation de B. Roux, A. Revel, P. Bonnafous.
- Programme "EU-MED-AGPOL", Impacts of agricultural trade liberalization between the EU and the Mediterranean countries, programme FP6-2002-SSP-1, 2003-2005, participation de J. Gallezot et S. Drogué.
- Contrat-cadre Communauté Européenne "HERITAGE 2", Filières innovantes, savoir-faire locaux et partenariat euro-méditerranéen, 2003 –2005, responsable B. Roux.
- Réseau d'excellence BIOFUELS "Overcoming barriers to Bioenergy", 2003-2006, participation de J.C. Sourie, S. Rozakis et D. Treguer.
- Projet GENEDEC, Specific Targeted Research Programme, FP6 "Development of various tools and methods for the impact assessment of decoupling", 2004-2007, coordonné par P.A. Jayet, participation de L. Bamière, E. Debove, S. De Cara, C. Godard.
- Projet INSEA, Specific Targeted Research Programme, FP6 "Modélisation intégrée de la sequestration du carbone et des émissions de gaz à effet de serre", 2004-2007, participation de P.A. Jayet, S. De Cara, C. Godard, L. Bamière, E. Debove.
- Projet TRADEAG, (Specific Targeted Research Programme) "Agricultural Trade Agreements", coordonné par J.C. Bureau, (2005-2008), participation de S. Drogué, P. Ramos, J. Gallezot, E. Gozlan, S. Marette, L. Roudart et J.P. Butault.
- Participation au Contrat cadre entre la Direction générale des échanges de la Commission et l'European Consortium for Trade policy Analysis (ECTA), contrat avec le CIREM géré par le CEPII, Participation de J. Gallezot et J.C. Bureau (2003-2005).

Implication dans des filières d'enseignement. L'UMR est adossée à deux filières d'enseignement qui sont un atout précieux, ne serait-ce que par le flux d'étudiants, stagiaires, thésards et participants aux programmes européens que cela rend possible.

Il s'agit tout d'abord de la formation d'ingénieur de l'INAPG. Les enseignants-chercheurs de l'UMR y effectuent un service complet de 192h d'enseignement par an en équivalent travaux dirigés. Les chercheurs sur statut INRA participent de manière croissante aux enseignements à l'INAPG. Peu à peu le rapprochement des deux métiers, qui était l'un des objectifs initiaux de l'UMR, s'effectue. L'UMR accueille des élèves ingénieurs en stage, et accompagne ceux qui souhaitent se diriger vers l'économie, en particulier dans le cadre de formations de troisièmes cycles.

Peut-être plus important encore, l'UMR est particulièrement associée à l'encadrement du Diplôme d'études approfondies (DEA) d'Economie des ressources naturelles et de l'environnement, commun à plusieurs écoles d'ingénieurs (INAPG, Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts ou ENGREF, Ecole polytechnique, Ecole supérieure des mines de Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales et Université de Paris-X Nanterre). Plusieurs chercheurs de l'UMR ont joué un rôle très actif dans la création de ce DEA (P.A. Jayet, J.C. Bureau). L'UMR en est aujourd'hui un des

laboratoires d'accueil important, et en assure l'essentiel de la coordination et du secrétariat. Tous les ans, de nombreux étudiants effectuent leur mémoire dans l'UMR. En 2004, ce n'est pas moins de huit étudiants de ce DEA qui ont effectué leur mémoire majeur dans le cadre d'un stage de 5 à 8 mois au sein de l'UMR. Ils y ont bénéficié d'un encadrement très suivi par les chercheurs, et ont de leur côté apporté une participation active à des projets, tout particulièrement à des programmes européens (voir annexe 2). La contribution de l'UMR à la formation d'étudiants par ce biais ne doit pas être sous-estimée. Il s'agit d'un investissement important en terme de temps pour les chercheurs et enseignants chercheurs, mais aussi d'un moyen de former, et également de sélectionner, des futurs chercheurs.

Enfin, l'UMR est associée à l'école doctorale ABIES (Agro-alimentaire, biologie, environnement et santé) et a également des liens étroits avec l'école doctorale EMPO (Economie et Mathématiques Paris-Ouest). Les doctorants de l'UMR sont par exemple inscrits dans l'une ou l'autre de ces écoles doctorales, en fonction de celle qui pourra apporter le meilleur encadrement académique selon le thème de la thèse. L'UMR a largement bénéficié de ce contact privilégié avec ces écoles doctorales (thèses en cours de E. Debove, P. Ramos, D. Tréguer, F. Bernard). Par le passé, les allocations de recherche de l'école doctorale EMPO ont permis de former de futurs chercheurs, dont certains ont rejoint ultérieurement l'UMR (S. De Cara, E. Gozlan).

Les activités d'enseignement, et la formation de doctorants, sont détaillées dans la section 2.3.

1.4.3 Positionnement de l'unité vis à vis d'enjeux socio-économiques

L'un des objectifs de l'UMR est de se positionner en appui à la décision publique, avec une recherche appliquée et finalisée. Les chercheurs de l'UMR travaillent en collaboration avec :

- le *Ministère en charge de l'agriculture*. Les travaux sur les effets micro-économiques de la réforme de la PAC, et les analyses des diverses propositions pour la revue à moyen terme de l'agenda 2000 ont été directement utilisés pour définir la position française (L. Guindé, G. Millet, J.C. Sourie). Les chercheurs de l'UMR ont aussi assisté le Ministère dans le choix des modalités de gestion des aides au niveau national. Le Ministère a également sollicité l'UMR pour des travaux sur les effets de la réforme de l'organisation de marché du sucre (J.C. Sourie), sur les effets des négociations commerciales avec le Mercosur (S. Drogué, P. Ramos). ou encore sur les conséquences d'une harmonisation des préférences commerciales vis-à-vis des pays africains (J. Gallezot). L'UMR développe la base de données sur les échanges commerciaux et les préférences qui est utilisée par le Ministère. Des collaborations ont également été menées au cadre régional, avec en particulier des travaux sur les incidences de scénarios de réforme de la PAC en relation avec la Chambre d'agriculture et la Direction départementale de l'agriculture, sous la coordination du Ministère (J.C. Sourie, G. Millet).

A titre individuel, des chercheurs de l'UMR ont été sollicités à plusieurs reprises pour la définition de la politique nationale : loi d'orientation agricole (J.C. Sourie, J.P. Butault); réglementation alimentaire (S. Marette); politique des biocarburants (J.C. Sourie).

- le *Ministère de l'économie et des finances*. L'UMR a collaboré étroitement avec la Direction de la prévision ces dernières années, sur le thème du changement climatique et sur le thème du découplage des aides (P.A. Jayet, S. De Cara). Le GIS "Politiques commerciales", avec le CEPII, dont la Direction des relations économiques extérieures fait partie, a permis des relations suivies avec les négociateurs, pour lesquels l'équipe CEPII-INRA-INAPG a fourni des simulations (J. Gallezot, J.C. Bureau).
- le *Ministère de l'écologie*. L'UMR a participé à l'expertise collective INRA sur le stockage de carbone pour le Ministère (P.A. Jayet). L'UMR a également réalisé des travaux pour le compte de la Direction en charge des études économiques (D4E) sur le thème de la réglementation et la communication environnementale des entreprises (E. Gozlan). Des chercheurs de l'UMR ont participé aux travaux de la Mission interministérielle sur l'effet de serre, et au conseil scientifique du Programme "Gestion des impacts du changement climatique" (P.A. Jayet, S. De Cara). Au titre de ce programme, 4 projets ont été financés, dans lesquels l'UMR a été associée à des équipes d'autres départements de l'INRA de l'INAPG, et du Commissariat à l'énergie atomique.
- les services du *Premier Ministre*. Des chercheurs de l'UMR ont été chargés d'une étude sur les négociations commerciales agricoles par le Commissariat général au plan (J.C. Bureau, S. Drogué); Des chercheurs de l'UMR ont participé aux travaux du Conseil d'analyse économique

(groupes "effet de serre", "propriété intellectuelle"), instance dans laquelle J.C. Bureau a été conseiller scientifique de 2001 à 2004.

Mais c'est au niveau de la Commission européenne que les collaborations ont été les plus suivies. En effet, la participation à plusieurs actions européennes de type "Soutien aux politiques" a permis d'établir un dialogue permanent avec la Direction générale de l'agriculture et celle en charge du commerce. Les travaux menés dans le programme cadre sur les négociations commerciales, ont par exemple été orientés en fonction des demandes de la Commission et de l'évolution des négociations. Des chercheurs de l'UMR ont également effectué des travaux statistiques pour le compte de la Commission afin de participer à des efforts internationaux (groupe *Agricultural market database*, AMAD). En outre, l'UMR, à travers son association avec le CEPII, a travaillé en étroite collaboration avec la Direction générale des échanges.

Par ailleurs, les chercheurs de l'UMR ont conduit des travaux d'expertise pour plusieurs organisations internationales, comme l'Organisation de coopération et de développement économique, OCDE (analyse de l'utilisation des accords préférentiels), la Banque Mondiale (analyse de la progressivité des droits de douane en fonction de la valeur ajoutée des produits), ou Eurostat. Ces travaux d'expertise font généralement l'objet de contrats avec une structure d'appui à la recherche, l'ADEPRINA, pour des raisons de plus grande souplesse administrative.

Plus généralement, les travaux de l'UMR s'attachent à fournir des éléments de réponse à la demande sociale, notamment à la demande des citoyens, d'autant plus que les thèmes traités font l'objet de nombreux débats. L'UMR se positionne bien de la sorte dans un des axes stratégiques de l'INRA "éclairer la décision des acteurs, comprendre leurs organisations, en dégager les significations".

2 Travaux et résultats obtenus au cours de la période évaluée

La liste des travaux (publications) est donnée en annexe. Elle montre un nombre conséquent de publications dans des revues à comité de lecture (81 au total, dont 50 dans des revues internationales), mais aussi un nombre très important de chapitres d'ouvrage (48), ce qui est peut être atypique. Cela s'explique par le fait que de plus en plus des chercheurs sont sollicités pour participer à des ouvrages collectifs internationaux. Il faut souligner également la participation significative à des congrès (liste non exhaustive donnée à titre indicatif pour les deux années récentes) qui témoigne d'une visibilité de l'UMR sur la scène internationale, et l'activité de transfert et de vulgarisation qui se traduit par des articles à destination d'un grand public.

Si beaucoup des publications de l'UMR sont parues dans des revues sectorielles, un certain nombre d'entre elles (*Journal of Environmental Economics and Management*, *American Journal of Agricultural Economics*, *European Review of Agricultural Economics*, etc.) sont dans la catégorie "4 étoiles", correspondant au plus haut niveau des revues spécialisées dans le classement effectué par le Centre national de la recherche scientifique.² Certains chapitres d'ouvrage sont aussi publiés dans des collections scientifiques reconnues (*Johns Hopkins University Press*, *Edward Elgar*, *National Academy Press*, *Springer Verlag*, etc.).

2.1 Activité Compact 202 : Modélisation économique des exploitations, environnement et dynamique d'évolution de l'agriculture

2.1.1 Modélisation des politiques agricoles

Modélisation microéconomique de la PAC. Les travaux sur l'économie de la production agricole qui se rattachent à cette activité regroupent des modélisations à plusieurs niveaux géographiques, de type technico-économique. Il s'agit soit de modèles régionaux d'offre agricole (modèle "MAORIE" d'offre de grandes cultures sous la responsabilité de J.C. Sourie; modèle "MEUSE" sous la responsabilité de J.P. Butault), soit de modèles régionaux agrégés au niveau national (modèle "AROPAJ"), soit au niveau communautaire (modèle d'offre de grandes cultures sur 36 régions de l'Union européenne; version européenne du modèle AROPAJ sous la responsabilité de P.A. Jayet).

² voir <http://crg.polytechnique.fr/section37/revues.pdf>

L'UMR dispose ainsi aujourd'hui de plusieurs outils permettant d'examiner les conséquences de différents scénarios d'évolution de la politique agricole européenne sur les exploitations agricoles (assolements, productions, revenus, etc.). Le modèle le plus complet comprend 80 régions et 472 types d'exploitations végétales et/ou animales. Pour la France, des outils au niveau régional permettent de fournir des réponses à diverses demandes des ministères et des interprofessions sur les effets de telle ou telle mesure, en intégrant les aspects techniques et agronomiques. Ceci est particulièrement important car il existe des degrés divers de substitution et de complémentarités agronomiques entre les productions que les approches plus agrégées, et en particulier paramétriques, ont du mal à bien prendre en compte.

Modèles sur la France. Les modèles régionaux et nationaux sont, à diverses échelles, utilisés pour effectuer différentes simulations liées aux réformes de la Politique agricole commune depuis 1999. Ils ont ainsi montré les effets contrastés des propositions de la Commission en matière de découplage sur les productions d'oléagineux et de céréales (P.A. Jayet). Des travaux ont porté sur les effets de réformes de l'Agenda 2000 sur les revenus des grandes cultures, puis des simulations des effets des diverses propositions de réforme de la PAC lors des négociations 2002-2003 (J.C. Sourie). Parmi les scénarios étudiés à la demande des pouvoirs publics, on peut citer les effets d'une réforme fondamentale qu'aurait constitué une aide unique à l'hectare.

Les travaux de l'UMR ont joué un rôle important dans l'élaboration de la position française sur la réforme de la PAC. En effet, les effets des propositions de la Commission sur le découplage lors de la révision à mi-parcours de l'Agenda 2000 ont été simulés sur diverses régions céréalières. Ces travaux ont montré que dans un certain nombre de régions intermédiaires, la solution du découplage total se traduirait par une déprise (cessation de l'activité de production), sous des hypothèses de prix raisonnables. Cette déprise disparaissait soit en recouplant 25% des aides, soit en maintenant le prix des céréales autour de 86€/t. C'est sur la base de ces résultats que la représentation française a élaboré ses positions sur le découplage lors de la négociation de 2003. Ils ont aussi joué un rôle important dans le choix français des modalités techniques issues du compromis de Luxembourg (J.C. Sourie, G. Millet, L. Guindé).

L'UMR a étudié, à la demande du Ministère de l'agriculture les niveaux de soutien pour freiner le déséquilibre introduit entre l'offre de céréales et celle d'oléagineux et protéagineux résultant de l'Agenda 2000. Ces modèles ont montré également le rôle que joue l'alignement des primes oléagineux sur celles des céréales quant au creusement des disparités régionales de revenu agricole. L'étude prospective de différents scénarios de politique agricole (dégressivité des aides, découplage partiel, découplage total des aides) a montré que, du fait des effets sur les assolements et le rythme de disparition des exploitations agricoles, une baisse des aides par culture tout en maintenant la modulation, assortie d'une redistribution forfaitaire des sommes économisées pourraient se traduire par une adoption significative de l'agriculture dite "raisonnée".

Les modèles régionaux et nationaux ont servi de base à des collaborations sur des sujets spécifiques. En partenariat avec le Centre technique des oléagineux (CETIOM) des investigations ont par exemple porté spécifiquement sur ces productions. D'autres portent actuellement sur les effets des propositions de réforme de l'organisation du marché du sucre. Des travaux en collaboration avec l'Association générale des producteurs de maïs ont permis d'évaluer les impacts sur l'offre de maïs d'hypothèses de taxation de l'eau d'irrigation et de régionalisation des primes. A la demande de l'agence de la maîtrise de l'énergie (ADEME) les coûts d'opportunité de productions non alimentaires ont été calculés et ont alimenté des analyses en termes de coûts et bénéfices publics (J.C. Sourie). Sur le plan régional, les travaux ont permis de répondre à des interrogations de diverses organisations professionnelles et interprofessions (Chambre d'agriculture, Direction départementale de l'agriculture, etc.) sur les effets concrets des futures modalités de la PAC.

Modèles européens. Les modèles régionaux sous la responsabilité de J.P. Butault et P.A. Jayet ont été intégrés à une collaboration internationale, sous l'égide de la Commission européenne. Ils ont servi, avec des travaux anglais, italiens et allemands, à créer un modèle européen qui intègre à la fois les productions animales et végétales. Ce programme dont l'objet principal est l'évaluation des politiques agricoles a bénéficié d'un financement communautaire à travers deux programmes successifs (EUROTOOLS, poursuivi par le programme GENEDEC). Le modèle issu de cette collaboration européenne a été utilisé pour différentes applications sectorielles au sein de l'UMR. Ainsi, il a servi à simuler des scénarios de réforme de politique agricole comme la sortie des quotas laitiers. Il a aussi permis la réalisation de scénarios de politique agricole intégrant des instruments de lutte contre l'effet de serre (P.A. Jayet, S. De Cara, L. Bamière). Ce modèle a également été utilisé à la demande de la

Direction de la Prévision pour une première étude prospective des impacts du découplage au niveau européen, à partir des éléments de la réforme en discussion en 2002.

D'autres travaux sur l'évolution des exploitations concernent la formation et les disparités de revenus agricoles, et l'évolution des structures. Des analyses sur les inégalités de revenus ont ainsi été menées au niveau de l'Union européenne avant et après la réforme de la PAC en modélisant notamment les effets distributifs de plusieurs modalités d'attribution des aides, comme le passage à une aide unique à l'hectare. En France, le champ de recherche s'est élargi au revenu des ménages agricoles, grâce à un raccordement du Réseau d'information comptable et d'une enquête fiscale, en examinant notamment le rôle de la pluriactivité sur les disparités et sur le financement des exploitations (J.P. Butault, N. Delame).

Biocarburants. Les travaux de modélisation de l'offre trouvent également leur application sur le thème de la faisabilité économique des filières non alimentaires, en particulier sur les biocarburants. Un modèle d'équilibre partiel (OSCAR, optimisation du surplus carburants agricoles renouvelables) a été mis au point (J.C. Sourie et S. Rozakis). Il n'existait pas encore de modèle économique de ce type en la matière. L'originalité de cet instrument est la suivante : une modélisation détaillée de l'offre agricole fondée sur le modèle MAORIE, des transformations industrielles, de la demande en co-produits par l'alimentation du bétail et de la demande en biocarburants. Cet instrument permet d'estimer le coût d'opportunité des biocarburants, le surplus des producteurs, de comparer les filières, de réfléchir à différentes formes de défiscalisation. Plus généralement, les travaux sur la filière biocarburants donnent lieu à une analyse des effets économiques d'une politique de soutien aux énergies issues de la biomasse, du point de vue de l'intérêt public (D. Treguer). L'UMR participe à ce titre au Réseau d'excellence européen BIOFUELS.

Les travaux menés ont permis de calculer les coûts d'opportunité des biocarburants, en fonction de la localisation des productions dans les régions et dans les systèmes de production. Une des filières, l'ester de colza paraît présenter un potentiel de développement sous dispositions particulières de la PAC sur les jachères énergétiques. Le bilan public de la défiscalisation, tenant compte des surplus des agents et de la valorisation des externalités provenant de la limitation des émissions de gaz à effet de serre, n'est positif que pour des prix du pétrole de l'ordre de 40 euros, par exemple, mais ces niveaux ne semblent plus irréalistes, désormais.

Une approche multicritère a été introduite pour comparer différentes stratégies des acteurs sur la base du surplus et pour prendre en compte les impacts de la production de biocarburants sur le bilan des gaz à effet de serre (S. Rozakis). Ce modèle a été utilisé dans le cadre d'études économiques de scénarios de politique (participation à la mission Levy-Couveinhes sur les filières biocarburants à la demande des services du Premier Ministre). Il contribue également aux travaux de l'UMR dans le cadre du groupement d'intérêt scientifique AGRICE, en collaboration avec l'ADEME. Ces approches trouvent leur prolongement dans l'évaluation économique d'une filière éthanol de paille avec l'ADEME, et un couplage avec des modèles de l'Institut français du pétrole intégrant les différentes filières de raffinage. L'UMR participe également à deux programmes européens sur ce thème, l'un financé par la Direction "Energie et transport" sur la faisabilité de la production de bioéthanol, l'autre sur le programme communautaire "Intégration de cultures alternatives et analyse spatiale" (J.C. Sourie, S. Rozakis, D. Treguer).

Les modèles régionaux ont aussi permis d'étudier diverses évolutions techniques étudiées au niveau micro-économique, ainsi par exemple l'agriculture de précision (J.C. Hautcolas) et les techniques de conservation des sols et les techniques culturales simplifiées, dans des collaborations avec d'autres équipes de l'INRA.

2.1.2 Agriculture et changement climatique

Les travaux de l'UMR portent de manière croissante sur la relation à double sens entre l'agriculture et le changement climatique. Ces travaux ont été soutenus successivement par la Mission interministérielle sur l'effet de serre (MIES) et le programme Gestion des impacts des changements climatiques (GICC). Ils constituent en outre une base importante de la contribution de l'UMR à un programme européen (INSEA) centré sur la modélisation intégrée de la séquestration du carbone et des émissions de gaz à effet de serre (P.A. Jayet, S. De Cara, C. Godard). L'impact sur les émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole de la réforme de la PAC est en outre une des dimensions du projet européen GENEDEC coordonné par l'UMR, dans le cadre également du sixième programme cadre (L. Bamière, P.A. Jayet).

Les travaux menés ont tout d'abord visé à estimer les potentiels de réduction et les coûts d'abattement des émissions dans le secteur agricole français. Ils ont permis de mesurer l'impact d'instruments de régulation opérationnels des émissions d'origine agricole tant sur un plan économique qu'environnemental. Les modélisations tiennent compte des dispositifs existants de la PAC, de la diversité des conditions technico-économiques de production et de l'état des connaissances scientifiques sur la relation entre activités agricoles et émissions de Gaz à effets de serre (GES).

Des estimations ont permis de relier la structure des coûts de réduction des émissions aux orientations technico-économiques des exploitations et ainsi d'identifier les types d'exploitations susceptibles de jouer le plus grand rôle dans cette réduction. Dans le cas de la France, si l'incitation au boisement des jachères constitue un levier puissant pour réduire les émissions nettes, les effets redistributifs de cette mesure (en terme de partage de l'effort entre notamment les secteurs "grandes cultures" et "élevage") sont importants. Les difficultés informationnelles liées aux émissions de méthane dans l'élevage (contrôle difficile de l'alimentation intra-consommée) ont conduit à proposer des instruments de second rang et à en évaluer l'efficacité.

A partir de modèle d'offre européen décrit plus haut, les travaux de l'UMR ont permis d'analyser les sources et les coûts d'abattement des émissions d'origine agricole dans l'Union Européenne (P.A. Jayet, S. De Cara). Les engagements européens à Kyoto vont prendre un statut d'obligation "légalement contraignante" au regard du droit international. Le secteur agricole, qui représente 10% des émissions communautaires (18% dans le cas français), peut jouer un rôle important dans les stratégies de réduction. Au niveau européen, on estime que subsistera un écart de 34 MtCO₂eqC entre les émissions totales et la cible de 2012, et ce dans le scénario le plus optimiste. Les simulations effectuées par l'UMR indiquent que l'agriculture pourrait efficacement (i.e. à un coût marginal plus faible que d'autres secteurs) contribuer à combler cet écart. A titre d'illustration, les résultats montrent un "gisement" d'abattements additionnels de quelques 13 MtCO₂eq par rapport aux émissions de 2001 à un coût marginal inférieur à 20 EUR/tCO₂eq. Ces travaux mettent aussi en lumière l'hétérogénéité des coûts d'abattement au niveau européen à la fois dans la dimension "orientation technico-économique" et dans la dimension spatiale (régionale). Pour une même réduction des émissions, le coût d'abattement est de deux à quatre fois supérieur dans un régime de quotas individuels uniformes que dans un régime de taxation des émissions.

Les travaux en cours prennent en compte les émissions liées l'utilisation d'intrants azotés. Ce travail passe par le couplage d'un modèle agronomique de culture (STICS) et du modèle d'offre agricole de nature micro-économique (C. Godard). Ceci doit permettre de calibrer des fonctions de réponse des rendements aux apports azotés. Ces travaux donnent lieu à une collaboration importante des chercheurs de l'UMR avec des équipes. Ce couplage sert de base à des travaux prenant en compte explicitement les effets du changement climatique sur les systèmes de production agricoles (thèse de E. Debove). L'appui de zootechniciens de l'INAPG a été également déterminant dans le développement des modules intégrant les productions animales dans le modèle.

Les travaux sur la séquestration du carbone (sols agricoles et/ou biomasse aérienne) dans le cadre d'une expertise collective INRA ont été prolongés par une approche prenant en compte explicitement la dynamique de l'utilisation des sols. Elle a mis en évidence l'impact d'incitations à la substitution de cultures annuelles par des cultures énergétiques pluri-annuelles à une échelle régionale (S. De Cara, S. Rozakis). L'accent a notamment été mis sur les aspects spatiaux et dynamiques grâce au couplage avec une base de données géo-référencée et un Système d'information géographique (SIG), et à l'utilisation du modèle GORCAM pour l'évolution des stocks de carbone. Sont ainsi analysés l'horizon temporel optimal de la substitution cultures annuelles/cultures énergétiques et les profils de stockage en fonction de la valorisation sociale du carbone.

La littérature économique récente a mis en évidence les pertes d'efficacité importantes découlant des stratégies de mitigation uniquement centrées sur le CO₂. Dès lors que le méthane et le protoxyde d'azote – les deux principaux gaz autres que le CO₂ inclus dans le Protocole de Kyoto – sont considérés, l'agriculture apparaît comme un secteur important dans une politique de régulation. Les travaux de l'UMR ont montré que ce secteur pouvait contribuer efficacement à une politique de régulation des émissions. En outre, les travaux menés ont permis de clarifier le rôle des activités agricoles, qui ont la particularité de participer à la fois négativement et positivement à l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

2.1.3 Dynamique d'évolution technico-économique de l'agriculture

Des travaux de l'UMR visent aussi à analyser la dynamique d'évolution technico-économique de l'agriculture, notamment les transformations du modèle productif agricole qui fait l'objet actuellement d'importants questionnements de la part de la société.

Un observatoire des conditions économiques dans lesquelles évoluent les exploitations de grande culture fonctionne depuis une longue période dans l'UMR, en lien avec le Réseau d'information comptable agricole (RICA) de l'INSEE et du Ministère de l'agriculture (G. Millet et J.B. Duclos). Cette source, résultant d'enquêtes et de suivis de comptabilités, est l'une des rares qui soit détaillée sur un plan analytique (marges et suivis par cultures) et qui permette de disposer chaque année d'informations sur la situation et les résultats économiques des exploitations de grande culture, et cela sur une période assez longue.

Ces travaux ont été complétés par une large étude dans le cadre de la partie française du programme européen "IDEAS" (A. Revel, B. Roux), qui identifie les exploitations agricoles où la diversification des activités (production ou technique de production non conventionnelle, agriculture raisonnée ou biologique, agrotourisme, entreprises de travaux agricoles, services biologiques, protection de l'environnement, défense contre l'incendie, etc.) est significative. Ont été abordés, par le biais d'études locales et d'enquêtes, les effets sur le plan environnemental, économique et social. Ceci doit contribuer à la mise en place de scénarios prospectifs d'évolution des exploitations et à une meilleure évaluation de l'impact d'un déplacement des soutiens publics de la production vers un encouragement à des aspects plus "multifonctionnels".

Un autre programme de recherche porte sur la dynamique et les perspectives d'évolution de l'agriculture, notamment au niveau technologique (S. Bonny). L'objectif général est d'appréhender l'évolution technico-économique du secteur et de son modèle productif sous l'effet des changements du contexte, des modifications des demandes adressées à l'agriculture et des effets induits des avancées scientifiques et techniques. Ce programme comprend deux facettes, l'une sur l'évolution d'ensemble de l'agriculture, l'autre sur les impacts, enjeux et perspectives des biotechnologies, en particulier des cultures transgéniques, objet d'une très vive controverse sur leurs risques et bénéfices. Ces derniers travaux portent sur plusieurs aspects, en particulier les déterminants de l'expansion rapide des OGM aux Etats-Unis, leurs impacts et leurs bilans agro-économiques. Chaque OGM étant un cas particulier lié au type de nouveau caractère introduit par transgénèse, on a étudié plus en détail le soja tolérant à l'herbicide glyphosate, culture transgénique la plus répandue dans le monde (85 % de la sole de soja est génétiquement modifiée aux Etats-Unis). Un de ses intérêts pour les *farmers* est de permettre une plus grande facilité et flexibilité du désherbage et une bonne association à d'autres techniques en progression, d'où son adoption rapide. Sont étudiés également les impacts agro-environnementaux, les évolutions dans l'emploi des herbicides et les retombées économiques de ces premiers OGM. Par ailleurs une investigation a été menée sur le fort mouvement de rejet envers le génie génétique qui s'est développé en France et en Europe. Il est lié à la perception d'un bilan bénéfiques/risques souvent défavorable qu'ont induit divers processus, acteurs et facteurs. Ces recherches visent ainsi à apporter des éléments de connaissance et d'évaluation pouvant être utilisés par tous les acteurs (S. Bonny).

Des travaux sur la dynamique des structures agricoles incluent une représentation de l'évolution des exploitations au niveau européen grâce à des méthodes de modélisation des transitions (chaînes de Markov). Les estimations effectuées à l'UMR suggèrent que le nombre d'exploitations devrait être de l'ordre de 480000 en France à l'horizon 2009 (contre 660000 en 2000). La réforme de la PAC de 2003, et notamment l'instauration du découplage des aides devrait accélérer cette chute. Actuellement, ces travaux tentent de mieux endogénéiser les probabilités de disparition et de croissance des exploitations en fonction de la politique agricole (J.P. Butault, N. Delame). A terme, ces travaux devraient permettre de mieux intégrer la dynamique de l'évolution des exploitations dans les modèles de simulation des effets des politiques publiques.

Ces travaux sur les dynamiques à long terme de l'agriculture ont également été réalisés à dans des perspectives de comparaisons internationales (L. Roudart). Un ouvrage de synthèse "Histoire des agricultures du monde (Le Seuil) " en a été tiré, qui a connu une forte diffusion auprès du grand public.

2.2 Activité Compact 205 : Régulation publique et échanges internationaux

Travaux et résultats. Les travaux menés ont pour but d'identifier les bénéfices et les limites de différents instruments réglementaires et commerciaux en terme de bien-être. Une attention particulière est portée sur les aspects internationaux car, dans une perspective de globalisation des échanges, les questions sur le mode d'intervention de l'Etat et sa légitimité sont déterminantes dans tous les débats à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). De ce fait, un ensemble de travaux cherche à mesurer l'effet de négociations internationales sur les échanges, les prix, les revenus et le bien-être des agents.

Economie internationale. Le programme sur les comparaisons internationales en agriculture en collaboration avec l'*Economic research service* du Département américain de l'agriculture (USDA) porte sur les comparaisons internationales de prix et de productivité. Il a montré une évolution de la productivité totale des facteurs plus défavorable dans l'Union européenne qu'aux Etats-Unis, ce qui peut avoir de fortes conséquences sur la compétitivité à long terme. Ces travaux ont été poursuivis récemment par des mesures fines sur les prix de la terre et sur la main d'oeuvre qui intègrent les caractéristiques de qualité (J.P. Butault, J.C. Bureau).

D'autres travaux portent sur l'analyse du commerce international. C'est en particulier le cas de la quantification des impacts en terme de bien-être public et de volume d'échange, des réductions de droits de douane dans le cadre de l'Uruguay round (J.C. Bureau). Des études détaillées sur les régimes d'importation des pays membres de l'OMC ont permis d'inventorier les diverses méthodes utilisées par les pays tiers pour minimiser la portée des engagements contractés pendant le Cycle de l'Uruguay. Des indicateurs de restrictions aux échanges ont permis de mesurer la protection accordée par l'Union européenne, les Etats-Unis et le Canada de manière fine. Un travail sur les quotas tarifaires a permis de montrer comment l'Union européenne remplissait ses engagements de manière plus satisfaisante que bien d'autres pays développés. Ces travaux ont pour la plupart été effectués en collaboration ou pour le compte de la Commission européenne ou du Ministère de l'agriculture. Ils ont permis à l'Union européenne de contester un certain nombre de travaux étrangers présentés dans le cadre de négociations internationales, en particulier au Comité de l'agriculture de l'OCDE et à l'OMC, en ce qui concerne le caractère restrictif des échanges de la PAC et les effets des réductions tarifaires entreprises depuis 1994.

Un approfondissement de la réglementation tarifaire de l'Union européenne à partir de la base TARIC (Tarif intégré des communautés européennes) a conduit à la réalisation d'un logiciel d'analyse des droits de douanes et des subventions à l'exportation portable sur toutes plates-formes Windows (J. Gallezot, M. Harel). A partir de ces données originales, le travail mené par l'UMR a permis de reconstituer les flux d'échange dans le cadre des accords préférentiels et de calculer des taux de protection, nominaux et effectifs, des mesures d'accès au marché. D'autres travaux ont porté sur l'utilisation des préférences européennes par les pays en développement. L'étude conduite par J. Gallezot sur l'accès réel au marché communautaire a bousculé les idées reçues quant à la "forteresse Europe" souvent dénoncée, avec un taux nominal de protection somme toute assez faible (10%) une fois pris en compte les accès préférentiels. Ce travail a été très largement utilisé par les commissaires Lamy et Fischler dans le cadre du cycle de négociation de Doha (cette étude a fait pendant plusieurs semaines le sommaire des sites web des deux directions de la Commission en 2003).

Des travaux ont concerné la formalisation des effets de création et de détournement des échanges en tenant compte du rôle que joue l'industrie de transformation (J. Gallezot). Cette recherche a permis de simuler les effets potentiels sur les courants d'échanges agricoles et agroalimentaires d'une suppression des barrières tarifaires entre l'Union européenne et les pays d'Europe centrale et orientale.

En outre, plusieurs travaux ont mesuré "l'escalade tarifaire", c'est-à-dire la protection accordée sur la partie "valeur ajoutée" des produits transformés, l'Union européenne étant accusée de limiter les possibilités de transformation des produits dans les pays en développement du fait d'une protection plus élevée sur les produits transformés. Ils montrent le contraste entre les pays qui bénéficient de préférences non réciproques importantes et les autres. Une étude réalisée à la demande de l'OCDE remet fortement en cause l'idée, appuyée par la Banque mondiale, que les accords régionaux seraient sous-utilisés du fait des contraintes à respecter les règles d'origine ou administrative (J. Gallezot, J.C Bureau).

Afin de disposer d'outils de simulation allant au au-delà des bases de données et des indicateurs précédemment mentionnés, l'UMR utilise pour des expertises des modèles développés dans le cadre de collaborations internationales. Elle a ainsi investi des moyens humains dans l'utilisation du modèle GTAP (*Global trade analysis project*) de l'Université de Purdue (S. Drogué). L'UMR a ainsi développé une collaboration très étroite avec le CEPII dans le cadre d'un groupement d'intérêt scientifique.³ Une version du modèle Mirage du CEPII centrée sur le secteur agricole a été développée dans le cadre de cette collaboration. Les premiers résultats publiés suggèrent que les gains à un accord agricole dans le cadre de l'OMC sont assez limités, et surtout très inégalement partagés, les pays en développement qui bénéficient actuellement d'un accès préférentiel au marché européen s'avérant être globalement perdants. Ces résultats ont été très largement diffusés dans de nombreuses conférences internationales par les chercheurs du CEPII et de l'UMR.

Les négociations multilatérales ne sont pas le seul centre d'intérêt, l'UMR travaillant également sur un certain nombre d'accords régionaux, en particulier les négociations avec le Mercosur, la constitution d'une zone de libre-échange plus intégrée avec le pourtour Méditerranéen (en particulier à travers la participation à deux programmes européens) et les relations avec les pays Afrique-Caraïbe-Pacifique.

Des travaux ont ainsi porté sur le commerce international avec des structures non concurrentielles. Ils ont en particulier porté sur les monopoles publics du type "*wheat boards*". Certaines organisations d'Etat bénéficient d'un monopole sur la commercialisation, l'importation ou l'exportation de certaines denrées alimentaires, comme c'est le cas par exemple pour le Canada et l'Australie. Il a été montré que ce type d'organisation peut s'apparenter à un soutien aux producteurs nationaux et à des subventions à l'exportation cachées (S. Marette). L'entrée de la Chine dans l'OMC donne à cette question une importance toute nouvelle.

Des travaux ont également traité du commerce international de produits différenciés. Les préférences des consommateurs vis à vis de certains attributs de qualité peuvent différer entre les pays. Des réglementations différentes sont souvent accusées de freiner le commerce et, derrière l'argument de la protection des consommateurs, de n'être que des barrières non tarifaires. Cette thématique a donné lieu à une série de travaux traitant de conflits opposant les Etats Unis et l'Europe. Ces travaux ont donné lieu à une réflexion sur la place de l'analyse économique dans le règlement des différends à l'OMC, et sur ce que les règles du commerce international devraient considérer comme barrière non tarifaire (J.C Bureau, E. Gozlan, S. Marette).

L'économie de la réglementation publique. A l'interface avec le thème précédent, des travaux portent sur le commerce international en présence d'incertitude sur la sécurité des produits. Le rôle de l'Etat est d'assurer aux citoyens une consommation de produits sains, satisfaisant également aux critères de qualité pour lesquels ils ont payé. Dans certains cas, ceci peut être assuré par des mécanismes de marché, l'Etat pouvant se reposer sur des phénomènes de réputation ou favoriser la communication. Les travaux menés incluent une comparaison de différents instruments publics (labels, standard minimal de qualité, responsabilité civile du vendeur), en terme de bien-être pour la société. Si l'information imparfaite des consommateurs sur la sécurité des produits constitue un dysfonctionnement de marché appelant une réglementation publique, il ressort des travaux menés que la nature de l'imperfection d'information conditionne la forme de l'intervention optimale : dans le cas de biens de recherche et des biens d'expériences, des mécanismes de réputation peuvent permettre au marché de s'auto-réguler, et l'intervention publique peut se limiter à jouer sur les coûts de cette auto-régulation. La réglementation (standards de sécurité, labels ou responsabilité civile) s'impose en revanche dans le cas de biens de confiance, c'est-à-dire lorsque le dommage éventuel ne se révèle qu'à très long terme (hormones, résidus de pesticides, aflatoxines, etc.). Des critères d'appréciation de ces catégories sont proposés, qui donnent un cadre général pour la définition de réglementations publiques efficaces dans le domaine sanitaire (E. Gozlan, S. Marette).

Ces travaux ne se sont pas limités à traiter des aspects internationaux mais ont donné l'occasion de développer des thèmes portant sur l'action de l'Etat dans la réglementation du secteur agroalimentaire français. Ainsi, des travaux ont porté sur les politiques d'information publique en veillant à l'équilibre budgétaire des agences concernées. Différents instruments de financement (impôts, contribution par unité ou contribution fixe imposée aux producteurs) ont été comparés en prenant comme critère de décision le bien-être collectif (i.e., somme des gains des acheteurs et des vendeurs). La question du financement se pose directement pour les questions de traçabilité, de filière non-OGM, de prise en charge des tests de détection de prions (S. Marette).

³ GIS "Politiques commerciales" avec l'INRA, le CEPII, et les directions des relations économiques extérieures -DREE- et de la prévision -DP- du Ministère de l'économie.

Les résultats montrent l'importance de la structure de concurrence et de la structure des coûts de certification garantissant la crédibilité de l'information dans le choix de la politique optimale de financement. Une transmission d'information volontaire des vendeurs est suffisante en situation de concurrence, alors qu'une transmission d'information obligatoire peut être nécessaire en situation de monopole. Une taxe par unité vendue permet de maintenir une situation concurrentielle, alors qu'une taxe fixe en situation de monopole limite les distorsions. Ces travaux sont étendus en intégrant la possibilité de recourir à des formes de réglementation *ex post* des comportements des agents économiques en matière sanitaire et environnementale, en particulier en utilisant des procédures de responsabilité civile (B. Coestier, E. Gozlan, S. Marette). Un résultat important est la relative inefficacité de la responsabilité civile ou environnementale sur des marchés imparfaitement concurrentiels, due à une insolvabilité (parfois stratégique) des producteurs pour des dommages élevés, tandis que pour de faibles dommages, l'absence de réglementation est collectivement préférable afin d'éviter d'ajouter une distorsion supplémentaire sur les prix (en plus de celle liée à la concurrence imparfaite).

Des travaux sur la régulation publique en présence d'asymétrie d'information ont aussi plu directement porté sur les instruments de la politique agricole et de l'environnement, établissant un lien avec l'autre activité "Compact" de l'UMR. Ces travaux ont porté sur la théorie des incitations, appliquée à des questions comme la politique de maîtrise de l'offre (gel de terre, P.A. Jayet). Ils montrent comment la combinaison d'une politique de contrat combinée à un ajustement du prix d'intervention sur les marchés concernés peut limiter le coût social des rentes d'information.

L'information sur les risques a fait l'objet de travaux récents. Les recherches menées sur les stratégies privées de révélation d'information ont permis de mettre en évidence, parmi les facteurs intervenant dans le choix d'un producteur d'informer volontairement et de manière crédible sur les risques liés à son activité / produit, le rôle des croyances a priori du décideur, des coûts de production de l'information, des coûts de contre-expertise (E. Gozlan). Un programme sur l'évaluation économique des risques alimentaires (consommation de thon et risques liés au méthyl-mercure) et les modalités optimales d'intervention de l'Etat est en cours (S. Marette).

2.3 Participation à l'enseignement

Second cycle. Les enseignants-chercheurs de l'UMR ont la responsabilité d'enseignements à l'INAPG, dans lesquels interviennent des chercheurs de l'UMR sous statut INRA. Il s'agit en particulier de:

- Module "Grands problèmes économiques" (63h)
- Module d'approfondissement "Analyse économique contemporaine" (63h)
- Unité de valeur "Sécurité alimentaire mondiale" (74h)

Ils participent également aux Unités de valeur "Gestion des entreprises", et "Gestion de la qualité", au troisième cycle "Economie et gestion de l'entreprise" et font par ailleurs de nombreuses interventions ponctuelles dans d'autres modules de formation de l'INAPG.

Les enseignants-chercheurs de l'UMR sont également responsables ou co-responsables de trois modules de première année, de trois cours de tronc commun (économie générale, comptabilité, analyse financière), et de plusieurs modules d'approfondissement.

L'insertion de l'UMR dans l'enseignement à l'INAPG est croissante puisqu'en 2003/2004, les chercheurs de statut INRA auront effectué environ quatre-vingts heures d'enseignement à l'INAPG alors qu'ils n'en effectuaient qu'un nombre insignifiant quatre ans auparavant.

Des chercheurs et enseignants-chercheurs interviennent également dans d'autres formations, en assurant, sur la période 2000-2004, des cours à :

- l'Ecole Nationale d'Administration (P. Spitz),
- l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique (P.A. Jayet, M. David, S. De Cara),
- l'Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (J.C. Bureau, A. Revel, E. Gozlan, L. Roudart, S. Marette, P.A. Jayet),
- l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Rennes (S. Bonny),
- l'Ecole Polytechnique (A. Revel),

- l'Ecole Spéciale des Travaux Publics (J.C. Bureau, puis S. Drogué),
- l'Ecole Supérieure des Mines de Paris (J.C. Bureau, P.A. Jayet),
- l'Institut Agronomique Méditerranéen, masters program (S. Rozakis, J.M. Attonaty),
- Université de Lausanne (L. Roudart),
- l'Université de Marne la Vallée (M. David, E. Gozlan),
- Université de Lausanne (L. Roudart),
- Université de Montpellier 1 (S. Rozakis, J.M. Attonaty),
- Université de Paris I (L. Roudart, M. David),
- l'Université de Paris VI (S. Marette),
- Université de Paris XI (L. Roudart),
- Université de Paris XII (L. Roudart),
- Université Technologique de Crète (S. Rozakis),
- Université de Versailles-Saint Quentin (S. Bonny).

Au total, ce sont environ 170 heures d'enseignement supérieur qu'effectuent les chercheurs INRA de l'UMR tous les ans, et près de 780 heures qu'effectuent les enseignants-chercheurs.

Au delà de l'enseignement, l'UMR s'investit également dans des travaux de vulgarisation des activités de recherche auprès du grand public. Ceci se traduit par la présentation de communications à de nombreuses conférences, la participation à des "bars des sciences", etc.

Divers documents mentionnés dans la rubrique "publications de transfert" en annexe illustrent également cette activité de vulgarisation et de communication. Des ouvrages de synthèse et des manuels de cours ont été également publiés par les membres de l'UMR, comme par exemple des livres grands publics dans la collection "Repères" (La Découverte), et "Le Point" (Seuil). Un livre ("Histoire des agricultures du monde") coécrit par L. Roudart est désormais au programme des épreuves d'agrégation et du Certificat d'aptitude à l'enseignement (CAPES) de géographie. Il est actuellement traduit en 9 langues et fait l'objet de publications dans plusieurs pays.

2.4 Formation doctorale

Troisième cycle. L'UMR est unité d'accueil de l'école doctorale Agro-alimentaire, biologie, environnement, santé (ABIÉS). Elle est également unité d'accueil de l'école doctorale Economie et mathématique Paris-ouest (EMPO), à laquelle appartiennent certains chercheurs titulaires d'une habilitation à diriger les recherches.

Plusieurs chercheurs de l'UMR sont particulièrement impliqués dans le Diplôme d'études approfondies (DEA) **Economie de l'environnement et des ressources naturelles** ou EERN commun à EMPO et ABIÉS. J.C. Bureau y donne un des cours fondamentaux, P.A. Jayet un des cours de formation par la recherche, J. Priolon, puis M. David ont organisé un cours optionnel, et S. Marette et L. Roudart co-organisent un cours de formation par la recherche ouvert à l'école doctorale ABIÉS.

L'implication de l'UMR dans ce DEA est considérable et depuis la création de l'UMR, les effectifs d'élèves ingénieurs INAPG ayant rejoint ce DEA sont en forte progression (sur 51 inscrits au DEA en 2003/2004, on dénombrait 32 ingénieurs, dont 16 agronomes).

Il faut souligner combien ce DEA est important pour l'UMR. A titre d'exemple, six des thésards de l'UMR sur la période 2000-2004 sont issus de ce DEA (S. De Cara; D. Fuentes-Castro; Y. Chahed; J.F. Hernandez-Velasquez; E. Debove, D. Treguer). Trois recrues de l'UMR (S. De Cara; E. Gozlan, L. Bamière) en sont également issues. L'UMR est également très impliquée dans le projet de master qui doit, normalement, succéder à ce DEA (dossier déposé pour l'habilitation en novembre 2004).

Le DEA EERN n'est pas la seule formation dans laquelle est impliquée l'UMR. J. Nefussi, J. Priolon et S. Andrews ont organisé la formation de troisième cycle "Diplôme d'agronomie approfondie (DAA) Economie et gestion de l'entreprise" de l'INAPG. J. Nefussi, puis désormais M. David, y sont également responsables d'une option "Gestion et environnement". L. Roudart organise pour l'ENGREF, pour l'Institut supérieur agro-alimentaire (ISAA) et l'Ecole doctorale ABIÉS l'unité se valeur "Analyse

économique de l'alimentation et des politiques publiques". L. Roudart fait un cours sur l'analyse des politiques économiques et agricoles dans les pays en développement dans le DAA "Développement agricole" de l'INAPG, ainsi que dans le DESS du même nom cohabilité avec l'université de Paris 1.

Nous l'avons déjà signalé, l'encadrement d'étudiants (DEA) est une activité très importante de l'UMR, qui mobilise tous les chercheurs (voir annexe 3).

Accueil de doctorants, post docs. Douze doctorants ont effectué ou effectuent leur thèse au sein de l'UMR, sur la période 2000-2004. Ces doctorants travaillent étroitement avec les chercheurs et dans les locaux de l'UMR. La plupart ont bénéficié d'un financement externe aux structures de tutelle de l'UMR (principalement allocations de recherche Ministère de l'éducation nationale, et, récemment, GREF). En effet, sur les douze doctorants, une seule a bénéficié d'une thèse co-financée par l'INRA. Une seule a reçu une allocation ministérielle par l'intermédiaire de l'école doctorale de l'INAPG (ABIES) de l'INAPG. Une IGRF bénéficie d'une convention avec le Ministère de l'agriculture impliquant une contribution financière de l'INRA.

Doctorants ayant effectué leur thèse à l'UMR, 2000-2004

- Estelle Gozlan a soutenu sa thèse en 2000 (thèse dirigée par P. Picard à l'Université de Paris X) : "Commerce International et Sécurité des produits". Financement sur allocation MENRT via l'école doctorale Paris 10 (DEA EERN).
- Stéphane De Cara a soutenu sa thèse en 2001 (thèse co-dirigée par G. Rotillon et P.A. Jayet à l'Université Paris X) : "Dimensions stratégiques des négociations internationales sur le changement climatique". Financement sur allocation MENRT via l'école doctorale Paris 10 (DEA EERN).
- Daniel Fuentes-Castro a soutenu sa thèse en 2003 (thèse co-dirigée par G. Rotillon et P.A. Jayet à l'Université de Paris X) : "Surexploitation de ressources en régime de propriété commune, sélection adverse et exclusion". Financement sur allocation MENRT via l'école doctorale Paris 10 (DEA EERN).
- Marjorie Le Bars a soutenu sa thèse en 2003 (thèse co-dirigée par S. Pinson et J.M. Attonaty à l'Université de Paris IX) : "Système multi-agent pour l'aide à la négociation entre différents acteurs pour la gestion de l'eau en agriculture". Financement sur allocation MENRT via l'école doctorale Paris 9.
- Youssef Chahed a soutenu sa thèse en 2003 (thèse dirigée par J.C Bureau à l'INAPG) : "Mesure de l'impact de la libéralisation des marchés agricoles sur les échanges et le bien-être". Financement coopération franco-tunisienne.
- Alexandre Brun a soutenu sa thèse en 2003 (thèse dirigée par J.P. Fruit à l'INAPG) : "Les politiques territoriales de l'eau en France. Le cas des contrats de rivière dans le bassin versant de la Saône". Financement sur contrats.
- Juan Francisco Hernandez-Velasquez a soutenu sa thèse en 2004 (thèse co-dirigée par J.M. Attonaty et J.C. Bureau à l'INAPG) : "A la recherche de méthodes et d'instruments d'aide à la décision pour les petits agriculteurs d'un pays en voie de développement". Financement coopération française.
- Caroline Godard, thèse en cours à l'INAPG (sous la co-direction de Jean Roger-Estrade et de P.A. Jayet) : "Approche intégrée de politiques agri-environnementales par le couplage de modèles économique et agronomique – Application à la problématique du changement climatique". Co-financement INRA-ADEME.
- Elodie Debove, thèse en cours à l'ENGREF (sous la direction de P.A. Jayet) : "Evaluation des impacts du changement climatique sur les systèmes de production agricole". IGRF en formation par la recherche.
- Athmane Hamel, thèse en cours à l'Université de Paris IX "Modélisation et simulation multi-agents de l'évolution de la filière avicole" (départ de l'UMR en 2004 du fait du départ de son encadrant principal J.M. Attonaty). Financement CIFRE.
- Priscila Ramos, thèse en cours à l'INAPG (sous la direction de J.C. Bureau) : "Modélisation du commerce international et quantification des effets des négociations commerciales entre l'UE et le Mercosur sur la PAC". Financement sur allocation MENRT via l'école doctorale ABIES.
- David Treguer thèse en cours à l'ENGREF (sous la direction de J.M. Bourgeon, Université Paris X) : "Evaluation des perspectives de développement de l'éthanol carburant". IGRF en formation par la recherche.

Signalons en outre la thèse d'Habilitation à diriger les recherches de Stephan Marette, chercheur à l'UMR, (2004).

2.5 Contrats

Les programmes européens sont une source importante de moyens pour l'UMR. Ils sont décrits dans la section 1.4.2. L'unité réalise en outre des travaux dans le cadre de contrats avec des organismes publics et privés. Une liste des contrats est donnée en annexe 4.

Cette liste (non exhaustive) met en évidence l'importance de l'activité contractuelle, qui représente certaines années plus de 80% du financement de l'UMR. Ces travaux peuvent se faire parfois au détriment de publications plus académiques. Néanmoins, l'UMR privilégie aujourd'hui les financements européens, qui, s'ils sont très lourds sur le plan administratif, permettent de travailler sur des sujets, certes appliqués, mais sans nécessairement une application directe à court terme. Ces programmes européens sont ainsi davantage compatibles avec des travaux plus académiques que ne le sont les contrats avec, par exemple, le Ministère de l'agriculture, pourtant très demandeur de l'expertise de l'UMR.

2.6 Actions de communication

Depuis novembre 2003 l'UMR s'est dotée d'un site Internet propre. (O. Cauchy et R. Gâteau respectivement pour la partie informatique et documentation). Il s'agit d'une présentation de l'UMR destinée au grand public, aux étudiants. Sont présentés les axes de travail et les équipes, les membres de l'unité, les publications et les textes en ligne pour les documents de travail. Ce site disponible à l'URL <http://www.grignon.inra.fr/economie-publique/> permet un affichage plus étendu des activités de l'UMR.

Un intranet pour tous les agents, accessible depuis leur bureau, est désormais un moyen important de transmission de l'information en interne.

D'autres sites web sont organisés autour de programmes européens en accès réservé pour certains membres de l'UMR et des chercheurs extérieurs. Le site web consacré au programme européen GENEDEC coordonné par l'UMR (<http://www.grignon.inra.fr/economie-publique/genedec/>) est l'un d'entre eux. Le site consacré au projet MIRAJE en est un autre.⁴ Les sites de projets servent de lien entre les chercheurs travaillant sur ces programmes et la Commission européenne. Leur objectif est de faciliter les échanges et la circulation de l'information au sein d'équipes dispersées géographiquement.

Un séminaire interne a lieu une fois par an pour la présentation des travaux en cours dans l'UMR. Il est complété par un exposé des travaux des stagiaires et thésards au terme de leur mémoire ou thèse. A côté de cela, un séminaire bimensuel regroupe les chercheurs travaillant sur les thèmes environnementaux. Essentiellement interne, il accueille aussi occasionnellement des intervenants extérieurs (voir l'annexe 6 pour plus de détails).

3 Perspectives et projets de l'unité

3.1 Résumé du projet scientifique de l'unité

Il est possible qu'il y ait une réorganisation des structures INRA de la région parisienne, et des associations qui infléchissent le programme de travail. Il est également possible qu'un sursaut de la dynamique de ParisTech (grandes écoles d'ingénieurs de Paris) amène à des regroupements de laboratoires parmi les institutions membres. Néanmoins, il est raisonnable de penser qu'il ne pourra pas y avoir de bouleversements dans les programmes de l'UMR dans les trois années à venir, tant les chercheurs sont impliqués dans des programmes européens avec des échéanciers précis.

Les travaux sur l'économie de la production seront poursuivis en ce qui concerne les effets des politiques communes dans l'agriculture, en s'orientant toutefois davantage vers l'analyse des aspects environnementaux (conditionnalité des aides, etc.) et en intégrant mieux l'évolution des structures

⁴ Le projet MIRAJE rassemble autour d'un modèle d'offre agricole, AROPAJ, diverses recherches sur (i) la modélisation de l'offre agricole européenne et l'évolution de la Politique Agricole Commune, (ii) les relations entre agriculture et changement climatique et (iii) le couplage entre modèles, en particulier le couplage entre le modèle économique AROPAJ et le modèle agronomique STICS avec l'utilisation de systèmes d'informations géographiques. Le site web permet une interface de ces différents modèles dans sa version intranet. (<http://www.grignon.inra.fr/economie-publique/MIRAJE/>)

dans des approches dynamiques. Les collaborations avec les équipes d'agronomie et de télédétection seront renforcées. Les travaux sur le stockage du carbone et l'effet de serre se poursuivront, comme ceux sur l'analyse en économie publique des biocarburants.

Les chercheurs travaillant en économie internationale ont un programme de travail très précis sur trois ans, en collaboration avec le CEPII et l'INRA de Rennes. Les travaux sur l'économie de la réglementation publique se développeront dans le sens d'une collaboration multidisciplinaire, en particulier avec l'unité INRA Met@risk.

Si des recrutements ou des associations le permettent, des thèmes importants pourront être abordés, en particulier sur le traitement du risque en économie (intégration dans les modèles microéconomiques) de la production comme en économie internationale (fluctuations des cours mondiaux, politiques de "filets de sécurité" et de couverture à terme), et les travaux sur les modèles d'équilibre général appliqués. Il est par exemple envisagé de coupler ce type de modèles aux données individuelles sur les ménages agricoles pour examiner plus précisément les effets de réformes des politiques sans raisonner sur un "agent représentatif moyen".

Mais à l'heure actuelle, les chercheurs de l'UMR sont sur-engagés dans des programmes de travail et des échéanciers européens. Plus que le développement de nouveaux travaux, le problème principal est de faire face aux engagements pris et d'éviter que certaines recherches, pour lesquelles il existe une demande sociale considérable, ne soient abandonnées du fait du départ en retraite de chercheurs seniors.

3.2 Projets des équipes pour les prochaines années

3.2.1 Perspectives pour l'équipe "Modélisation économique des exploitations, environnement et dynamique d'évolution de l'agriculture"

L'équipe "Modélisation économique des exploitations, environnement et dynamique d'évolution de l'agriculture" poursuivra ses activités dans le cadre des trois actions européennes et nationales dans lesquelles sont impliqués une grande partie de ses chercheurs, à savoir:

- les STREP GENEDEC (coordonné par l'UMR) autour duquel s'orienteront les travaux microéconomiques sur la PAC
- le STREP INSEA, sur le stockage du carbone et les politiques de lutte contre le changement climatique, qui sera un des points marquants du travail en économie de l'environnement
- le Réseau d'excellence BIOFUELS sur les biocarburants
- les projets "GICC" en relation avec le Ministère de l'Ecologie (agriculture et changement climatique), qui offrent les ressources nécessaires au bon déroulement de deux des thèses en cours.

Cependant, en économie de la production, le départ fin 2005 d'un des principaux animateurs de cette équipe va poser de graves problèmes. J.C. Sourie joue un rôle essentiel en matière de modélisation microéconomique et d'analyse des effets des réformes de politique agricole au niveau régional. Ce thème est d'un intérêt primordial pour le Ministère de l'agriculture et les milieux professionnels, et il est nécessaire de poursuivre ces activités. En effet, à l'heure actuelle, les décideurs publics ont lancé des directives européennes sans bien en connaître les effets sur le secteur agricole (conditionnalité des aides à des pratiques environnementales, primes aux cultures énergétiques), ni les perspectives d'application. Aussi la demande est-elle forte, tant au niveau communautaire que national, pour des simulations et des analyses en terme d'économie publique.

Un recrutement de Chargé de recherches en 2005, et la formation en DEA d'un Assistant ingénieur (L. Guindé) devraient permettre de continuer les travaux avec une intégration plus poussée des effets environnementaux. Sur le plan de l'organisation interne, des nouvelles formes de collaboration devront être trouvées. Cependant, avec le départ de J.C. Sourie et de S. Rozakis c'est une grande partie de la compétence de l'UMR dans le domaine de la recherche opérationnelle et de la modélisation technico-économique qui disparaîtra. Un recrutement dans cette discipline (recherche opérationnelle/optimisation) rendrait possible le développement de travaux microéconomiques sur la production avec des améliorations techniques (approche multicritère, modélisation stochastique, etc.), en intégrant davantage les aspects environnementaux et les aspects "risques".

Une demande importante est aussi adressée à l'UMR dans le domaine des biocarburants. Mais là encore, le départ de J.C. Sourie qui suit celui de S. Rozakis pour un poste universitaire pose un

problème notable. Les engagements européens actuels, et le travail en collaboration avec l'IFP vont reposer sur D. Treguer, IGREF en formation par la recherche actuellement en thèse à l'UMR. La création du Master recherche sur l'économie de l'environnement et de l'énergie, qui devrait succéder au DEA dans lequel est fortement insérée l'UMR, permettra peut-être davantage des collaborations avec l'IFP et l'Ecole supérieure des pétroles et des moteurs. Néanmoins, là aussi, la demande de recherche et d'expertise des administrations publiques françaises est forte et le recrutement d'un spécialiste de l'économie publique devrait être envisagé.

Les travaux de modélisation de l'agriculture et de son rôle dans l'émission et le stockage de gaz à effets de serre devront élaborer des interfaces plus complètes avec des modèles agronomiques et bio-physiques. Parallèlement, un travail sur les bonnes pratiques environnementales sera développé avec davantage d'approches économétriques concernant les déterminants de leur adoption. L'évolution des structures sera davantage intégrée aux modèles (premiers travaux en 2004 avec des méthodes statistiques de types chaînes de Markov, J.P. Butault et N. Delame).

Les recherches sur les enjeux et les perspectives des biotechnologies et des cultures transgéniques devraient porter sur le développement –ou au contraire la non progression– des OGM et sur leurs impacts agro-économiques sur une durée suffisamment longue, en considérant des cas précis et les orientations du secteur. Enfin les travaux sur la dynamique et le devenir du modèle productif agricole et son évolution technico-économique aborderont plus en détail certaines composantes de la durabilité de l'agriculture (S. Bonny).

3.2.2 Perspectives pour l'équipe "Régulation publique et échanges internationaux"

En ce qui concerne l'économie internationale, le travail des trois prochaines années est presque totalement déterminé dans le cadre du programme européen, le STREP TRADEAG (coordonné par l'UMR), dans la mesure où ce projet a largement été bâti autour du projet de l'UMR et de sa collaboration avec le CEPII. Il a donné l'occasion de planifier de manière précise les différents travaux qui seront remplis à l'horizon 2005-2008. Est en particulier prévu un ensemble de projets sur les accords multilatéraux et régionaux et ses conséquences sur les organisations communes de marché. Ce programme de travail s'articule autour d'une collaboration avec l'Unité de Rennes (A. Gohin et C. Laroche-Dupraz).

Néanmoins, si des recrutements le permettent, il est envisagé d'investir davantage la question de la sécurité des aliments, de la sécurité des approvisionnements, en particulier des "filets de sécurité" et des instruments de stabilisation des cours. Pour ceci, et dans la mesure où il y a des forts besoins d'enseignements à l'INAPG sur la question du risque (marchés à terme, assurance, analyse de risque en finance mais aussi en alimentation, etc.), le recrutement d'un Maître de conférences sur la modélisation du risque serait nécessaire. Une demande sera formulée en ce sens, mais les perspectives de postes sont limitées du côté de l'INAPG.

Participer plus activement aux développements méthodologiques sur la modélisation en équilibre général, en collaboration avec le CEPII, serait également nécessaire. Un recrutement de Chargé de recherches INRA est prévu en 2005 sur le thème de l'économie internationale, et l'évolution du travail sera fonction de ce recrutement.

En ce qui concerne l'économie de la réglementation publique, un rapprochement se poursuivra avec l'unité Met@risk (S. Marette, E. Gozlan). De nouveaux programmes de travail en commun sur la gestion du risque alimentaire et l'analyse coûts-bénéfices des réglementations seront développés (projet sur les mycotoxines fusariennes dans la filière céréalière européenne, particulièrement concernée par un projet de règlement européen). Des travaux sur les coûts des espèces invasives et les méthodes de contrôle optimales devront être l'occasion d'un rapprochement avec les chercheurs d'écologie mathématique à l'INAPG, et avec des équipes de Göttingen (entomologistes) et Wageningen (économistes) dans le cadre d'une Action concertée sur l'harmonisation européenne des politiques de contrôle d'espèces invasives (*Diabrotica Virgifera*, introduit accidentellement en Europe). Sur un plan plus théorique, les travaux sur la réglementation des risques environnementaux et les mécanismes de marché porteront sur la régulation de l'information à destination des actionnaires et la responsabilité civile des pollueurs (M. David, E. Gozlan). Enfin des travaux sur les conséquences environnementales de la libéralisation des échanges agricoles seront initiés (P. Ramos, E. Gozlan).

3.3 Perspectives d'évolution

La structure administrative. Il n'est pas envisagé de modification de statuts, ni des contours de l'unité. Les rapprochements prévus dans les projets (avec l'unité Met@risk, avec le CEPII, etc.) n'impliquent pas de modifications administratives. Le rapprochement de l'INAPG avec l'Ecole nationale supérieure des industries alimentaires ne devrait pas affecter l'UMR, dans la mesure où elle implique essentiellement une réorganisation des activités d'enseignement, et particulièrement en gestion. S'ils devaient se concrétiser, les projets de rapprochements entre l'INAPG et l'ENGREF pourraient, eux, donner lieu à des modifications du contour de l'UMR, autour du thème de l'économie de l'environnement. Mais tout projet en ce sens serait prématuré.

En ce qui concerne le renouvellement des responsables, l'UMR est dans une situation de transition, mais il n'est à l'heure actuelle, pas possible de planifier quoi que ce soit. La difficulté est, comme dans de nombreuses unités INRA, de trouver volontaires pour prendre en charge des fonctions d'animation et de gestion.

Vers une intégration dans le cadre ParisTech ? L'UMR joue un rôle important dans le DEA d'Economie de l'environnement et des ressources naturelles (EERN). Ce DEA doit disparaître et être remplacé par un Master en deux ans, le Master d'Economie du développement durable, de l'environnement et de l'énergie (EDDE). Le dossier est actuellement déposé pour habilitation. Ce master devrait permettre de renforcer la collaboration avec l'Université de Paris 10, qui y est associée, mais surtout avec les écoles de Paris Tech, non seulement celles qui sont actuellement associées au DEA EERN (Ecole polytechnique, Ecole des mines et Ecole des ponts et chaussées), mais aussi avec l'IFP et l'Ecole supérieure des pétroles et des moteurs (biocarburants en particulier). A plus long terme, l'UMR mise beaucoup sur le développement de la structure ParisTech, et suit attentivement les projets de regroupements des structures de recherche en économie des écoles qui en sont membres.

4 Organisation et fonctionnement de l'unité

4.1 Le fonctionnement et l'animation collective de l'unité

L'UMR d'économie publique INRA-INAPG a une double implantation. Les fonctions d'administration, de régie et les services documentaires sont localisées à Grignon, qui est le siège administratif de l'UMR. Les chercheurs sont partagés entre les deux sites, Grignon et Paris.

La vie quotidienne de l'UMR est régie par le règlement intérieur de l'UMR. L'assemblée générale annuelle peut réviser ce règlement. Elle fixe également les seuils et les clés de financement des services horizontaux. Elle est également le lieu où se prennent les décisions d'admission des membres de l'UMR ou des réformes plus fondamentales.

Le Conseil de service se réunit de manière trimestrielle, pour discuter toute question ayant trait à la vie collective au sein de l'UMR, et en particulier les acquisitions de matériel collectif. Un comité de suivi de l'UMR, qui comprend des membres extérieurs, se réunit en pratique une fois tous les deux ans, le rythme annuel prévu au départ étant jugé trop contraignant.

Les démarches d'assurance qualité sont essentiellement mises en oeuvre au sein des différents projets européens. Elles impliquent alors un suivi des activités (cahiers de laboratoires), et la sauvegarde régulière des documents et justificatifs. Les détails de cette démarche varient cependant selon les projets, en fonction de la politique suivie par le coordinateur et les équipes associées, et les logiciels utilisés.

4.2 La gestion des ressources humaines

Ressources humaines et évolution des compétences. Lors de sa création, l'UMR comptait 10 scientifiques INRA dont 6 Directeurs de recherche (DR) et 4 Chargés de recherche (CR), ainsi que 5 enseignants-chercheurs INAPG (3 Professeurs et 2 Maîtres de conférences), 4 Ingénieurs INRA, 4 Assistants ingénieurs (AI) INRA, 4 Techniciens (TR) et Administratifs INRA, et un Agent technique INAPG.

Au premier janvier 2005, l'UMR compte 8,5 chercheurs INRA titulaires, 13 ingénieurs, techniciens et administratifs, 6 enseignants chercheurs (2 professeurs et 4 maîtres de conférences) et quatre doctorants, dont un co-financé par l'INRA et deux IGREF en formation par la recherche. La liste des membres de l'UMR ainsi que leur affiliation est donnée en annexe 1.

Le Tableau 3 montre que, si à la création de l'UMR une politique active de recrutement a pu être menée, en particulier grâce à l'INRA, sur les deux dernières années les flux nets de personnel sont très négatifs.

Il est à noter que beaucoup de programmes ne sont menés à bien que par le recrutement de personnels sur contrats à durée déterminée, financés sur les contrats de recherche. C'est un atout, qui permet aussi une phase de transition entre un diplôme de troisième cycle et un emploi plus permanent pour les personnels concernés, mais aussi un risque de fragilisation pour les équipes lorsque l'effectif de base reste faible.

Le personnel scientifique.

L'INRA a accompagné la création de l'UMR par une politique significative de recrutement. Néanmoins, le nombre de départs de chercheurs pour des raisons d'âge s'étant accéléré, on observe une diminution nette de l'effectif scientifique INRA sur la période 2000-2004.

En ce qui concerne les personnels INAPG, le recrutement de M. David, maître de conférences, en 2004 a permis de maintenir les effectifs d'enseignants après le départ de M. Petit. Ceci représente, à l'échelle du plan glissant de l'INAPG, un effort significatif, mais ne corrige pas le déséquilibre de moyens mis en commun par les deux institutions partenaires.

Au total, la période 2000-2005, le solde est le suivant:

- Enseignants-chercheurs: +1
- Chercheurs: -2
- Ingénieurs: - 1
- Techniciens: 0
- Agents techniques: -2

Sachant que le solde positif d'enseignants-chercheurs ne correspond pas à un recrutement net (L. Roudart, déjà membre du Département SES de l'INAPG a rejoint l'UMR), on voit que les organismes de tutelle n'ont que faiblement accompagné le développement de l'UMR par des moyens humains.

Deux recrutements INRA sont prévus en 2005. C'est un effort important de la part de cette institution. Mais il devrait également y avoir deux départs en retraite de scientifiques.

Les ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA). Les personnels ITA INRA représentent près de la moitié des effectifs de l'UMR. Le personnel d'appui à la recherche est donc en nombre conséquent. Il est constitué de personnes compétentes. Les plus anciens ont généralement bien traversé les transformations de leurs fonctions (bureautique, logiciels administratifs complexes). Les recrutements ont permis l'arrivée d'un personnel bien formé. Les personnels ITA suivent des formations afin d'intégrer l'évolution très rapide des techniques, que ce soit en informatique, documentation, ou dans les outils de gestion (voir annexe 5). Un effort particulier reste à faire sur le plan de l'anglais, qui devient indispensable étant donnée l'implication forte de l'UMR dans des programmes européens.

Dans de nombreux cas, cependant, le déroulement de la carrière de ces personnels est peu satisfaisant. Cela vient de la difficulté de gérer les transformations d'emploi à l'INRA. Cela se traduit parfois par des frustrations des ITA face à de maigres perspectives de promotion et à un travail dont les finalités à long terme sont mal perçues, frustrations peu propices aux initiatives et à la prise de responsabilité ; cela peut quelquefois entraîner un certain désinvestissement professionnel. En outre les personnels ITA ont tendance à quitter l'UMR du fait du coût de la vie dans la région parisienne. Ces départs se sont multipliés sur la période récente.

L'organisation du travail. La réduction du temps de travail a obligé à une réorganisation des fonctions. La plupart des personnels ont choisi des horaires fixes, mais adaptés à leur besoin. Un logiciel centralisé permet de comptabiliser les horaires de présence pour le personnel INRA.

La formation permanente à l'unité. Les actions de formations permanentes sont décrites en annexe 5. La formation permanente inclut l'accompagnement des personnels techniques et administratifs vers de nouvelles fonctions. Elle inclut également des formations de chercheurs à des techniques nouvelles et des logiciels spécialisés.

Tableau 3. Evolution des effectifs sur la période 2000-2004

Année	DEPARTS	ARRIVEES
2000	<ul style="list-style-type: none"> ● Départ (démission) de Solene Maugars, Assistant scientifique contractuel (ASC). ● Départ (mutation) à l'INRA Rennes de Jean-Christophe Carles, (Agent technique INRA). 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Recrutement de Sophie Drogué, Ingénieur d'étude (IE INRA) ○ Recrutement de Estelle Gozlan, (CR2 INRA)
2001	<ul style="list-style-type: none"> ● Départ de Frédéric Lintanf (AT INAPG). 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Recrutement de Bénédicte Coestier, sur poste de CR1 INRA contractuel, en détachement de l'Université de Paris X (maître de conférence) ○ Recrutement de Stéphane De Cara, CR2 INRA (a pris effet en 2002 du fait de son service national). ○ Recrutement de Loïc Guindé, AI INRA
2002		<ul style="list-style-type: none"> ○ Recrutement de Kevin Huron, (AJT INRA) sur un poste de gestionnaire. ○ Recrutement de Régis Gâteau, (TR INRA) sur un poste de documentaliste. ○ Arrivée de Caroline Godard en thèse. ○ Arrivée de Laurence Roudart, MC à l'INAPG, dans l'UMR pour l'exercice de ses activités de recherche. ○ Séjour à l'UMR de John Beghin en tant que chercheur invité (Iowa State University).
2003	<ul style="list-style-type: none"> ● Départ en retraite de Pierre Spitz (DR, INRA). ● Départ en retraite de Michel Petit (professeur, INAPG). ● Départ de John Beghin du fait de la fin de son séjour de chercheur invité. ● Départ de Bénédicte Coestier, MC Université Paris X, fin de son détachement. ● Départ pour congé de longue maladie de Patrick Bonnafous (IE INRA) (réintégration en 2004, mis à disposition du département SAD). ● Départ vers l'INRA Nancy (mutation) de Eric Kervegant (AI INRA). ● Départ en retraite de Denise Hautcolas (SAR INRA) ● Départ de Youssef Chahed, thésard, après l'obtention de sa thèse. ● Départ de Daniel Fuentes-Castro après l'obtention de sa thèse. ● Départ de Alexandre Brun, thésard, après l'obtention de sa thèse. ● Départ de Marjorie Le Bars, thésarde, après l'obtention de sa thèse 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Recrutement de Laure Bamière, (IR2 INRA). ○ Recrutement de Karine Rezel, (TR INRA) ○ Arrivée de Elodie Debove (IGREF) en thèse ○ Arrivée de Priscila Ramos (boursière ABIES INAPG) en thèse
2004	<ul style="list-style-type: none"> ● Départ vers l'INRA Nantes (mutation) de Monique Harel (TR INRA) ● Départ en retraite de J.M. Attonaty (DR NRA). ● Départ en retraite de Alain Revel (IGREF mis à disposition de l'INRA) ● Départ en congé longue maladie de Jean-Charles Hautcolas (IE INRA) ● Départ de Francisco Herdandez Velasquez, après l'obtention de sa thèse ● Départ de A Hamel, suite au départ de JM. Attonaty qui l'encadrerait. 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Arrivée de Maia David, recrutée comme Maître de conférences à l'INAPG. ○ Arrivée de David Treguer, thésard (IGREF)

4.3 La gestion des ressources financières et matérielles

Budget. L'INRA met à disposition de l'UMR une dotation annuelle correspondant à l'Unité-chercheur (UC) INRA. En effet, depuis 2004, les enseignants-chercheurs ne bénéficient plus de crédits INRA, ce qui se traduit par une baisse significative de la dotation de fonctionnement. Cette dotation s'élève pour l'année 2004 à 97519 Euros. Ces sommes sont versées sur la ligne budgétaire INRA correspondant à l'UMR 210.

Le Ministère de l'agriculture met à disposition de l'UMR une dotation d'environ 21000 Euros pour l'année 2004. Cette somme est versée sur la ligne budgétaire de l'UMR à l'INAPG.

L'existence de deux budgets indépendants, avec des règles comptables et une fiscalité (régime TVA) différentes est source de nombreux problèmes pratiques. Ces dotations couvrent les dépenses des services "horizontaux" de l'UMR (ménage jusqu'en 2003, abonnements et certains ouvrages de la documentation, petites fournitures, équipement et fonctionnement des services "horizontaux").

La gestion de l'UMR repose sur un principe d'affectation maximale des ressources et des dépenses aux différents programmes de recherches. Ainsi, une comptabilité analytique est tenue par chercheur et ingénieur, qui recoupe une comptabilité par "projet". Chaque chercheur doit ainsi faire en sorte de pouvoir couvrir ses frais de déplacement, d'équipement, de téléphone, de commandes d'ouvrages, de frais d'inscription aux colloques, sous peine de se voir refuser toute prestation. Par contre, il bénéficie de la plus grande liberté dans le choix de l'affectation de ses ressources, le Directeur de l'unité ne faisant que contrôler la conformité avec les règles des administrations publiques.

De ce fait, au total, en 2004, la dotation affectée à chaque chercheur était seulement de l'ordre de 2900 Euros en début d'année, une fois couvertes les dépenses horizontales collectives. Ceci correspond à la somme dont chaque chercheur et ingénieur dispose pour couvrir ses dépenses (téléphone, déplacement, matériel, indemnités de stage et dépenses afférentes en cas d'encadrement de stagiaires). Ceci est évidemment très faible et met bien en évidence la nécessité absolue, pour les chercheurs de l'UMR de trouver des financements extérieurs.

Le Tableau 4 montre en effet que les contrats de recherche sont une partie essentielle du financement de l'UMR. Ces contrats expliquent l'équipement assez important dont dispose la plupart des chercheurs.

Tableau 4. Budget de l'UMR (Euros)

ANNEE	Dotation INRA (U.C.) ⁽¹⁾	Dotation DGER	Contrats et autres Ressources propres	Dont Contrats Union Européenne	Dont Contrats Ministère	Budget Total ⁽²⁾	Autofinancement par contrats et ressources propres ⁽³⁾
2000	76 941 €	0	445 707 €	177 405 €	8 312 €	522 648 €	85%
2001	115 696 €	16 700 €	355 444 €	51 345 €	9 711 €	487 840 €	73%
2002	137 710 €	16 700 €	407 501 €	27 546 €	43 854 €	561 911 €	72%
2003	137 163 €	21 315 €	185 345 €	0	52 934 €	343 823 €	53%
2004	97 519 €	27 000 €*	286 853 €	200 593 €	38 000 €*	411 372 €	69%

(1) U.C. signifie "unités chercheur" ; (2) Le budget total inclut les reports de contrats et de crédits de fonctionnement des années passées ainsi que de crédits exceptionnels attribués en cours d'année, et la colonne "contrat et autres ressources propres" est un solde obtenu par différence avec les dotations des organismes de tutelle; (3) Hors salaires des titulaires. Les astérisques indiquent des chiffres provisoires.

Les apports des contrats, et ainsi le taux d'autofinancement de l'unité, avaient fortement régressé entre 2000 et 2003. Parmi les explications, il faut souligner les multiples obstacles administratifs pour l'utilisation des fonds mis par les institutions de tutelle qui dissuadent les chercheurs de candidater à des appels d'offre (longues périodes "hors marché" sans possibilité d'effectuer des commandes en 2002 et 2003, fournisseurs "obligatoires" insatisfaisants après des procédures d'allocation des marchés peu efficaces). Depuis 2004, ces problèmes ont partiellement disparu. En outre, une part croissante de l'activité contractuelle s'effectue de plus à travers une structure d'appui à la recherche, l'ADEPRINA, bras associatif de l'INAPG pour gérer les contrats, ce qui permet d'apporter une souplesse indispensable.

En 2004, les chercheurs de l'UMR ont répondu de manière massive aux appels d'offre du programme cadre européen FP6, avec un taux de succès tout à fait exceptionnel (tous les projets déposés ont été financés). Les recettes contractuelles devraient s'accroître significativement en 2005.

Equipements. L'UMR dispose d'un serveur informatique fonctionnant sous système d'exploitation UNIX (à Grignon). Celui-ci, obsolète va être démantelé au profit d'une informatique de projets. Un serveur spécifique au projet européen GENEDEC a été ainsi acquis en 2004, sur les crédits de ce projet. Il est complété par un réseau local en Windows NT, et par une plus grande délégation au Centre INRA des activités de messagerie. Les personnels localisés à Paris bénéficient des prestations du serveur de l'INAPG pour ce qui est du courrier électronique.

Les matériels sont financés principalement par des projets de recherche. Du fait de la forte activité en termes de contrats pendant les années passées, l'UMR est équipée en ordinateurs modernes et nombreux. C'est aussi sur des contrats de recherche que les locaux du site de Grignon ont été entièrement recablés récemment, et que sont effectués la plupart des travaux de modernisation des installations.

L'UMR a pu étoffer sa bibliothèque par des acquisitions d'ouvrages. Ces derniers sont principalement achetés sur des contrats de recherche, et donc affectés à des chercheurs, mais ils doivent être référencés par le centre de documentation et mis à la disposition de l'ensemble du personnel de l'UMR.

Dans le souci de réduire les dépenses "horizontales", un très grand nombre d'abonnements à des revues a été supprimé ces dernières années. La mise en place de la politique d'abonnement électronique de l'INRA commence néanmoins à réduire cette carence. Depuis fin 2003, l'UMR a accès en ligne à deux éditeurs de revues Blackwell Publisher et Elsevier depuis les deux sites de Paris et Grignon, ce qui a réduit les difficultés d'accès à la documentation des agents sur le site de Paris.

L'UMR dispose de trois véhicules de service, dont un très ancien, tous acquis sur ses fonds propres (contrats de recherche). Ces véhicules sont localisés à Grignon et sont, sauf cas exceptionnel décidé par le directeur de l'UMR, affectés à la réalisation d'enquêtes.

L'un des problèmes de l'unité est que les locaux de l'UMR sont vétustes, en particulier sur le site de Grignon, et nécessitent des budgets significatifs d'entretien et de rénovation, qui, par la force des choses, sont souvent pris sur des budgets de recherche.

5 Conclusion

5.1 Résumé des principales contributions et avancées de l'unité durant la période évaluée

Depuis sa création, en 2000, l'UMR a cherché à développer parallèlement les différents piliers qui font d'un laboratoire de recherche une entité reconnue et lisible sur le plan international, tout en s'assurant les moyens financiers (contrats) et humains (doctorants, étudiants de DEA) d'une pérennité. Son objectif n'est pas de privilégier la recherche académique, mais de progresser de manière équilibrée sur différents objectifs :

- La reconnaissance académique par le biais de publications de qualité,
- L'action d'enseignement, en particulier de troisième cycle,
- L'insertion internationale,
- L'aide à la décision publique et la contribution à la réflexion des citoyens.

L'UMR s'est imposée comme un interlocuteur significatif pour les décideurs publics, tout particulièrement la Commission européenne et le Ministère de l'agriculture, mais aussi le Ministère de l'écologie et le Ministère de l'économie. En combinant recherche appliquée, insertion dans les programmes cadres européens et dialogue avec les décideurs, ses travaux ont permis d'éclairer des aspects importants du débat sur la PAC, sur les échanges internationaux, et sur les formes optimales de réglementation publique. Parallèlement, l'UMR s'est imposée sur le plan international, comme l'une des équipes européennes de qualité dans le domaine de l'économie agricole. Le total des publications sur la période 2000-2004 (82 publications dans des revues à comité de lecture, dont 51 dans des

revues internationales, et 49 chapitres d'ouvrage), montre que, malgré une activité contractuelle importante et une insertion considérable dans les programmes cadres de recherche européens, les aspects académiques n'ont pas été négligés.

5.2 Bilan de l'association entre l'INRA et l'INAPG pour l'UMR

La constitution de l'UMR INRA-INAPG en Economie publique a permis de réunir deux entités géographiquement proches (la station ESR de l'INRA Grignon et les économistes de l'UER d'Economie et Gestion de l'INAPG), qui n'avaient pratiquement plus de contact depuis une ancienne division datant des années 1960. On imagine aisément combien la réconciliation de deux cultures et modes de fonctionnement aussi éloignés a demandé une confiance et une bonne volonté de part et d'autre (ainsi que de nombreuses heures de réunion). Au terme de quatre années de fonctionnement, ceci peut être qualifié de succès. Cependant la double localisation induit des difficultés en termes d'échanges entre les divers membres de l'UMR : une partie des chercheurs et quasiment tous les enseignants ont leur bureau dans le site parisien (Paris, 5^e) tandis que les autres sont installés à Grignon (Yvelines), localité parfois difficile d'accès depuis Paris.

L'insertion dans une structure d'enseignement est, pour la structure INRA, un gage de pérennité. Le fait d'être associé à une formation d'ingénieurs et plus encore à une formation de troisième cycle (DEA EERN) a permis de bénéficier des collaborations d'un grand nombre d'étudiants, dont certains ont poursuivi en thèse et sont rentrés dans les structures INRA. L'inscription de l'INAPG dans la dynamique de ParisTech devrait permettre à l'UMR de bénéficier des retombées positives de ce grand projet, en particulier en terme de notoriété et d'attractivité internationales.

Pour la structure INAPG, l'association avec la recherche développée à l'INRA est tout à fait cruciale. La collaboration avec l'INRA dans le cadre de l'UMR a donné une visibilité internationale et une légitimité sur la scène européenne à l'INAPG dans le domaine de l'économie agricole. De plus, les chercheurs INRA de l'UMR contribuent de manière croissante à l'enseignement.

L'association est sans aucune ambiguïté mutuellement bénéficiaire.

5.3 Atouts, contraintes, points forts et faibles de l'unité au regard de ses projets

On l'a vu, la stratégie de développement de l'UMR repose sur un investissement simultané dans plusieurs directions: académique, enseignement, aide à la décision, insertion internationale. Des succès ont été obtenus. Mais certains points continuent de poser problème.

Ce qui va bien. Un certain nombre de points ont été améliorés durant les premières années de l'UMR et ont donné lieu à des avancées notables :

- La reconnaissance académique, élément indispensable de crédibilité pour participer aux grands débats politiques sur la scène internationale, est en progression, comme en témoigne une liste de publications respectable.
- La participation des chercheurs aux activités d'enseignement a aussi nettement progressé. Le volume horaire des cours assurés par les membres INRA de l'UMR est désormais important.
- L'insertion dans l'enseignement de troisième cycle, en particulier via le DEA EERN dans lequel l'UMR assure le volet "agricole", est un succès. Il trouve ses racines dans l'intégration plus poussée des chercheurs et enseignants chercheurs dans les formations de second cycle, en particulier à l'INAPG. L'UMR devrait jouer un rôle important dans le futur master qui doit succéder à ce DEA. Ce master de haut niveau donnera la possibilité de collaborer davantage avec les autres institutions que l'INAPG qui en sont co-responsables, comme l'Ecole des mines, l'Ecole polytechnique, l'Ecole des ponts et chaussées et l'Ecole supérieure des pétroles et des moteurs , l'ENGREF, sur des sujets transversaux.
- L'animation interne qui était insuffisante s'est nettement améliorée, notamment par la création de séminaires et la présentation systématique des travaux de chaque étudiant en fin de stage.
- La création du site web et de l'Intranet est également à l'origine de l'amélioration des échanges entre les divers membres de l'UMR ainsi que de la connaissance réciproque des activités de chacun.

- La visibilité de l'UMR vis-à-vis de l'extérieur a progressé, par un recentrage thématique des chercheurs autour des activités principales, et par l'élaboration de documents de diffusion (contribution à INRA-Compact, à l'Annuaire de la DGER et à la publication sur la recherche à l'INAPG, site web, etc).
- Les recherches finalisées de l'UMR trouvent entre autres un aboutissement logique dans l'aide à la décision publique. Les relations sont très régulières avec la Commission européenne, et des travaux sont effectués pour le Ministère de l'agriculture, le Ministère de l'écologie. C'est aussi le cas avec le Ministère de l'économie, grâce en particulier au GIS "Politiques commerciales" et à la collaboration étroite entre l'UMR avec le CEPII.
- L'implication de l'UMR dans de nombreuses actions interdisciplinaires INRA est croissante. L'unité joue un rôle majeur, au sein de cet institut, pour mettre fin au cloisonnement entre mes sciences sociales et les autres disciplines. De plus, l'UMR est fréquemment sollicitée pour répondre aux questions de la Direction générale de l'INRA dans l'élaboration de programmes et dans la gestion de relations avec des partenaires extérieurs (programme protéines végétales, programme effet de serre, projet impact des innovations variétales, etc.)
- L'insertion internationale, à travers les programmes cadres européens, et les coopérations bilatérales avec des universités américaines, italiennes, irlandaises et anglaises, a désormais des retombées en termes de réputation, de placement d'étudiants. L'invitation faite à l'UMR de collaborer à un programme scientifique commun avec le Département d'économie de Iowa State University sur le thème des aspects non tarifaires, encore inenvisageable il y a quelques années, montre la visibilité de l'UMR au plan international. Il en est de même de l'invitation de plusieurs chercheurs de l'UMR à effectuer des séjours dans des universités américaines et canadiennes.

Les faiblesses et les difficultés de l'unité. Il reste néanmoins des points sur lesquels la situation n'est pas satisfaisante :

- La définition des fonctions des ingénieurs et techniciens n'est pas toujours satisfaisante. Les difficultés de promotion au niveau des concours INRA sont sources de frustration. Le Directeur de l'UMR ne possède aucun moyen pour favoriser le développement de la carrière des agents les plus dynamiques, et la gestion des ressources humaines est peu efficace.
- Le départ des personnels techniques et administratifs hors de la région parisienne pour des questions d'inadéquation des salaires au coût de la vie est préoccupant.
- L'entretien des locaux, très anciens et peu conformes aux normes de sécurité sur le site de Grignon absorbe des budgets importants.
- Malgré les progrès réalisés (voir plus haut), l'animation interne de l'UMR et les échanges entre les diverses personnes et équipes restent insuffisants. Cela est accentué par la double localisation qui réduit fortement les contacts entre les personnes des deux pôles.
- Les publications de l'UMR sont dans des revues pour l'essentiel disciplinaires, même s'il s'agit souvent des meilleures revues du champ concerné. Les chercheurs de l'UMR n'ont pas publié dans des revues d'économie de type "*blue ribbon*" (i.e. les dix revues prestigieuses sur le plan académique). De ce point de vue, si l'UMR semble aujourd'hui pouvoir être considérée comme l'un des bons laboratoires européens en économie agricole, il reste un écart significatif sur le plan académique avec ses homologues nord-américains.
- L'engagement dans les programmes européens résulte d'une politique délibérée de l'UMR. Les chercheurs y voient non seulement des ressources, mais aussi un moyen de fédérer et coordonner des recherches avec des partenaires extérieurs. Néanmoins, du fait d'un taux de succès très élevé à ses réponses aux appels d'offre communautaires (100% contre une moyenne INRA de 25%), l'UMR se trouve actuellement et pour les trois années à venir relativement sur-engagée dans ces programmes, par rapport au petit nombre de chercheurs. Il y a là un risque que les activités académiques en pâtissent, du fait de l'énergie considérable que demande la gestion de ces programmes, en particulier pour les coordinateurs.
- L'UMR n'a pas réussi à mener à bien des recherches sur certains thèmes qui avaient été jugés importants, essentiellement par manque de moyens humains. Citons par exemple, en

microéconomie, les aspects de production en présence de risque ou d'assurance récolte. Dans le domaine de l'économie internationale, les ressources empêchaient un investissement solide dans un modèle international. Si ce problème a pu être résolu par une collaboration étroite avec le CEPII et le développement d'une version agricole de leur modèle MIRAGE, un investissement humain supplémentaire serait nécessaire dans cette collaboration pour équilibrer les contributions. D'autre part, des points importants sur l'agenda de recherches n'ont, là aussi, pas pu être véritablement abordés: citons par exemple les fluctuations de prix mondiaux et sécurité alimentaire, instruments financiers de couverture, etc.

- Si de moyens humains non négligeables ont été accordés à l'UMR par le biais de postes INRA, les recrutements ont été globalement inférieurs aux départs, en particulier du fait de la pyramide des âges de l'UMR. Globalement, l'effectif de chercheurs au 1^{er} janvier 2005 est plus faible qu'à la création de l'UMR.

ANNEXES

- Annexe 1: Personnel de l'UMR au 01/01/05
- Annexe 2: Etudiants de DEA en stage à l'UMR
- Annexe 3: Partenariats étrangers
- Annexe 4: Contrats de l'UMR
- Annexe 5: Formations suivies par le personnel
- Annexe 6: Séminaire interne "environnement".

LISTE DE PUBLICATIONS 2000-2004
PRESENTATIONS DANS DES CONGRES ET SEMINAIRES

ANNEXE 1: PERSONNEL DE L'UMR

UMR Economie Publique INRA-INAPG PARIS-GRIGNON au 1^{er} janvier 2005

Nom-Prénom	Grade/Titre	Appartenance administrative	Localisation
PERSONNEL INRA *			
Chercheurs			
BONNY Sylvie	CR1	INRA	G
BUTAULT Jean-Pierre (mi-temps)	DR1	INRA	P, Nancy
DE CARA Stéphane	CR2	INRA	G
GALLEZOT Jacques	DR2	INRA	P
GOZLAN Estelle	CR2	INRA	G, P
JAYET Pierre-Alain	DR2	INRA	G
MARETTE Stéphan	DR2	INRA	P
SOURIE Jean-Claude	DR2	INRA	G
ROUX Bernard	CR1	INRA	P
Ingénieurs, techniciens et administratifs			
BAMIERE Laure	IR	INRA	G
CAUCHY Olivier	TR	INRA	G
DELAME Nathalie	IE	INRA	P, Insee
DROGUE Sophie	IE	INRA	P
DUCLOS Jean-Baptiste	AI	INRA	G, Scees
GORGEON Catherine	AJT	INRA	G
GRATEAU Regis	TR	INRA	G
GUINDE Loïc	AI	INRA	G
HAUTCOLAS Jean-Charles	IE	INRA	G
HURON Kevin	AJT	INRA	G
LAGACHE Evelyne	SAR	INRA	G
LEFEBVRE Thierry	AGTP	INRA	G
MILLET Guy	IE	INRA	G
REZEL Karine	TR	INRA	P
PERSONNEL INAPG			
ANDREWS Sylvie	MC	INAPG-UER Economie-gestion	P
BUREAU Jean-Christophe	PR2	INAPG-UER Economie-gestion	P, G
DAVID Maia	MC2	INAPG-UER Economie-gestion	P, G
NEFUSSI Jacques	PR1	INAPG-UER Economie-gestion	P
PRIOLON Joël	MC	INAPG-UER Economie-gestion	P
ROUDART Laurence	MC	INAPG-UER Agriculture comparée	P
Doctorants			
DEBOVE Elodie		(inscription) ENGREF	G
GODARD Caroline		INAPG	G
RAMOS Priscila		INAPG	P
TREGUER David		ENGREF	G
Personnels contractuels			
NIANG Ndeye Bineta	Informaticienne		G

* BONNAFOUS Patrick, IE INRA est mis à disposition du département SAD mais rattaché administrativement à l'UMR. CHAKIR Raja, CR2 INRA doit prendre ses fonctions en février 2005

ANNEXE 2: REALISATION DE MEMOIRES DE DEA DANS L'UMR

De nombreux étudiants ont effectué des stages à l'UMR et ont à cette occasion réalisé des mémoires de DEA ou de fin d'études d'ingénieur sous la direction d'un chercheur ou enseignant de l'UMR.

2004

- Joan Canton : "Séquestration du carbone et sélection adverse". *Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Université Paris 10 Nanterre; 2004 (Sous la direction de P.-A. Jayet et S. De Cara).*
- Mathieu Godet : "Réduction des émissions de gaz à effet de serre en lien avec les activités d'élevage" *Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Institut National Agronomique Paris-Grignon, 2004 (Sous la direction de P.-A. Jayet et de L. Bamière)*
- Antoine Champetier de Ribes : "La séquestration du carbone dans les sols agricoles. Quelles pratiques ?" *Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, 2004 (Sous la direction de P.A. Jayet)*
- Frédérick Bernard : "Analyse empirique de deux mesures protectionnsites européennes à l'égar de l'Afrique sub-Saharienne: l'escalade tarifaire et les subventions aux exportations". *Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Institut National Agronomique Paris-Grignon, Grignon; 2004, (Sous la direction de J. Gallezot et J.C. Bureau)*
- Agniezska Kliemkiewicz : "Analyse économique du commerce international entre l'UE et les pays méditerranéens", *Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Institut National Agronomique Paris-Grignon, 2004, (Sous la direction de J. Gallezot)*
- David Treguer : "Analyse des coûts des biocarburants en France à l'horizon 2010". *Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts; 2004, (Sous la direction de J.C. Sourie)*
- Bérangère Préault : "Impacts économiques de différentes mesures agri-environnementales sur le revenu des agriculteurs" *Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts; 2004 (Sous la direction de J.C. Sourie)*
- Houssein Boumelhassa : "Rôle des rapaces nécrophages dans la gestion de l'équarrissage" *Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Université Paris 10 Nanterre, 2004, (Sous la direction de J. Priolon, et F. Sarrazin, Museum d'Histoire Naturelle).*
- Emmanuel Bricout : "Analyse économétrique de la croissance des exploitations sur données de pannel". *Mémoire de DEA, Institut Statistique Université Paris VI, 2004 (Sous la direction de N. Delame).*

2003

- Maria Priscila Ramos : "Analyse des effets d'un accord agricole de libre-échange entre l'union européenne et le Mercosur" *.Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 2003 (Sous la direction de J.C. Bureau et S. Drogué)*
- Martin Houzé : "Emissions de gaz a effet de serre d'origine agricole : comptabilité et représentation spatiale" *Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Institut National Agronomique Paris-Grignon, 2003. (Sous la direction de P.A. Jayet et S. De Cara)*
- Julien Labonne : "Réforme de la PAC et négociations européennes ». *Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles, Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique, 2003 (Sous la direction de P.A. Jayet).*
- Debove Elodie : "Approche multi-gaz dans un cadre dynamique : avec ou sans PRG?" *Mémoire de DEA : Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts; 2003, (Sous la direction de D. Bureau et P.A. Jayet)*
- Ducorney F : "Le soja transgénique aux Etats-Unis : facteurs de diffusion et impacts agro-économiques". *Mémoire de DAA ENSAT, Toulouse, 2003 (Sous la direction de S. Bonny)*
- Adrien Henry : "Ethical and environmental commitment: Return to the fundamentals of market strategy ? *Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Institut National Agronomique Paris-Grignon, 2003 (Sous la direction de J.C. Bureau)*
- Sihem Bellabes : Méthodes scientifiques de Gestion, Mémoire de DEA 103, Université Paris-Dauphine, 2003 (sous la direction de S. Rozakis)

- Thomas Leillet : "Evolution de la politique agricole et incidences sur la compétitivité des protéagineux, comparaison pois d'hiver et de printemps". *Mémoire de DAA, Institut National Agronomique Paris-Grignon, 2003 (sous la direction de J.C. Sourie).*
- Fournel Estelle : "Etude des rapports entre la multifonctionnalité de l'agriculture et l'emploi dans les familles d'exploitants agricoles". *Mémoire de DAA, Institut National Agronomique Paris-Grignon 2003 (sous la direction de B. Roux).*
- Rodolphe Ghossoub : "Développement WEB d'un outil d'aide à la décision spatial, bio électricité". Mémoire de Master, Institut Agronomique Méditerranéen Chania, 2003 (sous la direction de S. Rozakis)

2000-2002 (non exhaustif)

- Laure Bamière : "Intégration d'un module de calcul des rendements dans un modèle d'offre agricole" *Mémoire de DEA : Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles – Institut National Agronomique Paris-Grignon, 2002 (sous la direction de P.A. Jayet).*
- Michele Donati : "Principes et méthodes pour la mise en œuvre de la programmation mathématique positive" *Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles, Université de Paris 10, 2001 (sous la direction de P.A. Jayet)*
- Nicolas Murlon : "Les contraintes environnementales et sanitaires dans la filière viti-vinicole " *Mémoire de DEA : Economie de l'environnement et des ressources naturelles, Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Paris, 2001, (Sous la direction de L. G. Soler et P. A. Jayet).*
- Geoffroy Belhenniche, "L'industrie des pesticides et les Organismes Génétiquement Modifiés". *mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles, INAPG, 2001, (Sous la direction de S. Marette).*
- Martin Debaig : "Echanges agro-alimentaires et protection de l'Union européenne". *mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles, INAPG, 2001 (Sous la direction de J. Gallezot).*
- Elisabeth Fiac : Mémoire de DAA, Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Montpellier, 2001 (Sous la direction de A Revel)
- Alix Chevrier : "Création d'un observatoire d'agriculteurs en Technique Culturelle Simplifiée –TCS-. Comparaison de différents critères technico-économiques". *Mémoire de master, Institut Supérieur Agricole de Beauvais 2001 (sous la direction de A.Revel).*
- Sylvain Barbier : Mémoire de fin d'études d'ingénieur, Ecole Supérieure d'Ingénieurs Agricoles de Purpan, 2001 (Sous la direction de: A .Revel)
- Claire Blin : Mémoire de DEA, Institut d'Etudes du Développement Economique et Social, Paris I, 2001, (Sous la direction de A. Revel)
- Akcin Kazakci : Mémoire de DEA Université de Paris IX Dauphine, 2001 (Sous la direction de D.Vanderpooten et S. Rozakis).
- Anne-Sophie Wepierre : "Scénarios d'évolution des politiques agricoles : impacts sur les exploitations de grande culture d'une région intermédiaire, le cas de l'Indre", mémoire de fin d'études ENESAD, 2001 (Sous la direction de J.C. Sourie et G. Millet).
- Jean-Philippe Braly : "Perspectives d'évolution des plantes transgéniques en France et en Europe" *Mémoire d'Ingénieur - ISARA, Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes, Lyon (Sous la direction de S. Bonny). - 2000.*
- Alexia Leseur : "Lutte contre l'accroissement de l'effet de serre et équité internationale : quelques considérations théoriques" *Mémoire de DEA Economie de l'environnement et des ressources naturelles, INAPG, 2000, (co-direction P.A. Jayet et P.Mongin, Université Cergy).*
- Guillaume Gruère: "Les émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole en Europe : méthodologie de mesure des émissions, partage des réductions et régulation économique" Mémoire de DEA Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles, 2000 (sous la direction de P.A Jayet)

En outre, les enseignants de l'UMR ont encadré environ 23 mémoires de DEA ou de DAA réalisés dans le cadre de stages dans d'autres institutions par des étudiants de l'INAPG.

ANNEXE 3: PARTENARIATS ETRANGERS (PRINCIPAUX)

Thématique de la recherche	Partenaires	Contrats	Publications communes	Perspectives futures
Economie internationale et réformes de la politique agricole commune (J.C.Bureau, S Drogué)	Université La Sapienza de Rome (Italie)	Participation au programme européen FAIR97-CT3481; Participation a un appel d'offre du Commissariat au Plan	Oui	Poursuite et intensification de la collaboration dans le cadre du projet Tradeag.
Economie internationale et réformes de la politique agricole commune (J.C. Bureau, E.Gozlan, S. Marette)	Université de Reading (Royaume Uni)	Participation au programme européen FAIR97-CT3481; Participation au programme européen, Eurotools; Genedec	Oui	Fin de la collaboration au terme du projet européen en 2001.
Economie internationale (J.C. Bureau)	Iowa State University, Ames (USA)	Coopération bilatérale	Non	Développement de la collaboration (séjours sabbatiques croisés)
Economie de la réglementation (S. Marette)	Kansas State University, Manhattan (USA)	Coopération bilatérale	Oui	Développement de la collaboration. Poursuite de publications communes
Economie internationale (S.Marette)	University of California at Davis (USA)	Coopération bilatérale. Echange d'étudiants	Oui	Développement de la collaboration.
Modélisation de l'offre, interface systèmes d'information géographique (P.A. Jayet)	Université de Madrid (Espagne); Universités de Bologne et Parme (Italie)	Coopération bilatérale (programme FAIR Eurotools). Echange d'étudiants.	Oui	Poursuite et intensification de la collaboration dans le cadre de projets europeens.
Bioéthanol (S. Rozakis)	Université Technologique de Crete (Grèce)	Travaux scientifiques communs	Oui	Développement de la collaboration.
Economie de la concurrence (S. Marette)	Autorité Antitrust Italienne (AGCM), Rome; Kansas State University	Coopération Bilatérale	Oui	Développement de la collaboration. Poursuite de publications communes
Cultures alternatives (J.C. Sourie et S. Rozakis)	CIEMAT et TRAGSATEC, (Espagne), Agricultural University of Athens (Grèce), Ecurba SRL (Italie),	Travaux scientifiques communs	Oui.	Développement de la collaboration.
Diversification des exploitations (B. Roux et A. Revel)	Université Umea (Suède), University College London (GB), Universite Autonomia de Barcelona	Travaux coordonnés dans le cadre d'un programme européen IDEAS	Non	Fin du projet en 2002
Modélisation intégrée de la séquestration du carbone (P.A. Jayet, S. De Cara)	IIASA (Autriche coordinateur), JRI (Autriche), Université de Hambourg...	Projet FP6 INSEA (STREP)	Oui	
Impacts du découplage des aides sur l'offre agricole (P.A. Jayet, L. Bamière, S. De Cara)	10 partenaires européens	Projet FP6 GENEDEC (STREP coordonné par P.A Jayet)	Oui	
L'application de la notion de multifonctionnalité à l'agriculture brésilienne (B. Roux)	Université fédérale de Rio de Janeiro	Projet CAPES/COFECUB (2002-2005) et Dispositif INRA-Cemagref-Cirad (2003-2005)	Oui	Partenariat Cemagref/Cirad/Inra
Développement local (B. Roux)	Politecnico de Milan et 23 équipes de recherche de 13 pays du bassin méditerranéen	Projet européen filières innovantes, Euromed Heritage II.		Prolongation jusqu'en 2006
Accords commerciaux internationaux (JC Bureau, S. Drogue, S. Marette, E. Gozlan, J. Gallezot, P. Ramos)	Université Molise, Université Calabrial (IT), Université Valence (ES), PTT Helsinki (FI), U. Nottingham	Programme européen TRADEAG	Oui	Projet 2005-2008

ANNEXE 4: CONTRATS DE L'UMR

UMR Economie Publique INRA-INAPG PARIS-GRIGNON, 2000-2004

Note: il s'agit ici des contrats gérés sur la structure INRA. D'autres contrats, plus petits, sont gérés par des structures d'appui à la recherche (ADEPRINA en particulier)

Contrats à ressources affectées

- Contrat FAIR5 CT97-3481 dans le cadre du programme cadre communautaire Food and Agro-Industrial Research "Miniround : Coordinated studies in view of the future round of multilateral trade negotiations agriculture". (J.C. Bureau, responsable).
- Contrat FAIR5 CT97-3403 dans le cadre du programme cadre communautaire Food and Agro-Industrial Research "Eurotools : Tools for evaluating eu agricultural policy at different decision levels" (P.A. Jayet, responsable).
- Contrat FAIR6 CT98-4228 dans le cadre du programme cadre communautaire Food and Agro-Industrial Research "IDEAS: innovation, diversification and european agricultural situations" (A. Revel, responsable).
- Contrat 6ème Programme cadre de recherche développement communautaire INSEA CT 2003-503614 "Intégréed sink enhancement assessment" (PA Jayet, responsable scientifique)
- Contrat 6ème Programme cadre de recherche développement communautaire GENEDEC CT 2004-502184, "A quantitative and qualitative assessment of the socio-economic and environmental impacts of decoupling of direct payments on agricultural production, markets and land use in the EU" (PA Jayet Coordonnateur)
- Contrat avec le Ministère de l'agriculture. "Accès au marché et mise en œuvre de l'Accord du Cycle d'Uruguay dans les pays tiers". Contrat 98G6.01.01. (S. Drogué, responsable)
- Contrat avec l'Agence de l'énergie (ADEME) "Modélisation de la production de cultures lignocellulosiques et herbacées à l'échelle d'une région en vue d'une analyse économique" (J.C. Sourie, responsable).
- Contrat Médias-France "Agriculture en effet de serre, régulation économique des impacts croisés et combinaisons des politiques agricoles et gouvernementales" (P.A. Jayet, coordinateur).
- Contrat avec le Commissariat Général au Plan "Protection du secteur agricole dans les pays tiers : un outil pour les négociations du Millenium round" (J.C. Bureau, coordinateur).
- Contrat avec avec le secrétariat d'Etat à l'industrie: l'Utilisation collective de l'internet par les petites et moyennes entreprises". Projet UCIP, internet et le marché de la viande (A. Revel, responsable).
- Contrat Médias-France "Spatialisation des impacts de la régulation économique de l'effet de serre d'origine agricole" (P.A.Jayet, coordinateur).
- Contrat ADEME "Etude d'une approche intégrée, énergétique, environnementale et économique des nouvelles filières de production d'éthanol, fondées sur une utilisation des pailles de céréales" (J.C.Sourie, coordinateur).
- Contrat Médias-France "Modélisation intégrée des composantes économique et biophysique des productions végétales en relation avec le changement climatique". (P.A.Jayet, coordinateur).
- Contrat Ministère de l'Ecologie et du Développement Rural, "Information environnementale donnée par les entreprises aux marchés" (Estelle Gozlan, coordinatrice).

Contrats budgétisés

- Contrat avec le Ministère de l'agriculture et de la Pêche "Etude de la faisabilité d'un dispositif de suivi et d'évaluation au niveau départemental des installations en agriculture" (A. Revel, responsable).
- Contrat avec le Ministère de l'agriculture et de la Pêche "Evolution des politiques agricoles et adaptation des exploitations de grande culture" (J.C. Sourie, responsable).
- Contrat Communauté Européenne "Filières innovantes, savoir-faire locaux et partenariat euro-méditerranéen" (B. Roux, responsable)
- Contrat Ministère de l'éducation nationale et de la recherche. "Impact des Organismes Génétiquement Modifiés" (S.Bonny, responsable)
- Contrat ADEME "Développement d'un outil d'aide à la décision sur les biocarburants en France suivant une approche systémique" (Stélios Rozakis, coordonateur)

Contrats de prestation de services

- Huit différente scontrast ont porté sur le Réseau d'information comptable (enquêtes statistiques) (G.Millet responsable).

ANNEXE 5: FORMATIONS SUIVIES PAR LE PERSONNEL DE L'UMR (2000-2004)

Intitulé des stages	Participants	Lieu/ Durée
Word perfectionnement	BONNY Sylvie (CR)	Versailles, 18 et 25 avril 2000
Course in Global Trade Analysis	BUREAU Jean-Christophe (PR)	West Lafayette (USA), 7 jours en 2000
Evolution de métier de secrétaire dans une Unité de recherche	GORGEON Catherine (AJT)	Versailles ; 1 ^{er} et 2 mars 2001
Créer et maintenir un site web	JAYET Pierre-Alain (DR)	Versailles, 5 avril 2001
PowerPoint perfectionnement	BONNY Sylvie (CR)	Versailles, 14 mai 2001
Excel, perfectionnement	BONNY Sylvie (CR) LAGACHE Evelyne (SAR)	Versailles, 5 juin 2001 Grignon, 3 et 4 octobre 2002
Formation « Datagreste » logiciel des enquêtes du SCEES	DUCLOS Jean-Baptiste (AI)	SCEES Paris, Mai 2001, 5 Jours
Connaissance des procédures budgétaires	HURON Kévin (AJT)	Grignon, 27 et 28 mai 2002
Connaissance des procédures budgétaires «Responsable gestionnaire d'unité»	HURON Kévin (AJT) LEFEBVRE Thierry (AGT)	Versailles, 3 et 4 juin 2002
FORBUD Module 1	LAGACHE Evelyne (SAR)	Grignon, 12 juin 2002
DEA EERN Econométrie	GODARD Caroline (Doctorante)	Paris, 15H30 en octobre 2002
Outil achat – Module gestionnaire	HURON Kévin (AJT)	Grignon, 8 octobre 2002
Ecole chercheurs INRA : pour une bonne utilisation des modèles de culture	GODARD Caroline (Doctorante)	Le Croisic, 14 au 18 octobre 2002
Savoir répondre aux médias	BUREAU Jean-Christophe (PR) BONNY Sylvie (CR)	Paris, 13 et 14 mars 2002 Paris, 14 et 15 octobre 2003
Ecole Chercheur « Documentaliste ESR »	GRATEAU Régis (TR)	La Rochelle, 4 jours en mars 2002
Création d'un info-service sur le réseau INRA	GRATEAU Régis (TR)	Jouy-en Josas, 18 juin 2002
Prise en main de Dreamweaver	GRATEAU Régis (TR)	Versailles, 2 juillet 2002
Economie quantitative appliquée au secteur agricole et à l'environnement	GODARD Caroline (Doctorante)	Paris, (20h) janvier février 2003
Formation des correspondants Formation d'Unité	GUINDE Loïc (AI)	Versailles, 10 et 25 juin 2003
Formations à l'ENSAE : - Statistiques bayésiennes - Bases de données - Analyse des données	GODARD Caroline (Doct.)	Paris, 16 heures, octobre-novembre 2003 Paris, 20 heures de cours + TD janvier-mars 2004 Paris, 18 heures mars-avril 2004
Logiciel Endnotes	GODARD Caroline (Doct) RAMOS Maria Priscila (Doct)	Versailles, 17 octobre 2003 Versailles, 10 décembre 2004
Logiciel Access	GRATEAU Régis (TR)	Grignon, 3 jours en 2002 et 2003
Ecole doctorale ABIES : - Préparer et réfléchir à son projet personnel et professionnel dès le début de la thèse - Que faire après la thèse ? Journées métiers après la thèse	GODARD Caroline (Doct.)	Paris, 18 heures en septembre 2003 Paris, 12 février 2004, 1 jour
Anglais	BONNY Sylvie (CR) LEFEBVRE Thierry (AGT) GORGEON Catherine (AJT) GODARD Caroline (Doct) GRATEAU Régis (TR) GUINDE Loïc (AI) REZEL Karine (TR) HURON Kévin (TR)	Grignon, 2000, 2001, 2002 et 2003 Grignon, 2 heures/semaine en 2001 Grignon, 20 heures/mois en 2003-2004 Grignon, 10 heures/mois en 2003 Grignon, 10 heures en 2003 Grignon, 60 heures en 2004 Grignon, 60 heures en 2004
Anglais intensif	GALLEZOT Jacques (DR) HURON Kévin (AJT)	Londres, 32 jours en 2002 1 mois à Toronto en formation intensive (octobre 2004)
Formation ACP (Agent chargé de la prévention)	LEFEBVRE Thierry (AGTP)	Versailles et Jouy-en-Josas, 3 jours en septembre 2003
Analyse des données et décision dans l'entreprise	GUINDE Loïc (AI)	Paris, 80 heures en 2003/2004
Accompagnement individuel scientifique rédaction d'articles en anglais	GODARD Caroline (Doct)	Grignon, 13 heures en 2004
Méthodes scientifiques de gestion	BAMIERE Laure (IR)	Paris, 22 heures en 2004
Développement d'application web et accès à une base de données avec PHP	CAUCHY Olivier (TR) GRATEAU Régis (TR)	Bordeaux, 15 mars 2004
Majeure de sciences économiques à l'Ecole Polytechnique	DEBOVE Elodie (Doct.)	Paris, 100 heures, janvier-mars 2004
Fonctions statistiques Logiciel Mathematica	BAMIERE Laure (IR) DEBOVE Elodie (Doct) DE CARA Stéphane (CR) DROGUE Sophie (IE) GOZLAN Estelle (CR)	Grignon, 15 et 16 décembre 2004
DEA EERN (Economie et Environnement des Ressources Naturelles)	GUINDE Loïc (AI)	Paris/Cergy, 4 jours/semaine sur 9 mois en 2004/2005

**ANNEXE 6: SEMINAIRE "Environnement", UMR Economie Publique
INRA-INAPG PARIS-GRIGNON, PROGRAMME ANNEE 2004**

Mercredi 24 Novembre 2004, 16h. ArTix : Base de données et Application, par Binou Niang
Mardi 9 Novembre 2004, 10h, Régulation environnementale et éco-industrie, par Maia David
Mardi 05 Octobre 2004, 10h30, Financial transfers to sustain cooperation in Europe in the Burden-Sharing agreement, par Ariane Labat
Jeudi 16 Septembre 2004, 10h00, Séquestration du carbone et sélection adverse, par Joan Canton
Jeudi 16 Septembre 2004, 10h30, Réduction des émissions de gaz à effet de serre en lien avec les activités d'élevage, par Mathieu Godet
Jeudi 16 Septembre 2004, 11h00, Le péage urbain peut-il être utile à l'agglomération parisienne ? par Joan Canton
Jeudi 16 Septembre 2004, 11h30, Faut-il réformer l'Organisation Commune du Marché du Sucre ? par Mathieu Godet
Jeudi 02 Septembre 2004, 10h30, La séquestration du carbone dans les sols agricoles. Quelles pratiques ? par Antoine Champetier
Mardi 15 Juin 2004, 13h30. Estimation spatio-temporelle des émissions de NOx par les sols agricoles liées aux apports d'engrais azotés, par Anne-Laure Palluis
Mardi 08 Juin 2004, 10h00, ArtiX: Avancée des travaux sur la base de donnée, par Ndèye Bineta Niang
Mardi 04 mai 2004, 13h30, Séquestration du carbone, contrats et politique de contrôle optimal, par Joan Canton
Mardi 27 avril 2004, 13h30, Emissions de gaz à effet de serre en lien avec les activités d'élevage, par Mathieu Godet
Mardi 20 avril 2004, 13h30, La séquestration du carbone dans les sols agricoles, aspects temporels et spatiaux, par Antoine Champetier
Mardi 06 avril 2004, 13h30, Négociations et coopération européennes autour des puits de carbone, par Ariane Labat
Lundi 15 Mars 2004, 10h00, Evaluation économique des effets du changement climatique sur l'agriculture, par Elodie Debove
Mardi 09 Mars 2004, 14h00, Greenhouse gas emissions from agriculture in the EU: A spatial assessment of sources and abatement costs, par Stéphane De Cara
Mardi 02 Mars 2004, 14h00, Le point sur le programme Européen INSEA, par Stéphane De Cara
Mardi 17 février 2004, 16h00, Approches de la simulation de l'élévation de la concentration en CO2 dans les modèles de culture et leurs applications au changement climatique, par Caroline Godard
Mardi 13 janvier 2004, 13h30, Approche multi-gaz dans un cadre dynamique : avec ou sans PRG?, par Elodie Debove
Mardi 06 janvier 2004, 13h30, AropaStix : Base de données et Application, par Ndèye Bineta Niang.
Lundi 15 Décembre 2003, 13h30, Greenhouse gas mitigation and carbon sequestration in agriculture and forestry, par Uwe Schneider (Université de Hambourg)
Mardi 02 Décembre 2003, 13h30, Avancées des travaux sur les coûts de réduction des émissions de GES d'origine agricole, par Stéphane De Cara
Lundi 15 Septembre 2003, 13h30, Prise en compte des effluents d'élevage dans AROPAj et STICS : Méthodologie de couplage et émissions de gaz à effet de serre, par Laure Bamière, Martin Houzé, Caroline Godard
Lundi 01 Septembre 2003, 13h30 Installation de Arc IMS et création d'un site Web pour le projet ACISA, par Rodolphe Ghossoub, Jean-Marc Gilliot, Stelios Rozakis

LISTE DE PUBLICATIONS 2000-2004

PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

1.1. *Articles ou communications primaires (résultats originaux)*

1.1.1. *Dans périodiques à comité de lecture*

Revues internationales à comité de lecture

Levels of Farm Sector Productivity: An International Comparison
Ball V.E. ; Bureau, J.C. ; Butault, J.P. ; Nehring, R.
Journal of Productivity Analysis, vol. 15, n° 1, 2001, pp 5-29

Theory and Methodology: A Bilevel Programming Approach to Determining Tax Credits for Biofuel Production
Bard, J.F. ; Plummer, J. ; Sourie, J.C.
European Journal of Operational Research, vol. 120, 2000, pp 30-46

Cereals and Oilseeds Supply Within the EU Under Agenda 2000: A Positive Mathematical Programming Application
Barkaoui, A. ; Butault, J.P.
Agricultural Economics Review, vol. 1, n° 2, 2000, pp 7-17

Food Security and Agricultural Protection in South Korea
Beghin, J.C. ; Bureau, J.C. ; Park, S.J.
American Journal of Agricultural Economics, 2003/08; vol. 85, n° 3. pp 616-632

Calibration of Incomplete Demand System in Quantitative Policy Analysis
Beghin, J.C. ; Bureau, J.C. ; Drogué, S.
Applied Economics, vol. 36, n° 8, 2004/05, pp 839-847.

The Cost of the U.S. Sugar Program Revisited
Beghin, J., El Osta, B., Cherlow, J., Mohanty, S.
Contemporary Economic Policy, 21(1), 2003, :pp 106-116

Protection and trade Liberalization under Incomplete Market Integration
Beghin, J. ; Fang, C.
American Journal of Agricultural Economics, 84, 2002, pp 768-773

Why are most Europeans opposed to GMOs?: Factors explaining rejection in France and Europe
Bonny, S.
Electronic Journal of Biotechnology, 2003. vol. 6, n°1. pp 20-41

Consumer Concerns about Industrialized Agriculture and Food Safety: Importance, Origin and Possible Solutions
Bonny, S.
Animal Research, an International Interdisciplinary Journal (formerly Annales de Zootechnie), vol. 49, n° 3, 2000, pp 273-290.

Robust Estimates of Value of a Statistical Life for Developing Economies
Bowland, B ; Beghin, J.C.
Journal of Policy Modeling, 23, 2001, pp 385-396

Competition Policy and the Agribusiness Sector in the European Union
Buccirosi, P. ; Marette, S. ; Schiavina, A.
European Review of Agricultural Economics, vol. 29, n° 3, 2002, pp 373-397

An Economic Analysis of the Effects of GATT and Trade Liberalization on the World Dairy Sector: (commentaire)
Bureau, J.C.
Canadian Journal of Agricultural Economics, vol. 47, n° 5, 2000, pp 201-202.

Economic Performance, Trade Restrictiveness and Efficiency
Bureau, J.C. ; Chau, N.H. ; Färe, R. ; Grosskopf, S.
Review of Development Economics, 2003, vol. 7, n° 4. pp 527-542

Sanitary and Technical Regulations: Issues for Trade Liberalization in the Dairy Sector
Bureau, J.C. ; Doussin, J.P.
Canadian Journal of Agricultural Economics, vol. 47, n° 5, 2000, pp 149-157.

Comparing EU and US Trade Liberalisation under the Uruguay Round Agreement on Agriculture
Bureau, J.C. ; Fulponi, L. ; Salvatici, L.
European Review of Agricultural Economics, vol. 27, n° 3, 2000, pp 259-280.

- La regolamentazione della qualità dei prodotti e la legittimità delle barriere commerciali
Bureau, J.C. ; Gozlan, E. ; Marette, S.
La Questionne Agricaria, n° 1, 2001, pp 1-10.
- On Inefficiencies in the European Sugar Regime
Bureau, J.C. ; Guyomard, H. ; Réquillart, V.
Journal of Policy Modeling, vol 23, n° 6, 2001, pp 659-667.
- Agricultural Trade Restrictiveness in the European Union and the United States"
Bureau J.C.; Salvatici L.
Agricultural Economics, 2005 (sous presse)
- WTO Negotiations on Market Access in Agriculture: a Comparison of Alternative Tariff Cut Proposals for the EU and the US
Bureau, J.C.; Salvatici, L.
Berkeley Electronic Journal in Economic Analysis & Policy, (Topics in Economic Analysis and Policy), The Berkeley Electronic Press vol. 4, n° 1, 2004, pp 1-37.
- Tariff Rate Quotas in the EU
Bureau, J.C. ; Tangermann, S.
Agricultural and Resource Economics Review, vol. 29, n° 1, 2000, pp 70-80.
- The European Food Labeling Policy: Successes and Limitations
Bureau J.C. ; Valceschini E.
Journal of Food Distribution Research, vol 34, 3, 2003, pp 69-76.
- On Food Companies Liability for Obesity
Coestier, B. ; Gozlan, E. ; Marette, S.
American Journal of Agricultural Economics, 2005 81(1) :1-14. (sous presse)
- Are Uniform Assessments for Generic Advertising Optimal if Products are Differentiated?
Crespi, J.M. ; Marette, S.
Agribusiness, 2003, vol. 19, n° 3, pp 367-377
- "Does Contain" vs. "Does Not Contain": Does it matter which GMO Label is Used?
Crespi, J.M.; Marette, S.
European Journal of Law and Economics, 2003, vol. 16, n° 3. pp 327-344
- Generic Advertising and Product Differentiation
Crespi, J.; Marette, S.
American Journal of Agricultural Economics, 2002, vol. 84, n° 3, pp 691-701
- How Should Food Safety Certification be Financed?
Crespi, J. ; Marette, S.
American Journal of Agricultural Economics, vol. 83, n° 4, 2001, pp 852-861.
- Some Economic Implications of Public Labelling
Crespi, J. ; Marette, S.
Journal of Food Distribution Research, Vol 34(3), November 2003, p.83-94
- Regulating a Polluting Oligopoly: Emission Tax or Voluntary Agreement?
David, M.
Review of Development Economics, 2005 (sous presse)
- Emissions of Greenhouse Gases from Agriculture: The Heterogeneity of Abatement Costs in France
De Cara, S.; Jayet, P.A.
European Review of Agricultural Economics, vol. 27, n° 3, 2000, pp 281-303.
- Evaluation et régulation de l'effet de serre d'origine agricole
De Cara, S. ; Jayet, P.A.
L'Actualité Economique, (Canada) vol. 75, n° 4, 2000, pp 597-623.
- Carbon Sequestration Through the Planting of Multi-annual Energy Crops: A Dynamic and Spatial Assessment
De Cara S., Rozakis S.
Agricultural Economics Review. 5(1), 2005 (sous presse).
- The Doha Round of the WTO and Agricultural Markets Liberalization: Impacts on Developing Economies
Fabiosa, J., Beghin, J., Brown, D. S., De Cara, S., Elobeid, A., Fang, C., Isik, M., Kruse, J., Madison, D., Matthey, H., Meyer, S., Saak, A., Westhoff, P., Willott, B.
Review of Agricultural Economics. 2005 (sous presse).
- Urban Demand for Edible Oils and Fats in China: Evidence from Household Survey Data
Fang, C.; Beghin, J.C.
Journal of Comparative Economics, 2002, vol. 30, n° 4. pp 732-753

China's Accession to the WTO: What is at Stake for Agricultural Markets?

Fuller, F.; Beghin, J.; De Cara, S.; Fabiosa, J.; Fang, C.; Matthey, H.
Review of Agricultural Economics, 2003, vol 25(2) pp 399-414

Accession of the Czech Republic, Hungary, and Poland to the European Union: Impacts on Agricultural Markets

Fuller, F.; Beghin, J.; Mohanty, S.; Fabiosa, J.; Fang, C.; Kaus, P.
The World Economy, 25 (3) 2002: 407-428

Impact of the 1996 US FAIR Act on the Common Agricultural Policy in the World Trade Organisation context: The Decoupling Issue

Guyomard, H. ; Bureau, J.C. ; Gohin, A. ; Le Mouél, C.
Food Policy, vol. 25, n° 1, 2000, pp 17-34.

Evaluation de politiques de retrait des terres pour la régulation d'un marché agricole

Jayet, P.A.
Annales d'Economie et de Statistique, n°61, 2001/03, pp 119-150

Retrait des terres et subsidiarité dans le cadre de la Politique Agricole Commune

Jayet, P.A. ; Rotillon, G.
Recherches économiques de Louvain (Belgique), 2003, vol, 68, n° 4, pp 407-428.

Product Safety Provision and Consumers' Information

Marette, S. ; Bureau, J.C. ; Gozlan, E.
Australian Economic Papers, vol. 39, n° 4, 2000, pp 426-441.

Can Quality Certification Lead to Stable Cartels?

Marette, S. ; Crespi, J.
Review of Industrial Organization, 2003/08, vol. 23, n° 1. pp 43-64

The Role of Common Labelling in a Context of Asymmetric Information.

Marette S. ; Crespi J. ; Schiavina A.
European Review of Agricultural Economics, 2002, 26, 1, pp 1-13.

On the Limitation of Penalties and the Non-Equivalence of Penalties and Taxes.

Marette S. ; Gozlan E. ; Coestier B.
European Journal of Law and Economics, 2005, Volume 19,1 (sous presse)

The Financing of Regulatory Agencies

Marette, S. ; Crespi, J.
Journal of Regulatory Economics, 2005, 27,1: 95-113 (sous presse)

Farmers and immigrants in Southern Europe: Strategies Without Flexibility [Agricultores e imigrantes na Europa do sul: estratégias sem margem de manobra]

Roux B.
Revista de ciencias sociais e economicas (Brésil) 2004, vol 22, n°1, pp 14-23,

Micro-economic Modelling of Biofuel System in France to Determine Tax Exemption Policy under Uncertainty

Rozakis, S. ; Sourie, J.C.
Energy Policy, 2004, vol 33, N° 2, pp. 171-182.

Integrated Micro-economic Modelling and Multi-criteria Methodology to Support Public Decision-Making: the Case of Liquid bio-fuels in France

Rozakis, S. ; Sourie, J.C. ; Vanderprooten, D.
Biomass and Bioenergy, vol.20, n°5, 2001/05, pp 385-398

A Theory of Environmental Risk Disclosure

Sinclair-Desgagné, B. ; Gozlan, E.
Journal of Environmental Economics and Management, 2003, vol. 45, n° 2 ,1. pp 377-393

Bio-fuel Production System in France: An Economic Analysis

Sourie, J.C. ; Rozakis, S.
Biomass and Bioenergy, vol.20, n°6, 2001/06, pp 483-489

Advertising, Collective Action and Labelling in the European Wine Markets

Zago, A. ; Marette, S.
Journal of Food Distribution Research, Vol 34(3), November 2003, p.117-126

Editoriaux et commentaires d'ouvrage

The Xth Congress of the European Association of Agricultural Economists (Introduction to the Special Issue)

Bureau, J.C.
European Review of Agricultural Economics, 2002, 29, 3, August, pp 287-288.

Agricultural Trade Policies in the New Millenium (commentaire d'ouvrage).

Bureau, J.C.
European Review of Agricultural Economics, 2003, September, vol. 30, no. 3, pp. 407-409.

Revue française à comité de lecture

Programmation mathématique positive et offre de céréales et d'oléagineux dans l'Union européenne sous l'Agenda 2000
Barkaoui, A. ; Butault, J.P.

Economie et Prévision, vol. 1, n° 142, 2000, pp 13-25.

Quantitative Policy Analysis of Sanitary, Phytosanitary and Technical Barriers to Trade

Beghin, J.C.; Bureau, J.C.

Economie Internationale, n° 87, 2002, pp 107-130

Le succès des cultures transgéniques aux USA : facteurs agro-économiques et perspectives

Bonny, S.

Economie Rurale, 2002, n° 267, pp 91-105

Les consommateurs, l'agriculture, la qualité et la sécurité des aliments : une analyse du questionnement des consommateurs et des réponses apportées

Bonny, S.

Productions Animales, vol. 13, n° 5, 2000, pp 287-301.

Les effets indirects des monopoles en matière de protection et de subvention

Borzeix, V.; Marette, S.

Economie Rurale, n° 267, 2002, pp 19-28

Agriculture et commerce international

Bouët, A.; Bureau, J.C.

Economie Internationale, n° 87, 2002, pp 7-15

Le bilan d'un contrat de rivière : le cas de la Reyssouze

Brun, A. ; Marette, S.

Economie Rurale, 2003, n° 275. pp 30-50

Les grandes décisions de la Commission européenne dans le domaine de l'alimentaire

Buccirossi, P.; Marette, S.; Schiavina, A.

Economie Rurale, n° 277-278, 2003/09, pp 218-221

La baisse de la protection douanière dans l'Uruguay Round : le cas de l'agriculture dans l'Union européenne, au Canada et aux Etats-Unis

Bureau, J.C.; Chahed, Y.; Salvatici, L.

Economie et Prévision, n°154, 2002, pp 107-122

La pluriactivité : un correctif aux inégalités du revenu agricole

Butault, J.P.; Delame, N.; Krebs, S. ; Lerouvillois, P.

Economie et Statistique, n° 329-330, 2000, pp 165-180.

La réforme de la PAC et l'inégalité des revenus agricoles dans l'Union européenne : les premiers effets

Butault, J.P. ; Lerouvillois, P.

Economie et Statistique, n° 329-330, 2000, pp 73-86.

Incidence du processus multilatéral sur la viabilité des accords préférentiels : le cas euro-méditerranéen

Chahed, Y.; Droqué, S.

Economie Rurale, 2003, n° 276. pp 3-16

Le recours au marché interne des firmes multinationales de l'agro-alimentaire

Chevassus-Lozza, E.; Gallezot, J. ; Galliano D.

Economie et Statistique, n° 329-330, 2000, pp 87-97.

Politique de label et commerce international

Crespi, J. ; Marette, S.

Revue Economique, vol. 52, n° 3 2001, pp 665-672

Les Approches Volontaires comme Instrument de Régulation Environnementale"

David, M.

Revue Française d'Economie, 2004, 19: 227-273.

Régulation de l'effet de serre d'origine agricole : puits de carbone et instruments de second rang

De Cara, S. ; Jayet, P.A.

Economie et Prévision, vol. 3, n° 143-144, 2000, pp 37-46.

Accès au marché agricole et agroalimentaire de l'UE : le point de vue du négociateur à l'OMC et celui du douanier

Gallezot, J.

Economie Rurale, 2002, 267, pp 43-54.

Commerce international et qualité des produits
Gozlan, E. ; Marette, S.
Economie Internationale, n° 81, 2000, pp 43-63.

De l'utilité sociale du contrôle public de la qualité minimale des vins
Jayet, P.A. ; Fuentes Castro, D.
Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales, 2002, n° 62, pp.41-64

L'éthique et les échanges agro-alimentaires : principes et réalités
Mahé, L.P. ; Marette, S.
Economie Rurale, 2002, n°271, septembre-octobre, pp 73 – 83

Applications du droit de la concurrence au secteur agroalimentaire
Marette, S. ; Raynaud, E.
Economie Rurale, 2003/09, n° 277-278, pp 9-22

La tertiarisation de la production en agriculture
Nefussi, J.
Economie et Sociétés, 26, décembre, 2003, pp 53-74.

Visions étrangères sur la politique agricole
Petit, M.
Economie Rurale, n° 255-256, 2000, pp 197-202.

Quotas et marchés dérivés : des différences radicales
Priolon, J.
Economie Rurale, 270, Juillet-Août 2002, pp 94-97.

Les nouvelles négociations à l'OMC et ses implications agricoles
Revel, A.
Revue de Droit Rural, 2003, n° 313. pp 312-316

L'Europe centrale, centre de l'Europe ?
Revel, A.
Economie Rurale, n° 255-256, 2000, pp 154-168.

Editoriaux et commentaires d'ouvrage

La Politique Agricole Commune, des origines au troisième millénaire (commentaire d'ouvrage).
Bureau J.C
Economie Rurale, 2003, n° 269.

Agriculture et commerce international"
Bureau J.C., Valceschini E.
Economie Rurale 2001, 267, 1, p 4. (Introduction au numéro spécial).

La multifonctionnalité de l'activité agricole
Roudart, L.; Valceschini, E. (coord).
Economie Rurale, 2003, n° 273-274. 257 p.

1.1.2. Articles scientifiques dans périodiques sans comité de lecture

La mise en œuvre du volet sur l'accès au marché de l'Uruguay Round dans les pays tiers de l'Union européenne
Borzeix, V. ; Bureau, J.C. ; Chahed, Y. ; Hofstetter, A.
Notes et Etudes Economiques, 2000, 12, octobre, pp 9-57.

Faut-il et peut-on supprimer les subventions à l'exportation ?
Bureau, J.C.; Gohin, A. ; Requillart, V.
Comptes Rendus de l'Académie d'Agriculture de France, 2003, vol. 88, n° 8. pp 7-19

Les risques de la mondialisation : agriculture, alimentation, environnement
Bureau, J.C.; Gozlan, E.
Risques, 2002, n° 51, pp 85-9

Croissance des exploitations et évolution des revenus agricoles : un mouvement brownien ?
Butault, J.P.; Delame, N.
Synthèses Insee, 2002, n° 63. -pp 53-64

La disparition des exploitations s'accélère sans concentration excessive
Butault, J.P.; Delame, N.
Agreste, 2003/07, n° 3. pp 17-26

Sécurité alimentaire : responsabilité et réglementation

Coestier, B. ; Marette, S.

Risques, n° 43 , 2000, pp 99-103.

Régulation des émissions de gaz à effet de serre d'origine agricole : un essai d'évaluation économique

De Cara, S. ; Jayet, P.A.

Comptes Rendus de l'Académie d'Agriculture de France, vol. 85, n° 6, 2000, pp 211-223

L'essor des formes sociétaires : un développement au rythme des évolutions juridiques et fiscales.

Delame, N.

Synthèses Insee, n° 63, 2002. pp 65-78

La pluriactivité gagne du terrain dans les exploitations professionnelles

Delame, N.

Agreste, n° 2, 2001/06, pp 29-36

Modélisation du marché communautaire de l'huile d'olive

Drogué, S.

Olivae, n° 80, 2000, pp 8-11.

La Communication des entreprises françaises sur les risques environnementaux : une analyse de l'information diffusée sur Internet en 2003

Gozlan, E. ; Harmand, C. ; Marette, S.

Risques, 2004, n° 59, Septembre, pp 154-166

Normes et obstacles aux échanges

Jayet, P.A. (éd.)

Actes et Communications INRA, n°20, 2003. 158 p.

L'expertise en pratique : leçon de l'expérience à la Banque mondiale

Petit, M.

Comptes Rendus de l'Académie d'Agriculture de France, vol. 86, n° 5, 2000, pp 35-47

La naissance de l'agriculture

Roudart, L. ; Mazoyer, M.

Sciences Humaines, n° 151, 2004/08, pp 22-25.

Les agricultures des pays du sud de la Méditerranée face à la question du libre échange

Roux, B.

Options méditerranéennes, 2004, A,1, pp 75-91

Analyse des scénarios de politique agricole pour des régions céréalières intermédiaires

Wepierre, A.S. ; Millet, G. ; Sourie, J.C.

Notes et études économiques (Ministère de l'Agriculture), n° 17, 2003, pp 149-170

1.2. Ouvrages et chapitres d'ouvrages

1.2.1. Ouvrages entiers

Stocker du carbone dans les sols agricoles de France ?

Arrouays, D. ; Balesdent, J. ; Germon, J.C. ; Jayet, P.A. ; Soussana, J.F. ; Stengel, P.

Paris : INRA, 2002. - 332 p.

L'agriculture européenne face aux enjeux internationaux

Blanchet, J. ; Revel, A.

Paris : Economica, 2000, 110 p

Qualité et sécurité alimentaires : les dimensions commerciales,

Bureau, J.C. ; Gozlan, E. ; Marette, S. ; Jones, W.

Organisation de coopération et de développement économique, OCDE, Paris, 2000. Egalement disponible en anglais. Food Safety and Quality : Trade Considerations, 87p.

Les soutiens à l'agriculture : théorie, histoire, mesure

Butault, J.P. (éd.)

Versailles : INRA Editions, 2004. 307 p.

Economie de la qualité.

Coestier, B. ; Marette, S.

Collection Repère, Editions La Découverte, n°390, Juillet 2004.

Agriculture into the GATT. Issues in Reforming Tariff-rate Import Quotas in the Agreement on Agriculture in the WTO
De Gorter, H. ; Sheldon, I. ; Abbott, P. ; Barichello, R. ; Boughner, D. ; Bureau, J.C. ; Choi, J. ; Coleman, J. ; Herrmann, R. ; Kramb, M. ; Liapis, P. ; McLaren, D. ; Moennich, C. ; Morse, A. ; Skully, D. ; Sumner, D. ; Tangermann, S.
University of Minnesota, IATRC. International Agricultural Trade Research Center, Saint Paul (USA). 2001, 188 p.

Histoire des agricultures du monde : du néolithique à la crise contemporaine

Mazoyer, M. ; Roudart, L.

Paris, Seuil, 2002. - 699 p. (Points Histoire) (traduction en 9 langues et publications chez des éditeurs étrangers)

Relations euro-méditerranéennes et libéralisation agricole

Regnault, H. ; Roux, B. (eds)

L'Harmattan, 2002. - 299 p. Paris

Comprehensive Modeling of Bio-energy Systems

Rozakis S. (ed) ; JC. Sourie (ed),

Agronomic Mediterranean Institute editions, Chiana (GRC), 2005 (sous presse).

Energy Crops Integration using a Multiple Criteria Decision-making Tool

Varela, M. ; Saez, R. ; Castellano, E. ; Cardiel, C. ; Kallivroussis, L. ; Soldatos, P.G. ; Rozakis, S. ; Schwaiger, H. ; Jungmeier, G. ; Nikolau, I.

Madrid (ESP) : Ciemat, 2001, 228 p. ISBN 84-7834-404-7.

1.2.2. Chapitres d'ouvrages

Farm Sector Total Factor Productivity: Controlling for Land Quality in an International Comparison

Ball, V.E. ; Bureau J.C. ; Butault, J.P. ; Nehring, R.

In: **Land Quality, Agricultural Productivity and Food Security**, K. Wiebe ed, Cheltenham: Edward Elgar, 2003, pp 184-206.

U. S. Agriculture, 1960-1996: a Multilateral Comparison of Total Factor Productivity

Ball, V.E. ; Butault, J.P. ; Nehring, R.F.

In: **Agricultural Productivity: Measurement and Sources of Growth**, Ball, V.E. ; Norton, G.W. (eds) 344 p. – Dordrecht, Kluwer Academic Publishers, 2002. - pp 11-35

Trade and the Environment in General Equilibrium

Beghin, J. ; Roland-Host, D. ; van der Mensbrugghe, D.

In: **Evidence from developing Economies**, Beghin, J. ; Roland-Host, D. ; van der Mensbrugghe, D. (eds), Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, The Netherlands, 2002

Employment in France Rural Regions.

Bertrand, J.P. ; Roux, B.

In **Employment dynamics in rural Europe**, Terluin, I.J. ; Post, J.H. (éds.), 243 p. - Wallingford (GBR) CAB International, 2000, pp 137-153.

Potential Implications of Animal Welfare Concerns and Public Policies in Industrialized Countries for International Trade

Blandford, D. ; Bureau, J.C. ; Fulponi, L. ; Henson, S.

In **Global Food Trade and Consumer Demand for Quality**, Krissoff, B. ; Bohman, M. ; Caswell, J.A. (eds), 252 p. - New York, Kluwer Academic Publishing, 2002. - pp 77-101

Quelle place des cultures transgéniques en protection des plantes ? Aspects agro-économiques.

Bonny S.

In: **Enjeux phytosanitaires pour l'agriculture et l'environnement du XXI^e siècle**. C. Regnault - Roger (eds). Paris, Tec et Doc Lavoisier, 2005 (sous presse).

L'agriculture, l'artificialisation du milieu naturel et la demande sociale.

Bonny S.

In: **Agronomes et Territoires**, 2002, Académie d'Agriculture de France, Paris, 2004.

La perception des OGM par le grand public.

Bonny S.

In: **Regards sur les biotechnologies**, Durand C. (ed.), Paris, L'Harmattan, 2004, pp 177-192.

Factors Explaining Opposition to GMOs in France and the Rest of Europe.

Bonny S.

In: **Consumer Acceptance of Genetically Modified Foods**, R. E. Evenson and V. Santaniello (ed.), CAB International Publishing, Wallingford, 2004, pp 169-187.

Enjeux, déterminants et perspectives de l'opposition aux OGM en France et en Europe.

Bonny S.

In: **Perspectives of the Agri-Food System in the New Millenium**, Fanfani R., Brasili C. (eds.), Bologne, Italie, CLUEB (Cooperativa Libreria Universitaria Editrice Bologna), 2003, pp. 629-648.

Will Biotechnology Lead to more Sustainable Agriculture ?

Bonny, S.

In: **Transitions in Agbiotech: Economics of Strategy and Policy**, Lesser, W.H. (ed.), 723 p. - 2000, pp 434-453

L'évolution technologique en agriculture : destructrice ou durable ? Les nouvelles technologies sont-elles une menace pour l'environnement ou le moyen de nourrir l'humanité au 21e siècle ?

Bonny, S.

In: **L'environnement au XXIe siècle. Visions du futur**, Theys, J. (éd.), 693 p. - Paris : GERMES, 2000, pp 409-436.

The Agricultural Issue in EU-Mercosur Integration: Beyond the Gridlock

Bureau, J.C.

In: **An Integrated Approach to the European Union-Mercosur Association**, Giordano, P (ed), Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2002.- pp 325-340 (Chaire Mercosur de Sciences Po)

The Common Agricultural Policy: Reform, Enlargement, and Impact on the Western Hemisphere.

Bureau, J.C.

In: **Agricultural Trade Liberalization: Policies and Agreements in the Western Hemisphere**. Jank M.S., Johns Hopkins University Press, 2004, ISBN 193199367.

WTO Negotiations on Market Access: What We Know, What We Don't Know and What We Should

Bureau, J.C. ; Salvatici L.

in : **Agricultural Policy Reform and the WTO. Where Are We Heading?**, Anania, G.; Bohman, M.E.; Carter, C.; McCalla, A. Cheltenham (GBR) : Edward Elgar, 2004. pp 207-251.

Issues in Demand for Quality and Trade

Bureau, J.C.; Jones, W. ; Gozlan, E. ; Marette, S.

In: **Global Food Trade and Consumer Demand for Quality**, Krissoff, B.; Bohman, M.; Caswell, J.A. (eds), 252 p. - New York : Kluwer Academic Publishing, 2002. - pp 3-32

Il futuro delle politiche agricole

Bureau, J.C. ; Guyomard H. ; Hervieu B.

In "**La Rigenerazione dell'agricoltura**", Forum Internazionale dell' agricoltura e dell alimentazione ed, Milano, 2003, pp 27-54..

Accounting for Consumers' Preferences in International Trade Rules

Bureau, J.C. ; Marette, S.

In: **Incorporating Science, Economics, and Sociology in Developing Sanitary and Phytosanitary Standards in International Trade**, 290 p. - Washington DC (USA) : National Academy Press, 2000, pp 170-198, chap. 7.

Pourquoi et comment intervenir en agriculture ?

Butault, J.P.; Le Mouél, C.

In : **Les soutiens à l'agriculture : théorie, histoire, mesure**, Butault, J.P. (éd.). Versailles, INRA Editions. pp. 11-67.

Des repères historiques sur l'évolution de la politique agricoles commune

Butault, J.P.; Gohin, A.; Guyomard, H.

In : **Les soutiens à l'agriculture : théorie, histoire, mesure**, Butault, J.P. (éd.). Versailles, INRA Editions. pp. 85-118.

Les soutiens à l'agriculture : une mise en perspective internationale

Butault, J.P.; Drogué, S.; Le Mouél, C.

In : **Les soutiens à l'agriculture : théorie, histoire, mesure**, Butault, J.P. (éd.). Versailles, INRA Editions, pp 121-171

Les politiques agricoles de soutien ont-elles encore une avenir ?

Butault, J.P.; Guyomard, H.

In : **Les soutiens à l'agriculture : théorie, histoire, mesure**, Butault, J.P. (éd.). Versailles, INRA Editions, pp 277-289

What are the Consequences of the Multilateral Negotiations for the Access of Developing Countries to the European Market?

Chevassus-Lozza, E. ; Gallezot J.

In : **Agricultural Policy Reform and the WTO. Where Are We Heading?**, Anania, G.; Bohman, M.E.; Carter, C.; McCalla, A. (eds) Cheltenham (GBR) : Edward Elgar, 2004. pp 252-287.

External versus Internal Markets of the Multinational Enterprise: Intrafirm Trade in French Multinational Agribusiness

Chevassus-Lozza, E. ; Gallezot, J.; Galliano, D.

In: **Multinational Agribusiness**, R. Rama (ed), Chap 6, The Haworth Press inc., 2004, 345 p

Les effets de l'élargissement de l'UE aux PECO : une analyse en termes de déprotection effective appliquée aux échanges agricoles et alimentaires

Chevassus-Lozza, E. ; Gallezot, J..

In **Les enjeux de l'intégration économique régionale**, M. Boudiaf et T Rahji (eds), Presses de l'Université de Tunis, pp 233-257.

Carbon Sequestration in Agricultural Soils : a Dynamic Assessment

De Cara, S.; Rozakis, S.

In: **Alternative Crops Integration in Spatial Analysis**, Kyritsis, S.; Kallivrousis, L.; (eds), Press of the University of Athens, 2003. pp 32-54.

Les acteurs agricoles et ruraux face à l'intégration euro-méditerranéenne

Domecq, J.P.; Roux, B.

In: **Intégration euro-méditerranéenne et stratégies économiques**, Regnault, H., Roux, B. (eds), Paris : L'Harmattan, 2003. pp 161-176.

Coupling a Generic Economic Farm-type Model and a Generic Crop Model

Godard, C.; Brisson, N.; Jayet, P.A.; Roger Estrade, J.

in : **European Agriculture in a Global Context**, Jacobsen, S.E. ; Jensen, C.R. ; Porter, J.R. (eds.). Taastrup (DNK) : KVL/ESA, 2004. pp 265-266

L'avenir des politiques agricoles

Hervieu B., Guyomard H. et Bureau J.C.

In **Les grandes tendances du monde**, Ramses, sous la direction de T. de Montbrial et P. Jacquet, Institut Français des Relations Internationales, 2001., Dunod, Paris, pp 115-131

A multi Sensor Approach for Generating in-field Pedological Variability Maps

Lahoche, F. ; Godard, C. ; Fourty, T. ; Lelandais, V. ; Lepoutre, D.

In : **Proceedings of the 6th International Conference on Precision Agriculture and Other Precision Resources Management**, Robert, P.C. (éd.), Madison (USA) : American Society of Agronomy, 2003. pp 1038-1048.

An innovative Approach based on Neural Networks for Predicting Soil Component Variability

Lahoche, F. ; Godard, C. ; Fourty, T. ; Lelandais, V. ; Lepoutre, D.

in : **Proceedings of the 6th International Conference on Precision Agriculture and Other Precision Resources Management**, Robert, P.C. (éd.), Madison (USA) : American Society of Agronomy, 2003. pp. 803-816.

Regulating Food Safety in the European Union

Marette, S. ; Bureau, J.C. ; Coestier, B. ; Gozlan, E.

In : **New Approaches to Food Safety Economics**, Editors: A.G.J Velthuis, H. Hogeveen, L. Unnecehr, R.B.M. Huirne, Kluwer Academic Publishers, 2003, p. 91-106

A mixed 0-1 MOLP approach for the planning of biofuel production

Mavrotas, G.; Rozakis, S.

In: **Comprehensive economic and spatial bio-energy modelling**, 2003, Rozakis, S. (éd.); Sourie, J.C. (éd.). pp 47-58.

History of Agriculture

Mazoyer, M.; Roudart, L.

In: **The Role of Urbanization in the Socio-Economic Development Process**, Nega, B. (éd.); Degefe, B. (éd.), Economic Policy Research, Addis Abeba, 2003. pp. 20-28.

Coordination Without Vertical Integration : The Case of the French Food System

Nefussi, J. ; Priolon, J

In: **Vertical Relationships and Coordination in the Food System**, G. Galizzi and L. Venturini (eds), Physica-Verlag, Springer Verlag, 2000, pp 433-442.

The evolution of the Common Agricultural Policy: impact of WTO commitments

Petit, M.

In: **Regional and International Trade Policy : Lessons for the EU Accession in the Rural Sector**, Csaki, C. ; Nash, J. (éds.), 112 p. - Washington DC (USA) : World Bank, 2000, pp 91-99 (chap. 5.).

Knowing and Learning Processes for Change in Agriculture: Critical Assessment

Petit, M.

In : **Cow up a tree : Knowing and learning processes for change in agriculture**, Cerf, M. ; Gibbon, D. ; Hubert, B. ; Ison, R. ; Jiggins, J. ; Paine, M. ; Proost, J. ; Röling, N., 492 p. – Paris.: INRA Editions, 2000, pp 477-487.

Conditions d'applicabilité en France d'un système d'incitation à la qualité de l'eau fondé sur un marché de la dépollution inspiré du cas du Tar-Pamlico, rivières de Caroline du Nord

Revel, A.

In: **Droits de propriété, économie et environnement : les ressources en eau**, Falque, M. ; Massenet, M. (éds.). Paris : Dalloz, 2000/01, pp 217-222. .

L'impact économique et social de la modernisation et social de la modernisation agricole

Roudart L., ; Mazoyer M.

In : **La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture**, FAO, Rome, 2000, pp. 171-198

Agriculteurs et immigrés dans l'Europe du sud : des stratégies sans marges de manœuvre

Roux, B.

In: **Intégration euro-méditerranéenne et stratégies économiques**, Regnault, H. ed., L'Harmattan, 2003, pp.193-207

Multifuncionalidade e emprego nos estabelecimentos rurais franceses.

Roux, B. et Fournel, E.

In : **Para alem da produção**, Carneiro, M. J. et Maluf, R.S. eds. : Mauad, 2003, Rio de Janeiro pp 169-184

Libre-échange et environnement dans le contexte euro-méditerranéen: volet agriculture.

Roux, B.

In: **Libre échange et environnement dans le contexte euro-méditerranéen**. Tome II Etudes régionales et internationales. United environment programme [UNEP]. Mediterranean action plan, Athènes 2002, pp167-199.

Determining efficient biofuel tax exemption policy in France for greenhouse gas

Rozakis, S. ; Sourie, J-C, Vanderpooten D.

In: **Economics of sustainable energy in agriculture**, A.Oude-Lansink (ed) ; E.van Ierland (ed). 248 p., Dordrecht : Kluwer Academic Publishers , 2002. - pp 217-237

Biofuels in France

Rozakis, S. ; Sourie, J.C.

in : "**Biofuels in the Dutch market : a fact-finding study**", van der Broek, R. ; Niermeijer, P. ; van Walwijk, M. (eds), Utrecht (NLD) : Netherlands Agency for Energy and the Environment, 2003. pp. 284-289.

Analyse économique des filières biocarburants françaises à l'aide d'un modèle d'équilibre partiel

Sourie, J.C. ; Rozakis, S.

In **Advantages of bio-additives in fuels** E.Poitrat (ed), 2000, ADEME, Paris

Analyse économique des filières biocarburants éléments de méthodologie et résultats

Sourie, J.C. ; Rozakis, S.

In **Chimie verte** P. Colonna (ed), 2005, INRA éditions, Paris (sous presse).

La globalizzazione e l'ambiente

Spitz, P.

In: **Globalizzazione : Solidarietà o esclusione ?** R. Papini ed, Edizione Scientifiche Italiane, Roma, - 418 p, 2001, pp 166-171.

Bringing Rural Child Workers to School : Seasonal and Cultural Constraints

Spitz, P.

In: **Comic to Grips with Rural Children Work : A Food Security Approach-** 468 p, Institute for Human Development, New Dehli, pp-40-47.

Un outil d'aide à la décision dans le choix du système d'exploitation en élevage bovin allaitant

Veyssset, P. ; Lherm, M. ; Hautcolas, J.C. ; Bebin, D.

In : **Recherches Ruminants**, 363 p. - Paris : Institut de l'Elevage, 2000, pp 325-328.

2. DOCUMENTS A VOCATION DE TRANSFERT

2.1. Périodiques

2.1.1. Dans périodiques à comité de lecture

Les cultures transgéniques permettent-elles de réduire l'usage des produits phytosanitaires ? Considérations à partir du cas du soja tolérant au glyphosate.

Bonny, S.; Sausse, C.

OCL Oléagineux, Corps gras, Lipides, Vol 11, No 2, Mars avril 2004, pp. 85-91

Factors in the Development of Opposition to GMOs and Case-Study Evidence

Bonny, S.

The ITPS Report, published by the Institute for Prospective Technological Studies (IPTS) of the Joint Research Centre (JRC) of the EC, 2003, vol. 73. pp 20-26

Aménagement et gestion des eaux en France : l'échec de la politique de l'eau face aux intérêts du monde agricole

Brun, A.

VertigO, la revue électronique en sciences de l'environnement, vol 4, n° 3, déc. 2003, pp. 10-15

Qualité de l'eau : protéger plutôt que traiter

Brun, A.

Pour, n° 178, 2003. pp. 42-47.

Le procès de la PAC

Bureau, J.C.

Sociétal : l'analyse mensuelle des réalités économiques et sociales, n° 43, 2004, pp 32-36

Marchés financiers et information

Coestier, B. ; Marette, S.

Les Cahiers Français, n° 301 , 2001, pp 31-37

(SCL30) Le revenu non agricole des foyers d'agriculteurs : un montant significatif pour un foyer sur trois

Delame, N. ; Lavigne, M.

INSEE Première, n° 722, 2000, pp 1-4

The US 2002 Farm Bill: Lessons from a Complete Ideological Turnover

Petit, M.

Eurochoices, 2002, 2, pp 4-8

Gérer les marchés et la qualité alimentaire : double défi pour les interprofessions

Rio, Y. ; Nefussi, J.

Cahier Club Déméter, n° 10, 2001, pp 1-72

L'alimentation dans le monde et les politiques publiques de lutte contre la faim

Roudart, L.

Mondes en développement, 2002, vol. 30, n° 117, pp 9-23

2.1.2. Chapitres d'ouvrages

L'année agricole 2003.

Bureau, J.C.

In : **Les grandes tendances du monde**, 2004. de Montbrial, T. (sous la dir.); Moreau Defarges, P. (sous la dir.) Paris : Institut Français des Relations Internationales, Ramses, Dunod, 2003. pp. 232-234

Chapitres "Agriculture" et "Politique Agricole Commune"

Bureau, J.C.

In **L'entrée dans le XXI^e siècle**, sous la direction de T. de Montbrial et P. Jacquet, Institut Français des Relations Internationales, Ramses, Dunod, Paris, 2000.

La libéralisation agricole: des effets ambigus sur les pays en développement

Bouët, A. ; Bureau, J.C. ; Decreux, Y. ; Jean, S. (2004).

In **L'économie mondiale 2005**, CEPII, La Découverte, Paris, ISBN 2-7071-4396-2, pp 84-92.

Nourrir les hommes

Roudart, L.

In : **Encyclopaedia universalis**, 2002, CD ROM et 2003 version papier

Les politiques agricoles

Roudart, L.

In : **Larousse agricole**, 2002, pp. 689-699

2.1.3. Dans périodiques sans comité de lecture

Food Security and Self-sufficiency in Korea.

Beghin J.C. , Bureau, J.C.

Iowa Agricultural Review, 8,1, Winter 2002 pp 4-5.

Utilisation d'un logiciel statistique pour dépouiller une enquête : exemple de la diversification des exploitations agricoles du Languedoc-Roussillon avec SPSS

Bonnafous, P.;Revel, A.;Vialle, G.

Le Cahier des Techniques de l'INRA, 2003, n° 49. pp 21-41

La diversification innovante des exploitations agricoles, une alternative au modèle spécialisé ?

Bonnafous, P.; Revel, A.; Roux, B.; Ledein, E.; Vialle, G.; Fournel, E.

Les Cahiers de la Multifonctionnalité, n° 7, 2004/11, pp 71-84.

Le débat sur les OGM en France : une interrogation sur ses formes, son objet, ses directions et ses enjeux.

Bonny, S.

Terminal (Technologie de l'information, Culture et Société), Dossier spécial Biotechnologies, N° 90, mai 2004, pp 151-156.

La libéralisation agricole : des effets ambigus sur les pays en développement

Bouët, A.; Bureau, J.C. ; Decreux, Y. ; Jean, S.

La lettre du CEPII, n° 236, 2004/07, pp 1-4.

Les négociations de l'OMC après Seattle

Bureau, J.C.

La France Agricole, n° hs "L'année agricole 2000", 2000, pp 32-33.

La portée pratique des règles du commerce international dans la protection des consommateurs

Bureau, J.C. ; Doussin, J.P.

INRA Sciences Sociales, n° 1, 2000, pp 1-4.

Les trois réformes de la politique agricole commune

Butault, J.P.

Ecoflash, mensuel d'informations économiques et sociales, n°186, 2004/03, pp 1-6.

Impacts sur l'offre des régions françaises des différentes options de la réforme de la PAC de 2003

Butault, J.P.; Barkaoui, A.

Inra Sciences sociales, n°4-5/03, 2003.

Pollution industrielle : informer pour réguler ?

Gozlan, E.

Risques Technologiques, 2000, vol 4, n°3, p 2-3.

Les normes de sécurité constituent-elles un obstacle au commerce international ?

Gozlan, E.

Risques Technologiques, 2000, vol 4, n°2, 1-2.

La PAC de Juin 2003 et les négociations agricoles multilatérales à l'OMC : compatibles ?

Guyomard, H.; Butault, J.P.

Inra Sciences sociales, n°4-5/03, 2003.

Soutien interne, fonctions non-marchandes et multifonctionnalité de l'agriculture

Guyomard, H.; Butault, J.P.; Le Mouél, C.

Les Cahiers de la Multifonctionnalité, n° 4, 2004, pp 9-24.

Politique de la concurrence et secteur agro-alimentaire dans l'Union européenne

Marette, S.

INRA Sciences sociales, n°4/02 – Juin 2003

La traçabilité dans les IAA : Enjeu, points de repères et mise en évidence de la variété des contextes

Lecomte, C. ; Najjar-Benmahmoud, L.; Nefussi, J. ; Saidi-Kabeche, D.; Vergote, M-H.

Revue des industries alimentaires, 4, 2003.

Politique de la concurrence et secteur agro-alimentaire dans l'Union européenne

Marette, S.

INRA Sciences sociales, n°4/02 – Juin 2003

Les politiques agricoles au risque des négociations internationales

Roudart, L.

Raison présente, n° 148, 2004, pp 43-61.

La révision à mi-parcours de la PAC (Juin 2003) et les exploitations céréalières des régions intermédiaires

Sourie, J.C. ; Millet, G. ; Guindé, L. ; Wepierre, A.S.

Inra Sciences sociales, n°4-5/03, 2003.

2.2. Autres supports (rapports de consultants, documents de travail, etc.)

US agriculture, 1960-1996 : a multilateral comparison of total factor productivity

Ball, V.E.; Butault, J.P. ; Nehring, R.

Washington (USA) : USDA-ERS, 2000, 44 p. - (ERS Staff Paper ; AGES 00-03).

Positive mathematical programming and agricultural supply within the EU under Agenda 2000.

Barkaoui, A. ; Butault, J.P. ; Rousselle, J.M.

Eurotools Working paper series, DG Agriculture, Bruxelles

Measurement of Sanitary, Phytosanitary and Technical Barriers to Trade

Beghin J.C., Bureau J.C.

Rapport, Organisation for Economic Co-operation and Development. Paris, 2001.

Rentabilité comparée des exploitations d'élevages ovins viande au travers du Réseau d'information comptable agricole (RICA) 1998

Benoit, M. ; Laignel, G. ; Liénard, G. ; Duclos, J.B.

INRA, LEE. Laboratoire d'Economie de l'Elevage, Theix. - 2000/08, 10 p.

Bilan agro-économique des cultures transgéniques aux Etats-Unis, le cas du soja tolérant à un herbicide, le glyphosate.

Bonny S.

In: Actes du Séminaire " OGM et environnement ", INRA, Paris, 2002, pp. 78-87.

Comparing the proposed modalities of agricultural trade liberalisation in the Doha Round

Bouët A., Bureau J.C., Decreux Y., Jean S.

Final report, European Trade Consortium for Policy Analysis, Bruxelles, 2003.

Multilateral agricultural trade liberalization: The contrasting fortunes of developing countries in the Doha Round

Bouët A., Bureau J.C., Decreux Y., Jean S.

Working Paper, Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, Paris. 2004.

Tariff Peaks and Tariff Escalations on Selected Agricultural Markets in Selected Countries

Bureau J.C.

Common Fund for Commodities, Amsterdam, July 2003, 387 p.+ figures.

The EU Common Agricultural Policy: Enlargement, Reform of and Impacts on the Western Hemisphere Countries.
Bureau J.C.
Rapport de contrat, Inter-American Development Bank, Washington D.C., 2003.

The Measurement of Protection of the Value Added of Processed Food Products in the EU and US. A Preliminary Assessment of Its Impacts on African Exports.
Bureau J.C., Bernard F., Gallezot J., Gozlan E.
Rapport de contrat, The World Bank, Washington D.C., 2004

Protection du secteur agricole dans les pays tiers : Un outil pour les négociations du Millenium Round
Bureau J.C. ; Chahed Y. ; Drogué S. ; Salvatici L.
Rapport final, Commissariat Général au Plan, 2001, Paris

Quality Signaling and International Trade in Food Products
Bureau, J.C. ; Gozlan, E. ; Marette, S. .
CARD Working paper 01WP2083, 2001, Center for Agricultural and Rural Development, Iowa State University, Ames (USA).

Alternative Tariff Cuts Scenarios and the Effects on the Protection of the EU Agro-food Sector
Bureau J.C., Bizot X. , Hofstetter A.
Report, FAIR5 CT97-3481 project, Commission of the European Communities, 2000, Bruxelles

Evolution du soutien agricole en termes réels dans les pays membres de l'OCDE de 1986 à 1999. Aspects méthodologiques et principaux résultats.
Butault, J.P.
Rapport, Organisation de Coopération Economique et de Développement, Direction de l'alimentation et de l'agriculture. Paris. Juin 2001. 51 P.

L'évolution des soutiens à l'agriculture en termes réels dans les pays de l'OCDE entre 1986 et 2002
Butault, J.P. ; Rousselle, J.M.
Paris: OCDE, 28 p.

When Do Firms Prefer to Buy from a Monopoly ? An Example from Agriculture
Carter C ; Marette, S. ; Smith V.
Working Paper, University of California at Davis (USA). 2002.

Multi-Greenhouse Gas International Agreements
De Cara, S. ; Rotillon, G.
Working paper UMR Economie Publique INRA-INAPG, 2003, Paris-Grignon, 31 p.

Les résultats 1998 en grande culture : marges des cultures et résultats des exploitations spécialisées en grande culture des régions Ile-de-France, Centre et Midi-Pyrénées
Duclos, J.B. ; Millet, G.
Grignon : INRA-ESR, 2000, 163 p. - (Etudes économiques ; 37).

Concurrence et Compétitivité des pays du MERCOSUR et études de l'effet des accords tarifaires sur diverses filières françaises
Drogué, S. ; Ramos, P. ; Bureau, J.C.
Rapport pour le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité, 2004/10, 150 p.

Les résultats 1999 en grande culture : marges des cultures et résultats des exploitations spécialisées en grande culture des régions Ile-de-France, Centre et Midi-Pyrénées
Duclos, J.B. ; Millet, G.
Grignon : INRA-ESR, 2001/06, 159 p. - (Etudes économiques ; 39)

Les résultats 2001 en grande culture : marges des cultures et résultats des exploitations spécialisées en grande culture des régions Ile-de-France, Centre et Midi-Pyrénées
Duclos, J.B. ; Millet, G.
Thiverval-Grignon (FRA), INRA-ESR, 2003/12. 161 p. : (Etudes Economiques ; 41) ISBN : 2-7380-1155-1

Concurrence et Compétitivité des pays du MERCOSUR et études de l'effet des accords tarifaires sur diverses filières françaises
Drogué, S. ; Ramos, P. ; Bureau, J.C.
Rapport pour le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité, 2004/10, 150 p.

The tragedy of the commons and incentive mechanisms
Fuentes-Castro, D. ; Jayet, P.A.
Working paper, UMR Economie Publique INRA-INAPG, 2001, Paris-Grignon.

TARAGRO : logiciel d'analyse de la tarification agricole et agroalimentaire (Taxes et subventions 1995-2000)
Gallezot, J. ; Harel, M. ; Kervegant, E.
2001/12. - [Logiciel version Windows]

Zone de libre échange avec les Etats-Unis et Accord d'association avec l'Union Européenne: articulation et impacts pour le Maroc
Gallezot, J.
Rapport, Food and Agriculture Organization, (2004), FAO, FAO/TCP/MOR/2905, Rabat, Janvier, 40p.

EU Export subsidies on agricultural and agri-food products to Africa

Gallezot, J. ; Bernard, F. (2004)

Rapport de contrat, The World Bank, 2004 June, 72p

La progressivité tarifaire de l'UE vis-à-vis des produits agricoles et agroalimentaires: Analyse d'ensemble et cas des produits d'intérêt pour les pays en développement

Gallezot, J.

Rapport de contrat, European Consortium for Trade Policy Analysis (ECTA), Directorate General Trade, European Commission, 2004/2003, Janvier, 71p.

Conditions et conséquences de la mise en oeuvre d'une initiative multilatérale d'harmonisation des préférences commerciales en faveur de l'Afrique

Gallezot, J.

Paris-Grignon : UMR Economie Publique INRA-INAPG 2003/07. 54 p. : Recherche financée par le ministère de l'agriculture et de la pêche

EU Export subsidies on agricultural and agri-food products to Africa

Gallezot, J. ; Bernard, F. (2004)

Rapport de contrat, The World Bank, 2004 June, 72p

The utilisation of trade preferences by OECD countries: the case of agricultural and food products entering the European Union and United States"

Gallezot J. ; Bureau J.C.

Organisation de Co-opération et de développement Economique, Paris, 178 p. sous presse (version française également)

Analyse micro-économique de scénarios de réforme de l'OCM sucre à l'aide d'un modèle d'offre agricole

Guindé, L. ; Millet, G. ; Sourie, J.C.

Rapport final, MAAPAR, octobre 2004, 50p + annexes

Evaluating agri-environmental policies in the EU : some views and extensions from the AROPAJ model

Jayet, P.A. ; Marzocchi, E. ; Hofstetter, A. ; De Cara, S.

Eurotools Working paper series, DG Agriculture, Bruxelles. 2001,

Modular approach of agricultural supply modelling through linear programming

Jayet, P.A. ; Marzocchi, E. ; Hofstetter, A. ; Donati, M.

Eurotools Working paper series, DG Agriculture, Bruxelles. 2001

La tertiarisation de la filière laitière après le « fordisme laitier »

Nefussi, J.

Rapport, Centre National des Interprofessions Laitières (CNIEL), 2004

L'organisation coopérative dans un contexte de filières agroalimentaires « tertiarisées »

Nefussi, J.

Rapport, interprofession viande bovine (FNCBV), 2003.

Dix-huit cas d'exploitations agricoles diversifiées dans lae Languedoc-Rousillon.

Revel A., Roux B, Bonnafous P, Ly B.T.

European Commission, IDEAS, Innovation Diversification and European Agricultural Situations, Brussels (Bel), 2001/07/3 (Rapport IDEAS ; FAIR6-CT98-42228) ,104p

Determining Efficient Biofuel Tax Exemption Policy in France for Greenhouse Gas Emission Abatement

Rozakis, S. ; Sourie, J.C. ; Vanderpooten, D.

Working paper, UMR Economie Publique INRA-INAPG, 2001, Paris-Grignon.

Contributions aux travaux de la mission "Biocarburants" dirigée par P. Couveinhes et J. D. Levy (Avril-Juin 2000)

Sourie, J.C.

Rapport final, Mission biocarburants, 2000, 53 p.

Analyse des coûts d'opportunité des cultures ligno cellulosiques

Sourie, J.C.

In : Agrotransfer; ADEME, Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie, 55 p. - 2001/06, pp 35-44

Incidences de l'Agenda 2000 sur l'offre de céréales, d'oléagineux et de protéagineux. Applications du modèle MAORIE

Sourie, J.C. ; Millet, G. ; Kervegant, E. ; Bonnafous, P.

Grignon : INRA-ESR, 2000/06, 55 p. - (Etudes économiques ; 38 - Convention ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 99H30302).

Les impacts de différents scénarios de PAC en régions intermédiaires ; le cas de l'Indre

Wepierre, AS ; Millet, G ; Sourie, J

Working paper, UMR Economie Publique INRA-INAPG, 2001, Paris-Grignon

Agenda 2000 : conséquences sur les exploitations de grandes cultures en Poitou-Charentes. Impacts sur les revenus, les assolements et alternatives pour les exploitations agricoles. Situation et perspectives pour la filière collecte en grandes cultures

Zham, F. ; Chatellier, V. ; Piet, L. ; Kervegant, E. ; Millet, G. ; Sourie, J.C. ; Colson, F.

CEMAGREF, La Recherche pour l'Ingénierie de l'Agriculture et de L'Environnement - 2000/12, 2 vol., 287 p.

Communications dans des congrès, symposiums (Liste non exhaustive)

ANNEE 2004

L'expansion des cultures transgéniques aux Etats-Unis : quelques enseignements.

Bonny S.

Colloque. "Régulation des risques, principe de précaution et OGM", organisé par le département INRA SAE2 et le LERNA (Laboratoire d'Economie des Ressources Naturelles) UMR INRA - Université Toulouse 1 - CEA. Paris, 15/12/2004.

Les systèmes de production agricole dans la chaîne agro-alimentaire : dynamique et enjeux.

Bonny S.

Colloque de la SFER : Les systèmes de production agricole : performances, évolutions, perspectives. Lille, 18-19/11/2004.

Assessing the Impact of Multilateral Agricultural Liberalization: The Contrasted Fortunes of Developing Countries in the Doha Round".

Bouet A. ; Bureau J.C.; Decreux Y.; Jean S.

International Trade Center Conference, Nairobi (Kenya), 24-25 Mai 2004. Egalement présenté à 7th Annual Conference on Global Economic Analysis, Trade, Poverty, and the Environment, Washington D.C (USA), 17-19 juin 2004.

The impact of agricultural trade liberalization on developing countries

Bureau J.C.

Seminar, Insitute for International Integration Studies, University College Dublin (Irlande).

Agricultural Trade Negotiations and Developing Countries: Questions on the Use of AGE Models for Policy Recommendations.

Bureau J.C. ;

Papier invité session plénière, EcoMod2004, International Conference on Policy Modeling, Paris, June 30-July 02 2004.

The Economics of Rising Products and Process Standards

Bureau J.C

Standards and Trade Conference, The World Bank, Washington D.C (USA). 27-28 janvier 2004.

Les modèles et leur utilisation pour les négociations commerciales sur l'agriculture

Bureau J.C. ; Gohin A.

Présentation à l'Institut Français des Relations Internationales, Paris, 1er mars 2004.

La libéralisation du commerce agricole et les pays en développement.

Bureau J.C. ; Gozlan E.; Jean S.

Papier invité, Conférence internationale "Les politiques agricoles sont elles condamnées par la mondialisation", Institut Français des Relations Internationales, Paris, 7 octobre 2004.

Réforme de la PAC de 2003, découplage et évolution des structures et des systèmes de production agricole en France

Butault, J.P. Delame, N.

Colloque SFER : Les systèmes de production agricole : performances, évolutions, perspectives, Lille, 2004/11/18- 2004/11/19, 19 p.

Activité extérieure et revenus des ménages agricoles

Butault, J.P.; Delame, N.; Lerouvillois, P.

Colloque SFER : Les mutations de la famille agricole : conséquences pour les politiques publiques, Lille, 2004/04/22;2004/04/23, 21 p.

Exploitations familiales et sociétés laitières en Estonie

Butault, J.P.; Matvejev, E.

Colloque SFER : Les systèmes de production agricole : performances, évolutions, perspectives, Lille (FRA), 2004/11/18;2004/11/19, 20 p.

Carbon sequestration through the planting of multi-annual energy crops : A dynamic and spatial assessment

De Cara, S.; Rozakis, S.

48. Annual Australian Agricultural and Resource Economics Society Meeting, Melbourne (AUS), 2004/02/11/ 2004/02/13; 24 p.

Greenhouse gas emissions from agriculture in the EU : A spatial assessment of sources and abatement costs

De Cara, S.; Houzé, M.; Jayet, P.A.

48. Annual Australian Agricultural and Resource Economics Society Meeting, Melbourne (AUS), 2004/02/11; 2004/02/13, 25 p.

Product Differentiation and trade : an example from the beef sector

Droqué, S.; Marette, S.; Ramos, M.P.

EcoMod 2004, International conference on policy modelling, Paris (FRA), 2004/06/30;2004/07/02, 18 p.

Zone de libre échange avec les Etats-Unis et Accord d'association avec l'Union Européenne: articulation et impacts pour le Maroc

Gallezot, J.

Conférence Food and Agriculture Organization, (2004), FAO, FAO/TCP/MOR/2905, Rabat, Janvier, 40p.

Harmonization of commercial preferences in favour of Africa : Conditions and conséquences of multilatérale initiative ",
Gallezot, J.
Conference " Preferential market access schemes research : what can we learn from the various initiatives ? World Bank and Department of Foreign Affairs (DFID), Friday 16 May, Londres.

An instrumentalized participatory and cooperative approach for cooperative knowledge acquisition to build a social MABS
Hamel, A.; Attonaty, J.M.; Pinson, S.
Colloque ESM 2004, 18th European Simulation Multiconference, Magdeburg (DEU), 2004/06/12;2004/06/16, 8 p.

Inégalités agricoles dans le monde, libéralisation et pauvreté paysanne de masse
Mazoyer, M.; Roudart, L.
Colloque Réguler la mondialisation ?, Sceaux (FRA), 2004/05/13;2004/05/14, 9 p.

Sustainability of agricultures and globalization
Mazoyer, M. ; Roudart, L.
Séminaire Sustainability of agriculture in the enlarged Europe under the reformed CAP, Séville (ESP), 2004/09/23;2004/09/24, 6 p.

Systèmes diversifiés d'exploitations ménages dans quatre régions européennes
Revel, A.; Roux, B.; Bonnafous, P.
Colloque SFER : Les systèmes de production : performances, évolutions, perspectives, Lille (FRA), 2004/11/18; 2004/11/19

Multifunctionality of agriculture: a contribution for compromise in agricultural free trade debate?
Roux, B.
Colloque: Europe-Méditerranée: relations économiques internationales et recomposition des espaces, Madrid, Espagne, 2004/06/4-5. GDRI CNRS EMMA (Euro méditerranée Monde Arabe), 2004, 11p

Local production systems and quality of food products: a case study in France.
Noya, E.; Roux, B.
Congrès: XI world congress of rural sociology: globalisation, Risks and Resistances. IRSA (International rural Sociology association), Trondheim, Norvège, 2004/O7/25-30, 2004, 15 p.

Diversification: a survival strategy for the family farm in developed economies.
Roux, B.
Congrès: XI world congress of rural sociology: globalisation, Risks and Resistances. IRSA (International rural Sociology association), Trondheim, Norvège, 2004/O7/25-30, 2004, 15 p.

Une approche des espaces ruraux méditerranéens par la notion de multifonctionnalité.
Roux, B.
Colloque international: Nouveaux espaces, nouveaux réseaux en Méditerranée, GRERBAM (Groupe de recherche sur les espaces et les réseaux du bassin méditerranéen) , Rabat 2004/11/26-27, 2004, 15 p.

ANNEE 2003

Success factors, issues and prospects for the first GM crops: the case of Roundup Ready® soybean in the USA.
Bonny S.
7th ICABR (International Conference on International Consortium on Agricultural Biotechnology Research) conference International Conference "Goods and Public Policy for Agricultural Biotechnology", Ravello (Italy), June 29 to JulyJuin – 3, juillet 2003, 20 p.

Is Northern Agricultural Liberalization Beneficial to Developing Countries?
Bouet A. ; Bureau J.C.; Decreux Y.; Jean S.
Conference on General Equilibrium Modelling, La Haye (Pays Bas), Juin 10-12, 2003. Une version a été présentée à la conférence annuelle de l'European Trade Study Group, Madrid (Espagne), 7-10 septembre 2003.

Tariff Peaks and Tariff Escalation and Consequences for Exports of Developing Countries.
Bureau J.C.
Papier invité. Common Fund for Commodities Meeting on Commodity Development in Latin America and the Caribbean, Havana (Cuba), 17-20 novembre 2003.

Economic Implications of the Doha Development Agenda for Latin America and the Caribbean: Non Tariff Measures"
Bureau J.C., Drogué S., Ramos MP.
Papier invité, second CEPIL-IDB seminar on "Economic Implications of the Doha Development Agenda for Latin America and the Caribbean", Inter-American Development Bank, Washington D.C. (USA), 6-7 octobre 2003.

WTO Negotiations on Market Access: What We Know, What We Don't and What We Should.
Bureau J.C. ;Salvatici L.
Papier invité, conférence "Agricultural Policy Reform and the WTO: Where Are We Heading?". International Agricultural Trade Research Consortium, University of California Davis, Università della Calabria, Capri (Italie), Juin 23-26 2003.

Is Northern Agricultural Liberalization Beneficial to Developing Countries?

Bouet A. ; Bureau J.C.; Decreux Y.; Jean S.

Conference on General Equilibrium Modelling, La Haye (Pays Bas), Juin 10-12, 2003. Une version a été présentée à la conférence annuelle de l'European Trade Study Group, Madrid (Espagne), 7-10 septembre 2003.

The EU System of Quality Labelling. How Good is it at Informing, Protecting and Persuading?"

Bureau J.C., Valceschini E.

American Agricultural Economics Association, Food & Agricultural Marketing Policy Section conference, "Emerging Roles for Food Labels: Inform, Protect, Persuade," Washington D.C. (USA), 20-21 mars 2003.

Preferential agreements - Tariff Escalation: What are the consequences of the multilateral negotiations for the access of developing countries to the European market ?

Chevassus-Lozza, E.; Gallezot J.

Colloque Agricultural policy reform and the WTO: where are we heading , Capri (ITA), 2003/06/23;2003/06/26. 18 p.

Integrated Economic and Environmental Life Cycle Optimization : an Application to Biofuel Production in France

Freire, F.; Malça, J.; Rozakis, S.

Conference on Multiple Criteria Decision Aiding, Coimbra (PRT), 2002/10/03;2002/10/05. 24 p.

Real Access to the EU's Agricultural Market

Gallezot, J.

Seminar Agriculture, Trade and Development, Directorate General Trade, European Commission, Brussels, July 24 July, 19 p

Assimilation de données économiques par STICS pour l'enrichissement du modèle économique AROPAj

Godard, C.; Brisson, N.; Jayet, P.A.; Roger-Estrade, J.

Séminaire STICS 2003, Arles (FRA), 2003/01/03;2003/01/04, 4p.

Impact d'une réforme de la Politique Agricole Commune par le découplage

Jayet, P.A.; Labonne, J.

Séminaire Fourgeaud, Ministère de l'Economie, Paris (FRA), 2003/05/28, 20 p.

A Method for Knowledge Acquisition to Develop a Multi-Agents Simulation Model : Application to Poultry Chain

Hamel, A.; Attonaty, J.M.; Le Bars, M.

European Workshop on Multi-Agent Systems, Oxford (GBR), 2003/12/18;2003/12/19, 2 p.

Análise Energética do Ciclo de Vida de Biocombustíveis : Aplicação à fileira do bioetanol em França

Malça, J.; Rozakis, S.; Freire, F.

Jornadas Polytechnicas de Engenharia, Coimbra (PRT), 2003/11/19;2003/11/20. 11p.

Evading Farm Support Reduction via Efficient Input Use : the case of Greek Cotton Growers

Pantziou, C.J.; Rozakis, S.; Tzouvelekas, V.

Hellenic Workshop of Productivity and Efficiency Measurement, Patras (GRC), 2003/05/30;2003/06/01, 19 p.

Les nouvelles négociations multilatérales du cycle de Doha et ses implications sur la PAC

Revel, A.

XXII. Congrès et Colloque Européens de Droit Rural, Almeria (ESP), 2003/10/22;2003/10/24, 15 p.

Le savoir faire traditionnel et la professionnalisation des acteurs des filières agro-alimentaires, facteurs du développement local.

Roux, B.; Gateau, D.; Noya, E..

Colloque : Savoirs et insertion. Maghreb, Méditerranée et comparaisons internationales., Rabat (Maroc) 2003/10/16-18-CERED, Centre d'études et de recherches démographiques (Maroc) et IRD, Institut de recherche pour le développement (France)- 2003, 18 p.